



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 11 NOVEMBRE 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 11th, 1950

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
26439-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
26439-1-52

Lettres patentes

Artistic Furniture Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: David Steinfeld, Louis Steinfeld et Max Uriash, manufacturiers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, des meubles, boiseries, accessoires, sous le nom de "Artistic Furniture Manufacturing Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

28697

Letters Patent

Artistic Furniture Manufacturing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: David Steinfeld, Louis Steinfeld and Max Uriash, manufacturers, of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, furniture, wood-work, appliances, under the name of "Artistic Furniture Manufacturing Company Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

28697-o

A & A Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1950, constituant en corporation: J.-Guy Caron, constructeur, Cyrille Delagrave, employé civil, et Marcel Girard, manufacturier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les métiers et négoce d'entrepreneurs et de constructeurs en général, sous le nom de "A & A Construction Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697-o L. DÉSILETS.

A & A Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1950, incorporating: J. Guy Caron, builder, Cyrille Delagrave, civil servant, and Marcel Girard, manufacturer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of general builders and contractors, under the name of "A & A Construction Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697 Deputy Attorney General.

Bijouterie St. Agathe Jewellers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: Lyon W. Jacobs, avocat et conseil en loi du Roi, Alvin B. Jacobs, avocat, et Mabel Bourque, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier et le commerce en détail de bijoutiers, graveurs, horlogers, orfèvres (or et argent), sous le nom de "Bijouterie St. Agathe Jewellers Limited" avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à dix.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

Bijouterie St. Agathe Jewellers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: Lyon W. Jacobs, advocate and King's Counsel, Alvin B. Jacobs, advocate, and Mabel Bourque, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of retail jewellers and engravers, watch and clock makers, goldsmiths, silversmiths, under the name of "Bijouterie St. Agathe Jewellers Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The number of the shareholders of the company shall be limited to ten.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

**Chibougamau Explorers Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept septembre 1950, constituant en corporation: Réal Marcoux, avocat, Lucienne Méryneau et Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter le sol, la terre, les roches, et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Chibougamau Explorers Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 actions de \$1 chacune.

**Chibougamau Explorers Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of September, 1950, incorporating: Real Marcoux, advocate, Lucienne Méryneau and Rita Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Chibougamau Explorers Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

Any shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of September, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Commercial Equipment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: Camil Noël, Yves Pratte, avocats, et Paulette Belleau, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et généralement négocier toutes sortes d'automobiles et toutes espèces de machineries, outils, ustensiles, appareils;

Exercer toutes ou chacune des industries de quincailliers, entrepreneurs, constructeurs, sous le nom de "Commercial Equipment Limited".

Le capital actions de la compagnie sera divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 1,000 actions ordinaires, sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moindre de \$7,000.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

Commercial Equipment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: Camil Noël, Yves Pratte, advocates, and Paulette Belleau, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all kinds of automobiles and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus;

To carry on all or any of the business of hardware merchants, contractors, builders, under the name of "Commercial Equipment Limited".

The capital stock of the company is to be divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each, and into 1,000 common shares having no nominal or par value; and the amount with which the company will commence its operation shall not be less than \$7,000.

The number of shareholders shall be restricted to not more than twenty (20).

The head office of the Company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Dominion Asbestos Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze octobre 1950, constituant en corporation: Monroe Abbey, Max Slapack, et Gregory Charlap, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minéraux;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à des minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Dominion Asbestos Mines Limited". (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

Dominion Asbestos Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1950, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack and Gregory Charlap, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones, may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Dominion Asbestos Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of a par value of \$1 each.

That the shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Emerald Building Development Corp.

Emerald Building Développement Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six octobre 1950, constituant en corporation: David Weissman, administrateur, Claire Taylor, Mariette St-Arnaud et June Kirlin, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1950, incorporating: David Weissman, executive, Claire Taylor, Mariette St-Arnaud and June Kirlin, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Acquérir et disposer d'immeubles ou intérêts en iceux, et de propriétés immobilières de toutes sortes et toute description, sous le nom de "Emerald Building Development Corp." avec un capital de \$100,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 200 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$100 chacune.

To acquire and dispose of real estate or interests therein, and immoveable property of all kinds and descriptions, under the name of "Emerald Building Development Corp.", with a capital stock of \$100,000, divided into 800 preferred shares having a par value of \$100 each, and 200 common shares having a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1950.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of October, 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Frontenac Packing Ltd.

Frontenac Packing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: Ralph Saxe, Morton D. Saxe, marchands, de la cité d'Outremont, et Maurice Saxe, marchand, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: Raph Saxe, Morton D. Saxe, merchants, of the City of Outremont, and Maurice Saxe, merchant, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer, dans toutes ses branches, le métier ou commerce de vendeurs de viande, et agir comme charcutiers et opérateurs de salaison de viande et porc, sous le nom de "Frontenac Packing Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune, et 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

To carry on the trade or business of meat salesmen in all its branches, of meat processors and meat and pork packers, under the name of "Frontenac Packing Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 600 preferred shares of \$100 each, and 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

Dated at the office of the Attorney General this third day of October, 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Hôtel Pointe Valaine Inc.

Hôtel Pointe Valaine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du cinq octobre 1950, constituant en corporation: Tancrede Gaboury, gérant, de Saint-Hilaire, Gaston Dussault, commerçant, de Otterburn Park, et Gérard Deslandes, avocat, de Saint-Hyacinthe, tous du district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of October, 1950, incorporating: Tancrede Gaboury, manager, of Saint-Hilaire, Gaston Dussault, tradesman, of Otterburn Park, and Gérard Deslandes, advocate, of Saint-Hyacinthe, all of the judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

Faire affaire comme hôtelier, propriétaire de maisons de chambres, restaurateur, sous le nom de "Hôtel Pointe Valaine Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

To carry on business as hotel keeper, rooming house keeper, and restaurant keeper, under the name of "Hôtel Pointe Valaine Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Otterburn Park, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

The head office of the company will be at Otterburn Park, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le cinq octobre 1950.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
28697 Deputy Attorney General.

Imprimerie Champlain (Québec) Inc.
Champlain Printing (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1950, constituant en corporation: René Simard, imprimeur-libraire, J.-O. Martin, gérant d'affaires, tous deux de la cité de Québec, et André Gagnon, typographe, de Gros Pin, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir en qualité de libraire, imprimeur, relieur et autres métiers se rapportant directement ou indirectement aux occupations précitées, sous le nom de "Imprimerie Champlain (Québec) Inc." — "Champlain Printing (Quebec) Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit septembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
 28697-o L. DÉSILETS.

Imprimerie Champlain (Québec) Inc.
Champlain Printing (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of September, 1950, incorporating: René Simard, printer and stationer, J. O. Martin, business manager, both of the city of Quebec, and André Gagnon, typographer, of Gros Pin, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as stationer, printer, book-binder and engage in the other trades connected, directly or indirectly, with the foregoing occupations, under the name of "Imprimerie Champlain (Québec) Inc." — "Champlain Printing (Quebec) Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares having no par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations is \$5,000.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1950.
 L. DÉSILETS,
 Deputy Attorney General.

Ivry Development Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1950, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat, et conseil en loi du Roi, Lawrence Popliger, avocat, et Samuel Litwin, agent d'assurance, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exercer un commerce général d'amélioration et de construction d'immeubles, sous le nom de "Ivry Development Company", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
 28697 L. DÉSILETS.

Laurent Fabien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1950, constituant en corporation: Laurent Fabien, marchand, ville Saint-Laurent, Armand-H. Viau, comptable, et Aimé Gervais, acheteur, tous deux de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer toutes et chacune des industries de mercier, pelletier, bonnetier, couturier, gantier, chemisier, tailleur, confectionneur, chapelier, costumier, marchand de drap, de chaussures, de marchandise sèche, de valises, de bijouterie, et de meubles, sous le nom de "Laurent Fabien Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Ivry Development Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1950, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Lawrence Popliger, advocate, and Samuel Litwin, insurance agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and carry on a general real estate improvement and construction business, under the name of "Ivry Development Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
 Deputy Attorney General.

Laurent Fabien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1950, incorporating: Laurent Fabien, merchant, Ville Saint-Laurent, Armand H. Viau, accountant, and Aimé Gervais, purchaser, both of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the trades of haberdasher, furrier, hosier, seamster, glover, shirt-maker, tailor, outfitter, hatter, costumier, dealer in cloth, shoes, dry-goods, travelling bags, jewellery and furniture, under the name of "Laurent Fabien Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 10 common shares of \$100 each, and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le sept octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

28697-o

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

28697

**Le Club Nautique de Laval sur le Lac
Laval sur le Lac Boating Club**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Anselme Samoisette, président, dir. général, d'Outremont, Germain Bock, Conseil en Loi du Roi, de Laval-sur-le-Lac, Louis-Philippe Taschereau, avocat, Donald Lussier, inspecteur, Jacques Simard, chef de service, Jacques Morissette, chef de service, tous des cité et district judiciaire de Montréal, et Jean Beauregard, avocat, de Richelieu, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Promouvoir, développer et encourager les sports aquatiques et organiser des régattes, sous le nom de "Le Club Nautique de Laval sur le Lac" — "Laval sur le Lac Boating Club".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard, les jeux de hasard et d'habileté, les paris illégaux et ne permettent pas non plus à la corporation requérante de demander, obtenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à 503, Les Érables, Laval-sur-le-Lac, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

28697-o

P & V Shoe Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: Charles-Édouard Bertrand, Jean-Paul Dansereau, avocats, et Marthe Toupin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et marchands de chaussures, sous le nom de "P & V Shoe Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lavaltrie, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

28697-o

**Quebec Copper Corporation Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: Robert H. Waddell, comptable, John Austin Murphy, C.R., avocat, Frank J. Dolan, compta-

**Le Club Nautique de Laval sur le Lac
Laval sur le Lac Boating Club**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Anselme Samoisette, president, general director, of Outremont, Germain Bock, King's Counsel, of Laval-sur-le-Lac, Louis-Philippe Taschereau, advocate, Donald Lussier, inspector, Jacques Simard, service chief, Jacques Morissette, service chief, all of the city and judicial district of Montreal, and Jean Beauregard, advocate, of Richelieu, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To promote, develop and encourage aquatic sports and to organize regattas, under the name of "Le Club Nautique de Laval sur le Lac" — "Laval sur le Lac Boating Club".

The powers conferred do not permit gambling, games of chance, games of chance and skill mixed nor illegal betting, nor do they permit the corporation to apply for, obtain or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 503 Les Érables, Laval-sur-le-Lac, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

28697

P & V Shoe Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: Charles-Édouard Bertrand, Jean-Paul Dansereau, advocates, and Marthe Toupin, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as shoe manufacturers and dealers, under the name of "P & V Shoe Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lavaltrie, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

28697

**Quebec Copper Corporation Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: Robert H. Waddell, accountant, John Austin Murphy, K.C. barrister, Frank J. Dolan,

ble, Joseph Clovis Dagenais, avocat, et Lottie Pachal, dactylo, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre épurer, broyer ou traiter le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Quebec Copper Corporation Limited" (Livre de responsabilité personnelle) avec un capital de \$3,500,000. divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

Quebec-Levis-Tunnel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1950, constituant en corporation: Albert Racicot, courtier en assurances, Roger Boucher, Lionel Lavoie, professeurs tous trois de Rimouski, Louis-Joseph Gagnon, C.R., et Octave Gagnon, contracteur, tous deux de Mont-Joli, tous du district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires et contracter en tous genres d'entreprises de construction, sous le nom de "Quebec-Levis-Tunnel Inc.", avec un capital de \$20,000,000. divisé en 500,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 150,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697-o L. DÉSILETS.

Service Social Féminin de Sherbrooke

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatre octobre 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Mesdames Maria Morin Rouillard, sans profession, Annette Landry Letendre, institutrice, Jeanne Guy Girard, sans profession, Blanche Roy Dubois, garde-malade, et Alice Morin Labrie, sans profession, toutes dûment autorisées par leur mari respectif, de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Secourir les personnes affligées par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, sous le nom de "Service Social Féminin de Sherbrooke".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

accountant, Joseph-Clovis Dagenais, barrister, and Lottie Pachal, typist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals, whatsoever, be mined, dug, raised, wahed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Quebec Copper Corporation Limited" (No Personal Liability)", with a capital stock of \$3,500,000. divided into 3,500,000 shares of \$1. each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability ni excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Quebec-Levis-Tunnel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenat-governor of the Province of Quebec bearing date the seventh day in October, 1950, incorporating: Albert Racicot, insurance broker, Roger Boucher, Lionel Lavoie, professors, all three of Rimouski, Louis Joseph Gagnon, K.C., and Octave Gagnon, contractor, both of Mont-Joli, all of the judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To transact business and undertake contracts for all kinds of construction works, under the name of "Quebec-Levis-Tunnel Inc.", with a capital stock of \$20,000,000 divided into 500,000 common shares of \$10 each and 150,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697 Deputy Attorney General.

Service Social Féminin de Sherbrooke

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of October 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Mesdames Marie Morin Rouillard, no profession, Annette Landry Letendre, teacher, Jeanne Guy Girard, no profession, Blanche Roy Dubois, nurse, and Alice Morin Labrie, no profession, all duly authorized by their respective husband, of the city of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To assist persons who are in distress due to sickness, accident or reverses of fortune, and also widows and orphans, under the name of "Service Social Féminin de Sherbrooke".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le quatre octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697-o L. DÉSILETS.

Sivaco Wire & Nail Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, et Joseph-R. Hoffman, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les métier et commerce de manufacturiers et lamineurs d'acier, et de fer dans toutes et chacune des leurs formes, produits, commodités et articles de tous genres, sous le nom de "Sivaco Wire & Nail Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697 Deputy Attorney General.

Sivaco Wire & Nail Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, and Joseph R. Hoffman, advocate, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trades and business of manufacturers and rollers of steel and iron into any and all forms, products, commodities and articles of every kind, under the name of "Sivaco Wire & Nail Co. Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Marieville, judicial district of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Société Immeubles et Développements Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1940, constituant en corporation Jean-Jacques Galarneau, comptable, Rolande Lafèche, Cécile Parent, secrétaires, Pierre DesRosiers, notaire, tous de Hull, district judiciaire de Hull, et Thérèse Gauvin, commis, d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire généralement le commerce de tous biens réels ou immobiliers et faire généralement le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Société Immeubles et Developpements Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à JHull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697-o L. DÉSILETS.

Société Immeubles et Développements Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the third day of October, 1950, incorporating: Jean-Jacques Galarneau, accountant, Rolande Lafèche, Cécile Parent, secretaries Pierre DesRosiers, notary, all of Hull, judicial district of Hull, and Thérèse Gauvin, clerk, of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in general the real estate business and deal in immovables and deal in building materials in general, under the name of "Société Immeubles et Developpements Ltée" with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697 Deputy Attorney General.

**Spécialités de Boulangerie Limitée
Bakers' Specialties Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du sept octobre 1950, constituant en corporation: Paul-Émile Berry, commerçant, Dame Stella Lanthier Berry, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens du dit Paul-Émile Berry, et Dame Victoire Dufourt Lanthier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bruno Lanthier et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

**Spécialités de Boulangerie Limitée
Bakers' Specialties Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of October, 1950, incorporating: Paul Emile Berry, tradesman, Dame Stella Lanthier Berry, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Paul Emile Berry, and Dame Victoire Dufort Lanthier, housewife, separate as to property by marriage contract of said Bruno Lanthier and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Acheter, vendre et faire des contrats et transactions relatifs au commerce de grain, céréales, produits agricoles et végétaux, produits de la terre et leurs dérivés, sous le nom de "Spécialités de Boulangerie Limitée" — "Bakers' Specialties Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697-o L. DÉSILETS.

St. Cyr Asbestos Co. Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze octobre 1950, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du Roi, Françoise Gagnon et Yvette Picard, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "St. Cyr Asbestos Co. Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à l'Édifice Continental, Coin Wellington & King, en la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

Steel & Aluminium Lifeboats Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatre octobre 1950, constituant en corporation: Robert Houde, pilote, Réal Boudreau, commis, et Émilienne Boisvert, ménagère, tous de Saint-Antoine-de-Tilly, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce et l'industrie d'une entreprise de construction maritime, sous le nom de "Steel & Aluminium Lifeboats Company Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Antoine-de-Tilly, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatre octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697-o L. DÉSILETS.

To buy, sell and contract for and enter into transactions respecting the grain business and that of cereals, farm products and vegetables, products of the soil and their derivatives, under the name of "Spécialités de Boulangerie Limitée" — "Bakers' Specialties Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into, 1000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1950.

L' DÉSILETS,
28697 Deputy Attorney General.

St. Cyr Asbestos Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1950, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Françoise Gagnon, and Yvette Picard, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "St. Cyr Asbestos Co. Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Continental Bldg., Corner Wellington & King, in the City of Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Steel & Aluminium Lifeboats Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of October, 1950, incorporating: Robert Houde, pilot, Réal Boudreau, clerk, and Émilienne Boisvert, housewife, all of Saint-Antoine-de-Tilly, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on in general the trade and business of ship building, under the name of "Steel & Aluminium Lifeboats Company Ltd.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Antoine-de-Tilly, judicial district of Quebec

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697 Deputy Attorney General.

Traversy Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: Alexander Stalker, avocat, Vera E. Hampton, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Alexander McLeod, avocat, de St-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Traversy Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

Traversy Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: Alexander Stalker, advocate, Vera E. Hampton, accountant, both of the City of Montreal, and Alexander McLeod, advocate, of St. Lambert, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Traversy Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Wilmac Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1950, constituant en corporation: James Hilary Hume Robertson, conseil en loi du Roi, James Brendan O'Connor, et James Walter Hemens, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec ensemble toutes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou sur aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer d'iceux, sous le nom de "Wilmac Holdings Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 275 rue St-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

Wilmac Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1950, incorporating: James Hilary Hume Robertson, King's Counsel, James Brendan O'Connor and James Walter Hemens, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of them, under the name of "Wilmac Holdings Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 275 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Wrightville Building Supplies Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize octobre 1950, constituant en corporation: Louis Bisson, aviateur, Albert Lemay, gérant, et François Chevalier, avocat, tous de Hull, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

L'achat et la vente de matériaux de construction et d'accessoires de construction de toutes sortes ainsi que le commerce de l'achat et la vente d'immeubles, sous le nom de "Wrightville Building Supplies Co. Ltd.",

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 200 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le treize octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697-o L. DÉSILETS.

Wrightville Building Supplies Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1950, incorporating: Louis Bisson, aviator, Albert Lemay, manager, and François Chevalier, advocate, all of Hull, judicial district of Hull, for the following purposes:

The purchase and sale of building materials and building supplies of all kinds as well as the business of buying and selling real estate, under the name of "Wrightville Building Supplies Co. Ltd."

The capital stock of the company is divided into 200 shares having no par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence operations is \$1,000.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697 Deputy Attorney General.

5206 Decarie Blvd. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1950, constituant en corporation: Harold Lande, Joseph S. Caplan, et Murray Lapin, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, disposer ou autrement faire le commerce de biens immobiliers, sous le nom de "5206 Décarie Blvd. Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 350 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28697 L. DÉSILETS.

5206 Decarie Blvd. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1950, incorporating: Harold Lande, Joseph S. Caplan, and Murray Lapin, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own and dispose of or otherwise deal with real estate, under the name of "5206 Décarie Blvd. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares having a par value of \$100. each, and 350 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1950.

L. DÉSILETS,
28697-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Corporation de la Ville de Bromptonville, et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Bromptonville dans le comté de Richmond, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1. Pour confirmer et ratifier une entente entre la Corporation de la ville de Bromptonville et les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de Bromptonville dans le comté de Richmond et la Compagnie Richmond Pulp & Paper Co. of Canada Ltd., en rapport aux taxes municipales et scolaires.

Bromptonville, ce 18 octobre 1950.

Le Procureur de la Corporation de la ville de Bromptonville et des Commissaires pour la Municipalité de Bromptonville dans le comté de Richmond,
28631-43-4-o LÉON MÉTHOT.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement la loi 40 Victoria, chapitre 23 concernant l'instruction publique en la cité de Sherbrooke et les différents statuts qui l'amendent, à l'effet:

a) de changer la date de la mise en nomination et de l'élection des candidats à la charge de commissaire;

b) de diviser le territoire du Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke en quartiers qui seront représentés chacun par un Commissaire;

c) de pourvoir à l'élection d'un commissaire pour représenter les catholiques de langue anglaise;

d) d'établir qu'aucune association professionnelle d'instituteurs et d'institutrices représentant des personnes au service du Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Town of Bromptonville, and the School Commissioners for the Municipality of Bromptonville, in the county of Richmond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of a special act for the following purposes:

1. To confirm and ratify an agreement between the Corporation of the Town of Bromptonville and the School Commissioners for the Municipality of Bromptonville in the county of Richmond and the Richmond Pulp & Paper Co. of Canada Ltd., concerning municipal and school taxes.

Bromptonville, October 18, 1950.

LÉON MÉTHOT,
Attorney for the Corporation of the Town of Bromptonville and the Commissioners for the Municipality of Bromptonville in the county of Richmond.
28631-43-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Board of the Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the law respecting public instruction in the City of Sherbrooke, 40 Victoria, Chapter 23, and the different statutes which amend it, for the purpose of:

a) Changing the dates of nomination and election of the candidates to the office of commissioner;

b) Dividing the territory of the School Commission by wards each of which will be represented by one commissioner;

c) Providing for the election of a Commissioner to represent the English speaking Roman Catholics;

d) Decreeing that no professional teachers' association representing persons employed by the Board of Roman Catholic School Commissioners, affiliated with another association or which is

Sherbrooke affiliée à une autre association ou qui n'est pas formée exclusivement de personnes au service dudit Bureau, n'aura qualité pour négocier une convention collective, ni pour y être partie ni pour être reconnue par la Commission des relations ouvrières de la province de Québec comme représentant d'un groupe de salariés.

Sherbrooke, 24 octobre 1950.

28632-43-4-o Le Procureur du requérant,
MAURICE DELORME.

not exclusively composed of persons employed by the said Board, shall be qualified to negotiate a collective agreement, nor to be a party thereto, nor to be recognized by the Labour Relations Board of the Province of Quebec as representing a group of employees.

Sherbrooke, October 24, 1950.

28632-43-4-o MAURICE DELORME,
Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour faire modifier sa charte et les lois qui la modifient, afin d'être autorisée à emprunter \$150,000.00 pour acquérir à l'amiable ou par expropriation les immeubles affectés par l'éclusage du Lac St-Charles — \$300,000.00 pour la construction et la réfection des pavages permanents; pour fixer au 15 décembre l'entrée en fonction du maire et des conseillers après une élection générale; pour déterminer les pouvoirs et devoirs du directeur des services municipaux; pour assujettir certains officiers de la Cité à la Loi concernant les officiers municipaux; pour autoriser le trésorier à donner quittance des créances hypothécaires payées à la Cité; pour autoriser la Cité à verser un octroi à l'Hôpital Jeffrey Hale — à verser annuellement au Collège des Jésuites à Québec un octroi de \$10,000.00 par année pendant cinq ans; pour demander la ratification des règlements 777, 781, 782 et 783; pour autoriser la Cité à augmenter la pension payable à ses employés permanents ayant atteint l'âge de retraite; et toutes autres matières ou choses nécessaires à la bonne administration de la Cité.

Québec, le 16 octobre, 1950.

28559-42-4-o Les Procureurs de la Cité de Québec,
PELLETIER, GODBOUT &
LECLERC.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Granby, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi l'autorisant à imposer une "taxe de vente" de un pour cent dans les limites de la cité de Granby.

Granby, le 18 octobre 1950.

28606-43-4-o Le Procureur et agent des Requérants,
GÉRARD NORMANDIN, C.R.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 84, dans lequel il s'est glissé une erreur, pour être autorisée à faire des arrangements spéciaux avec certains contribuables pour le paiement de leurs taxes et autres matières.

Trois-Rivières, 17 octobre 1950.

28589-42-4-o Le Procureur de la Cité
des Trois-Rivières,
LÉOPOLD PINSONNAULT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature, at its next session, for the amendment of its charter and the Acts amending same, so as to be authorized: to borrow \$150,000.00 to acquire, by private agreement or by expropriation, the immovables affected by the damming of Lake St. Charles — \$300,000.00 for the building and repairing of permanent pavements; to fix to the 15th of December the date of the coming into office of the mayor and councillors after a general election; to determine the powers and duties of the director of municipal services; to subject certain officers of the City to the Act respecting Municipal Officers; to authorize the treasurer to give receipts for mortgages paid to the City; to authorize the City to donate a grant to the Jeffrey Hale's Hospital — to give an annual grant of \$10,000 to the Jesuit College of Quebec, for a period of five years; to request ratification of by-laws 777, 781, 782 and 783; to authorize the City to increase the pension payable to its permanent employees who have reached the age of retirement; and all other matters or things required for the proper administration of the City.

Quebec, October 16, 1950.

28559-42-4 PELLETIER, GODBOUT & LECLERC,
Attorneys for the City of Québec.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to have a law passed authorizing them to impose a "sale tax" of one per cent, in the limits of the city of Granby.

Granby, October 18th, 1950.

28606-43-4-o GÉRARD NORMANDIN, K.C.,
Attorney and agent for Petitioners.

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the amendment of section 2 of the Act 14 George VI, chapter 84, in which an error has occurred, to be authorized to make special arrangements with certain tax-payers for the payment of their taxes, and for other matters.

Trois-Rivières, October 17, 1950.

28589-42-4 LÉOPOLD PINSONNAULT,
Attorney of the City
of Trois-Rivières.

AVIS PUBLIC

AMENDEMENTS A LA CHARTE DE LA CITÉ
D'OUTREMONT

Avis est par les présentes donné que la Cité d'Outremont s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes: déterminer les licences ou taxes sur les postes de stationnement pour auto-taxis et régler le nombre de taxis qui doivent y séjourner; déterminer les licences sur les propriétaires et chauffeurs d'auto-taxis.

Donné en la cité d'Outremont, P. Q., le 19 octobre 1950.

L'Avocat de la Cité d'Outremont,
28607-43-4-o ROBERT DUFRESNE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Monsieur J. Hugues Laframboise, courtier en immeubles, et son épouse, tous deux domiciliés dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature provinciale, lors de sa prochaine session pour obtenir une loi concernant l'adoption de Maurice Morin.

Montréal, 19 octobre 1950.

Les Procureurs de Monsieur et Madame
J. H. Laframboise,
28608-43-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Me André Poirier, avocat de Montréal, s'adressera à la législature provinciale lors de sa prochaine session pour demander que la Chambre des Notaires de la Province de Québec soit autorisée à l'admettre à la pratique de la profession du notariat après avoir rempli les formalités prévues.

Montréal, 17 octobre 1950.

Les Procureurs du dit André Poirier,
28609-43-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient sur, les matières suivantes: correction des limites entre la cité de Montréal et la ville de Hampstead; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Le Greffier de la Cité,

J.-ALPHONSE MONGEAU.

Bureau du greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, le 24 octobre 1950.

28624-43-4-o

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Dame Maria Magdalene Pohle, veuve de Adam Kaiser, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour l'adop-

PUBLIC NOTICE

AMENDMENTS TO THE CHARTER OF THE CITY
OF OUTREMONT

Notice is hereby given by the City of Outremont that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters: to fix the license fees or taxes on stands for taxicabs and regulate the number of taxicabs who may park thereon; to fix a license fee on the proprietors and chauffeurs of taxis.

Given at Outremont, P. Q., on the 19th of October 1950.

ROBERT DUFRESNE,
28607-43-4-o Attorney for the City of Outremont.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. J. Hugues Laframboise, real estate broker, and his wife, both residing in the City and District of Montreal, will apply to the Provincial Legislature at its next session, to obtain a law concerning the adoption of Maurice Morin.

Montreal, October 19th, 1950.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for Mr. and Mrs.
J. H. Laframboise.
28608-43-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Me André Poirier, advocate of Montreal, will apply to the Provincial Legislature at its next session, to ask that the Board of Notaries be authorized to admit him to the practice of the notarial profession after having complied with the required formalities.

Montreal, October 17th, 1950.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for said André Poirier.
28609-43-4-o

CITY OF MONTREAL

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to various acts amending the same, on the following matters: correction of the limit between the City of Montreal and the Town of Hampstead; ratification of certain deeds, agreements, by-laws, resolution, rolls, plans, etc.

J. ALPHONSE MONGEAU,

City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,

Montreal, October 24th, 1950.

28624-43-4-o

NOTICE

Public notice is hereby given that Mrs. Maria Magdalene Pohle, widow of Adam Kaiser, of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act declaring

tion d'une loi déclarant maintenant exécutoires les dispositions du paragraphe (g) de la clause cinquième du testament de feu Hermann Gottlieb Huber, en son vivant négociant, de la cité et du district de Montréal, et permettant le partage du résidu des biens de la fiducie et la remise de leurs parts aux légataires résiduaire, sur l'ordre de la requérante.

Montréal, le 16 octobre, 1950.

Les Procureurs de la requérante,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
28560-42-4-o BEAULIEU & CASGRAIN.

that the provisions of paragraph (g) of clause fifth of the will of the late Hermann Gottlieb Huber, in his lifetime retired merchant, of the City and District of Montreal, have now become executory and that the division of the residue of the trust property and the transfer of their shares thereof to the residuary legatees shall take place at the direction of the said petitioner.

Montreal, 16th October, 1950.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
28560-42-4-o BEAULIEU & CASGRAIN,
Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, et les Syndics d'écoles pour la municipalité de la Cité de Saint-Jérôme dans le comté de Terrebonne s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session ou à la session suivante, pour obtenir la passation d'une loi sur la matière suivante: Autoriser l'imposition, par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme dans le comté de Terrebonne d'une taxe de vente de 1% dans les limites de la cité de Saint-Jérôme, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'impôt sur les ventes en détail, sauf lorsqu'il s'agit de liqueurs douces ou d'eaux gazeuses lesquelles seront sujettes à la taxe, ladite exemption devant s'appliquer aussi aux combustibles servant au chauffage; le revenu annuel perçu par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme provenant de la dite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par les dits commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par les dits Commissaires avec les Syndics d'écoles au pro rata au nombre d'enfants âgés de 5 à 16 ans de chacune des dénominations religieuses Catholique Romaine et protestante respectivement domiciliées et résidant dans le territoire commun à chacune d'elle.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme demanderont en plus le pouvoir d'accorder une rémunération de CINQ CENTS (\$500.00) DOLLARS par année à chacun des Commissaires d'écoles avec effet rétroactif au premier juillet 1950.

Saint-Jérôme, ce 14 octobre 1950.

Les Procureurs des requérants,
de MARTIGNY &
28561-42-4-o MARCHESAULT,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the City of Saint-Jérôme in the county of Terrebonne and the School Trustees for the Municipality of the City of Saint-Jérôme in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, or the following one for the passing of an act on the Following matter; to authorize the imposition by the School Commissioners for the Municipality of the City of Saint-Jérôme in the county of Terrebonne, of a sales tax of 1%, within the limits of the city of Saint-Jérôme, subject to the exemptions of the Retail sales tax act, save where soft drinks or aerated waters are concerned which will be subject to the tax, said exemption to be extended also to fuels for heating purposes; the annual revenue collected by the School Commissioners for the Municipality of the City of Saint-Jérôme deriving from said tax, after deduction of the expenses incurred by said Commissioners for the imposition and collection of such revenue, to be shared every three months by the said School Commissioners between themselves and the said School Trustees, proportionately to the number of children from 5 to 16 years of age of the Roman Catholic or Protestant, religious denominations, respectively domiciled and residing in the territory common to both.

The School Commissioners, for the Municipality of the City of Saint-Jérôme will ask further more to grant a remuneration of FIVE HUNDRED (\$500.00) DOLLARS for each of the School Commissioners with retroactive effect to the 1st. of July 1950.

Saint-Jérôme, October 14th, 1950.

de MARTIGNY &
MARCHESAULT,
28561-42-4-o Attorneys for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Sherbrooke demandera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, la ratification et la validation des actes suivants:

1° Contrat intervenu entre la Cité de Sherbrooke et la "Brompton Pulp & Paper Co Ltd", en date du 18 mars 1950;

2° Convention intervenue entre la Cité de Sherbrooke et la "Reliance Enterprises Limited"; en date du 5 juin 1950;

3° Convention intervenue entre la Cité de Sherbrooke et la "Dominion Burlington Mills Ltd", en date du 5 mai 1950;

Sherbrooke, ce 16 octobre 1950.

Le Procureur de la Cité,
28566-42-4-o ALBERT RIVARD.

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to ratify and validate the following contracts:

1° Contract passed between the City of Sherbrooke and the "Brompton Pulp & Paper Co. Ltd", on the 18th of March 1950;

2° Agreement between the City of Sherbrooke and the "Reliance Enterprises Limited", on the 5th of June 1950;

3° Agreement between the City of Sherbrooke and the "Dominion Burlington Mills Ltd", on the 5th of May 1950;

Sherbrooke, October 16th 1950.

ALBERT RIVARD,
28566-42-4-o City Attorney.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Robert Berry, marchand, de la ville de Mont-Royal, et son épouse, Dame Jean Black Tait, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi rendant valable l'adoption par eux de Margaret Anne Redmond, enfant mineur de Chesley Dobson Redmond et de feu son épouse, et changeant son nom de famille à Berry.

Montréal, P.Q., le 14 octobre 1950.

Les Procureurs des requérants,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
28565-42-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

NOTICE

Notice is hereby given that Robert Berry, Merchant, of the Town of Mount Royal, and his wife, Dame Jean Black Tait, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to validate the adoption by them of Margaret Anne Redmond, minor child of Chesley Dobson Redmond and his deceased wife, and to change her surname to Berry.

Montreal, P.Q., October 14th, 1950.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
28565-42-4-o HOWARD, FORSYTH & KER,
Attorneys for Petitioners.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que dame Rachel Gauthier, épouse séparée de biens de Joseph Ouvrard, libraire, et Henri Gauthier, vendeur, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi déclarant que les droits successoraux exigibles sur les biens transmis par le décès de leur frère Armand Gauthier, gérant, de la cité de Montréal, décédé le 18 février 1950, sont payables à même la capital de la succession.

Montréal, le 16 octobre 1950.

Les Procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOULIN, BOURDON,
28567-42-4-o BEAULIEU & CASGRAIN.

NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Rachel Gauthier, wife separate as to property of Joseph Ouvrard, bookseller, and Henri Gauthier, salesman, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act declaring that succession duties payable on the property transmitted owing to the death on the 18th February 1950 of their brother, the late Armand Gauthier, manager, of the City of Montreal, are payable out of the capital of his estate.

Montreal, 16th October, 1950.

BEAULIEU, GOULIN, BOURDON,
28567-42-4-o BEAULIEU & CASGRAIN,
Attorneys for the Petitioners.

Canada, Province de Québec
district d'Arthabaska

Canada, Province of Quebec,
District of Arthabaska

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la Ville de Victoriaville s'adresseront à la Législature Provinciale lors de la prochaine session pour obtenir le pouvoir d'imposer et de prélever à compter du 1er mai 1951 en plus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente ou d'achat en détail de tout bien mobilier dans les limites de la Ville de Victoriaville.

Victoriaville, le 13 octobre 1950.

Les Procureurs des pétitionnaires,
28568-42-4-o LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the Town of Victoriaville will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain the power to impose and levy, as from the 1st of May, 1951, over and above any other tax, a special tax called "Education Tax", not exceeding one per cent (1%) of the retail purchase or sale price of any movable property within the limits of the Town of Victoriaville.

Victoriaville, October 13, 1950.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,
28568-42-4 Attorneys for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Léopold-Marcel Lortie, étudiant en théologie au Séminaire des Saints-Apôtres de Sherbrooke, célibataire, domicilié à l'Ange-Gardien s'adressera à la présente Législature de la Province de Québec, à la prochaine Session pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom de Léopold-Marcel Lortie en celui de Leopold Marcel Villeneuve, avec tous les droits, et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Québec, le 16 octobre 1950.

Le Pétitionnaire,
28581-42-4-o LÉOPOLD-MARCEL LORTIE.

PUBLIC-NOTICE

Notice is hereby given that Leopold Marcel Lortie, student in theology at Séminaire des Saints-Apôtres of Sherbrooke, bachelor, residing at Ange Gardien will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act authorizing the change of his name Leopold Marcel Lortie in the one of Leopold Marcel Villeneuve with all the rights and obligations he had in the past, and subject to the rights, duties and obligations imposed upon him by the said act in the future.

Quebec, October 16, 1950.

LEOPOLD MARCEL LORTIE,
28581-42-4-o Petitioner.

AVIS

Avis est, par les présentes donné que la Ville de Coaticook s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, (lettres patentes octroyées le 15 août 1908 et les différents statuts qui les amendent), aux fins: d'autoriser la Ville à construire, acheter et entretenir des immeubles pour servir en tout ou en partie à les fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas excéder cent mille dollars, et à les louer ou vendre, et à ces fins emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars par règlement approuvé selon la loi; d'autoriser la Ville à emprunter sans referendum une somme n'excédant pas dix mille dollars pour couvrir le prix d'achat d'une propriété devant être donnée à une communauté religieuse pour fins d'hospice et d'hôpital;

de modifier la Loi des Cités et Villes pour la Ville;

En renvoyant les articles 112, 113, 114, 115 et 116 applicables à la charge de "directeur des services";

Pour donner aux Syndicats Coopératifs de Québec, aux Sociétés Coopératives Agricoles et aux Coopératives d'Electricité les mêmes droits et privilèges qu'aux compagnies à fonds social pour voter sur les règlements municipaux;

Pour ne laisser qu'à l'électeur propriétaire le droit de vote quand toutes ses taxes municipales ne sont pas payées;

Pour que la liste des électeurs pour chacun des arrondissements de votation soit faite suivant l'ordre des numéros de chaque rue plutôt que suivant l'ordre alphabétique;

Pour que la votation sur les règlements municipaux ne soit plus présidée par un membre du conseil;

Pour permettre à la Ville d'adopter un nouveau règlement de construction et de zonage sans le soumettre aux électeurs propriétaires;

Pour charger différentes taxes pour l'enlèvement des vidanges, prescrire un mode spécial de perception, et permettre l'opérations d'incinérateurs, en dedans ou en dehors des limites de la Ville et l'acquisition de terrains à cette fin;

Pour exiger des propriétaires voulant une conduite d'eau ou un égoût privé un dépôt pour pourvoir aux réfections de la rue et du trottoir;

Pour permettre la perception, sans procédures légales, d'amendes dans les cas de contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique;

Pour ne permettre l'érection de constructions que sur des lots distincts et obtenir une description et un plan des terrains changeant de propriétaires;

Pour exiger une taxe différente des différentes catégories de colporteurs et décréter la fermeture des établissements de commerce etc, à l'occasion des fêtes légales;

Pour constituer et maintenir des réserves pour dépréciation dans les services d'électricité et d'aqueduc, et porter et maintenir le fonds de roulement à la somme de \$50,000.;

Pour changer l'époque de l'entrée au rôle et celle de la première cotisation des immeubles omis et changer la méthode des corrections des erreurs au rôle;

Pour ne pas soumettre à la taxe foncière les machineries et accessoires des usines;

Pour obliger les locataires à donner un avis de déménagement;

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Coaticook will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter (letters Patent granted on August 15th 1908, and the different statutes amending same) for the purposes of: authorizing the Town to construct, acquire and maintain immoveables to be used wholly or in part for municipal or industrial purposes the total cost thereof not to exceed one hundred thousand dollars, to lease or sell the same, and for the purposes aforesaid to borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars by by-law approved according to law;

To authorize the Town to borrow without referendum a sum not exceeding ten thousand dollars, to cover the purchase price of a property to be given to a religious community to be used as a home, refuge and hospital;

To amend the Cities' and Towns' act for the Town;

To make sections 112, 113, 114, 115 and 116 applicable to the office of "director of services";

To give the Quebec Cooperative Syndicates, the Cooperative Agricultural Associations and the Electricity Cooperatives the same rights and privileges as the joint-stock companies to vote on municipal by-laws;

To leave the right to vote, if their municipal taxes are not paid in full, to those electors only who are property-owners;

To make the list of the electors for each polling subdivision in the numerical order of each street instead of in alphabetical order;

That the voting on municipal by-law be no more presided by a member of the Council;

To allow the Town to adopt a new construction and zoning- by-law without submitting same to the electors who are property-owners;

To levy various taxes for the removal of garbage, to determine a special method of perception and to authorize the operation of incinerators within or beyond the limits of the Town, and the acquisition of any land needed for that purpose;

To require from owners desiring a private water intake or sewer a deposit sufficient to cover the cost of repairs to the street and sidewalk;

To permit the collecting, without legal proceedings, of fines for violations of municipal regulations regarding traffic and public safety;

To allow the erection of buildings only on distinct lots and to require a description and a plan of land changing owners;

To require a different tax from different categories of peddlers, and to order the closing of commercial establishments because of legal holidays;

To establish and maintain a reserve for depreciation in the electric and water departments and to raise and maintain the working capital fund to the amount of \$50,000.;

To change the time of the entry on the rolls and that of the first assessment of omitted immoveables, and to change the method of correcting errors on the rolls;

To exempt the machinery and accessories of factories from the tax on immoveables;

To oblige the lessee to notify the town when he moves;

Pour évaluer séparément les parties des terres en culture aboutissant aux rues où les services publics sont installés;

Pour permettre une taxe de capitation sur toute personne résidant dans la municipalité, depuis trois mois et non autrement taxée;

Pour taxer par nombres d'unités certains commerces tels que table de billard, chaises de barbier et de coiffeur, véhicules (drive-yourself) taxis et camions, etc, et permettre la taxation par permis différents de plusieurs genres de commerce dans le même établissement, et pour autres fins.

Coaticook, le 16 octobre 1950.

Les Procureurs de la requérante,
28582-42-4-o GÉRIN & GÉRIN.

To value separately the part of land under culture touching the streets where public services are installed;

To allow a poll tax on all persons residing in the municipality since three months, and not otherwise taxed;

To tax by unity number certain trades like billiards tables, barber and hairdresser chairs, vehicles (drive-yourself) taxis and trucks, etc; and to authorize the taxation by way of different licenses for many kinds of trades in the same establishment, and for other purposes.

Coaticook, October 16, 1945

28582-42-4-o GÉRIN & GÉRIN,
Attorneys for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter une somme de \$50,000.00, sans referendum.

La Tuque Qué., le 18 octobre, 1950.

Le Maire,
28585-42-4-o OMER JOURNEAULT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of La Tuque will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing it to borrow an amount of \$50,000 without a referendum.

La Tuque, Que., October 18, 1950.

28585-42-4 OMER JOURNEAULT,
Mayor.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le Comté de St-Maurice, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi a) autorisant cette Corporation à retenir les services d'un gérant; b) autorisant le secrétaire-trésorier, lorsqu'il doit donner avis d'une résolution relative à une émission d'obligations ou à un emprunt, à le faire au moyen d'un avis succinct décrivant la nature et l'objet de la résolution et invitant les contribuables à en prendre connaissance à son bureau; c) autorisant le paiement aux Commissaires d'écoles d'une compensation annuelle au montant de cinq cents dollars pour le Président et de trois cents dollars pour les Commissaires, pour tenir lieu de frais de déplacement, de représentation et autres dépenses.

Shawinigan Falls, ce 30 octobre 1950.

Les Procureurs des requérants,
28684-44-4-o DÉSILETS ET DESHAIES.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Shawinigan Falls, in the County of St-Maurice, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act a) authorizing said Corporation to retain the services of a Manager; b) authorizing the Secretary-Treasurer, when he must publish a notice of a resolution relative to a bond issue or to a loan, to do so by means of a brief notice describing the nature and the object of the resolution and inviting the rate-payers to consult it at his office; c) authorizing the payment to the School Commissioners of an annual compensation amounting to five hundred dollars for the President and to three hundred dollars for the Commissioners, for travelling and entertainment disbursements and other expenses.

Shawinigan Falls, October 30th, 1950.

28684-44-4-o DÉSILETS AND DESHAIES,
Attorneys for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles Catholiques Romains, de la ville de Mégantic, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi autorisant l'imposition, par les Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Ville de Mégantic, d'une taxe de vente de 1% dans les limites de leur municipalité scolaire, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'impôt sur les ventes en détail, ladite exemption devant s'appliquer aussi aux combustibles pour fins domestiques.

Daté à Mégantic, le 31 octobre 1950.

La Ville de Mégantic,
Le Procureur des requérants,
28665-44-4-o BARTHÉLEMY DURAND.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Roman Catholic School Commissioners of the Town of Mégantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, to authorize the imposition of a Sales Tax of 1% within their School Municipality, subject to the exemption provided in the Provincial Retail Sales Tax Act, said exemption to be extended also to fuel for domestic use.

Dated at Mégantic, this 31st day of October, 1950.

Town of Mégantic,
28665-44-4-o BARTHÉLEMY DURAND,
Attorney for the Petitioner.

Avis est donné par les présentes que la "Corporation of St. Matthew's Church", des cité et district de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi l'autorisant à vendre le lot numéro 3,296 du plan cadastral du quartier St. Jean, des cité et district de Québec, donné, avec restrictions, par feu William Edmund Duggan, avocat.

Québec, le 18 octobre 1950.

Le Procureur de la pétitionnaire,
OWEN CARTER, avocat,
42, rue de la Fabrique,
Québec.

28663-44-4

Notice is hereby given that the Corporation of St. Matthew's Church, of the City and District of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act, empowering them to sell lot number 3,296 of the Cadastral plan of St. John's ward, of the City and District of Quebec, donated with restrictions by the late William Edmund Duggan, Advocate.

October 18th., 1950.

OWEN CARTER, Advocate,
Attorney for petitioner,
42, Fabrique Street,
Quebec.

28663-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Raphaël Esposito, de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire, après examens.

Québec, le 24 octobre 1950.

Le Procureur du requérant,
VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

28664-44-4-o

Notice is hereby given that Raphaël Esposito, of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of act to authorize the Board of Notaries to admit him to the study and practise of the notarial profession, after examination.

Quebec, October 24th, 1950.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,
Attorney for the Petitioner.

28664-44-4-o-4

AVIS PUBLIC

Avis public est donné par les présentes que "Buddhist Church of Quebec", une secte bouddhiste, s'adressera à l'Assemblée Législative et au Conseil Législatif de la province de Québec, à leur prochaine session, pour la passation d'une Loi la constituant en corporation comme corps ecclésiastique, politique et incorporé ayant pour objets l'établissement de congrégations à travers ladite province pour exercer un travail religieux conformément aux doctrines et croyances de ladite secte et autoriser ladite secte à faire des actes d'état civil et de garder un registre de tels actes.

Ledit projet de Loi comprendra les privilèges ordinaires accordés aux organisations religieuses et les obligations exigées de ces dites organisations.

Daté à Montréal, en la province de Québec, le trente octobre mil neuf cent-cinquante.

Le Procureur des pétitionnaires,
LOUIS A. DEZWIREK, C.R.,
132 rue St-Jacques Ouest,
Montréal, Qué.

28683-44-4

Public Notice is hereby given that the Buddhist Church of Quebec, a Buddhist denomination, will apply to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec at their next session for an Act incorporating it as an ecclesiastical body politic and corporate with the objects of establishing congregations throughout the said Province to carry on religious work in accordance with the tenets and beliefs of the said denomination and to give the said denomination the right to perform acts of civil status and to keep registers of such acts.

The Bill to be presented will contain the usual privileges granted to, and the usual obligations required of such religious organizations.

Dated at Montreal in the Province of Quebec on October thirtieth, one thousand nine hundred and fifty.

LOUIS A. DEZWIREK, K.C.,
Solicitor for Applicants,
132 St. James Street West,
Montreal, Que.

28683-44-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que M. Jean-Théodore Chenevert, de la cité d'Outremont, s'adressera à la législature provinciale lors de sa prochaine session, pour demander que le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres après avoir rempli les formalités prévues.

Montréal, 6 novembre 1950.

Les Procureurs du dit
Jean-Théodore Chenevert,
FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

28715-45-4-o

Notice is hereby given that Mr. Jean-Théodore Chenevert, of the City of Outremont, will apply to the Provincial Legislature at its next session, to ask that the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec be authorized to admit him to the dental profession after having complied with the required formalities.

Montreal, November 6th, 1950.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for said
Jean-Théodore Chenevert.

28715-45-4-o

NOTICE

Avis est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa session actuelle, pour obtenir une loi lui accordant le pouvoir de créer et d'établir un fonds de pension pour ses fonctionnaires et employés permanents et de contribuer à tel fonds.

Montréal, 9 novembre 1950.

Commission Métropolitaine de Montréal,
par EPHREM BRISEBOIS,
Secrétaire-trésorier.

28738-45-4-o

Notice is hereby given that The Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act giving to it the power to create and establish a pension fund for its permanent officers and employees and to contribute to such fund.

Montreal, 9th November 1950.

The Montreal Metropolitan Commission,
per EPHREM BRISEBOIS,
Secretary-Treasurer.

28738-45-4-o

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 291969. Gertrude Lemaire, demanderesse, contre Alcide Éthier défendeur.

Dame Gertrude Lemaire, épouse de Alcide Éthier, courtier, domicilié à 7065 rue Fabre, Montréal, P.Q., a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 2 novembre 1950.

Les Avocats de la demanderesse,
28698-o SCHWISBERG & SCHWISBERG.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 291969. Gertrude Lemaire, Plaintiff vs Alcide Éthier, defendant.

Dame Gertrude Lemaire, wife of Alcide Éthier, broker, of 7065 Fabre Street, Montreal, P.Q., has instituted against her husband an action in separation as to property.

Montreal, November 2nd, 1950.

SCHWISBERG & SCHWISBERG,
28698-o Attorneys for Plaintiff.

Province de Québec, district d'Abitibi, cour Supérieure, N° V-1679. Dame Yvette Caron, ménagère, épouse commune en biens de Joseph Hector Charles Eugène Roy, demeurant et résidant à Val d'Or, district d'Abitibi, demanderesse; vs Joseph Hector Charles Eugène Roy, contre-maître, demeurant et résidant à Val d'Or, district d'Abitibi, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de novembre 1950.

Val d'Or, le 6 novembre 1950.

Le Procureur de la demanderesse,
28730-o C.-C. TASCHEREAU.

Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, No. V-1679. Dame Yvette Caron, housewife, wife common as to property of Joseph Hector Charles Eugène Roy, of Val d'Or, district of Abitibi, plaintiff; vs Joseph Hector Charles Eugène Roy, foreman, of Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the sixth day of November 1950.

Val d'Or, November 6th, 1950.

C. C. TASCHEREAU,
28730-o Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Avicole du Témiscamingue", en date du 19 juin 1950, dont le siège social est situé à Lorrainville, comté de Témiscamingue, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26 septembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28699-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés Municipaux de Drummondville," pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 octobre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ville St-Joseph, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28700-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse D'Établissement de Vaudreuil-Soulanges", en date du 23 octobre 1950, dont le siège social est situé à Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Avicole du Témiscamingue" under date the 19th day of June, 1950, whereof the head office is at Lorrainville, county of Témiscamingue, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of September, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28699 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés Municipaux de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 27, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at the Town of St-Joseph, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI,
28700 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Établissement de Vaudreuil-Soulanges" under date the 23rd day of October, 1950, whereof the head office is at Vaudreuil, in the county of Vaudreuil-Soulanges, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la province
le 31 octobre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28701-o JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 31st day of October, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28701 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 20 septembre 1950, le changement de nom de "Association des Employés Electriciens de Sherbrooke" en celui de "L'Association des Employés Electriciens des Cantons de l'Est", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 21 septembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28705-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable, the Provincial Secretary, on September 20, 1950, approved the change of name of the "Association des Employés Electriciens de Sherbrooke" to that of "L'Association des Employés Electriciens des Cantons de l'Est", and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary,
September 21, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28705 Under Secretary of the Province.

SAGUENAY FISH & TRADING COMPANY
LIMITED

Règlement Spécial "B"

Un Règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

Qu'il soit décrété:

Que le nombre des directeurs de la compagnie, formant le bureau de direction, soit et il est par les présentes augmenté de cinq à six; et que le premier paragraphe du règlement no II soit amendé en conséquence.

Que le troisième paragraphe du règlement n° V soit amendé en remplaçant le mot "trois" par le mot "quatre".

Je, soussigné, secrétaire de "Saguenay Fish & Trading Company Limited", certifie par les présentes que ce qui précède est une vraie copie du Règlement spécial "B" de la compagnie, tel que décrété à une assemblée des directeurs tenue le troisième jour d'octobre 1950, et que ledit règlement a été dûment confirmé et approuvé par le vote unanime des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement et tenue à Québec, Qué., le sixième jour d'octobre 1950.

Le Secrétaire,
28719 JEAN-BTE DROLET.

SAGUENAY FISH & TRADING COMPANY
LIMITED

Special By-Law "B"

A By-Law to increase the number of Directors.

Be it enacted:

That the number of Directors of the Company constituting the Board of Directors be and it is hereby increased from five to six; and that the first paragraph of By-Law No. II be amended accordingly.

That the third paragraph of By-Law No. V be amended by replacing the word "three" by the word "four".

I, the undersigned, Secretary of "Saguenay Fish & Trading Company Limited", hereby certify that the above is a true copy of Special By-Law "B" of the Company, enacted at a meeting of Directors held on the 3rd day of October 1950, and that the said By-law was duly confirmed and approved by the unanimous vote of the shareholders present at a Special General Meeting called for considering the said By-law and held at Québec, Que., on the 6th day of October, 1950.

JEAN-BTE DROLET,
28719-o Secretary.

RÈGLEMENTS DE L'ASSOCIATION DES MESUREURS
DE BOIS LICENCIÉS

I. SIÈGE DE L'ASSOCIATION

Québec

Le siège de l'Association sera en la cité de Québec, à l'endroit, dans ladite cité, que le conseil pourra désigner de temps à autre par résolution.

II. MEMBRES

Admission

a) Toute demande d'admission dans l'Association devra être faite par écrit au secrétaire-archiviste, et toute admission devra être faite par le conseil, en conformité avec les dispositions des règlements.

b) Tout membre doit payer au trésorier, avant le 1er janvier de chaque année le montant de la contribution régulière de \$6.00 pour l'année à

BY-LAWS OF THE
QUEBEC LICENSED CULLERS' ASSOCIATION

I. HEAD OFFICE OF THE ASSOCIATION

Québec

The head office of the Association will be in the City of Québec, at such place, in the said city, as the council may designate from time to time by resolution.

II. MEMBERS

Admission

a) All applications for admission into the Association must be made in writing to the Recording-Secretary, and all admissions must be accepted by the Council, in conformity with the provisions of the by-laws.

b) Each member must pay to the treasurer, before the 1st of January of each year, the amount of the regular contribution of \$6.00 for the coming

venir. Tout membre qui néglige ou refuse d'acquiescer sa contribution, tel que susdit, ne fera pas parti ipso facto de l'Association et deviendra sujet aux dispositions de la Loi (article 15).

year. Any member who neglects or refuses to pay his contribution, as aforesaid, shall ipso facto no longer be considered a member of the Association, and will be subject to the provisions of the Act (section 15).

III. PRÉSIDENT ET VICE-PRÉSIDENT

III. PRESIDENT AND VICE PRESIDENT

Devoirs du président

Duties of the President

a) Le président aura la surveillance des affaires de l'Association en général; il présidera à toutes les assemblées de l'Association et du conseil; il donnera le résultat des votes, il donnera son vote prépondérant dans le cas d'égalité des voix, tant aux assemblées de l'Association qu'à celles du conseil.

a) The president shall supervise the affairs of the Association in general; he will preside at all meetings of the Association and of the Council; he will give the result of the votes; He will give the deciding vote in the case of a tie, both at the meetings of the Association and at those of the council.

Vice-président

Vice President

b) En l'absence du président, le vice-président aura les mêmes pouvoirs que le président.

b) In the absence of the president, the vice-president shall have the same powers as the president.

IV. SECRÉTAIRE-ARCHIVISTE

IV. RECORDING SECRETARY

Devoirs du secrétaire

Duties of the Secretary

a) Il y aura un secrétaire-archiviste qui rédigera les procès-verbaux de toutes les assemblées de l'Association; tiendra un registre et une liste officielle des membres de l'Association avec leur adresse et la date de leur admission; fera la correspondance relative aux affaires courantes et conservera dans un lieu sûr toutes les archives de l'Association.

a) There shall be one recording secretary who will record the minutes of all meetings of the Association; keep a register and an official list of the members of the Association with their address and the date of their admission; do the correspondence connected with current business and keep all records of the Association in a safe place.

Membre de l'Ass.

Member of the Association

b) Le secrétaire-archiviste, qui devra être choisi parmi les membres de l'Association sera, nommé et recevra les honoraires fixés par le conseil.

b) The recording secretary, who shall be chosen from among the members of the Association, shall be appointed and shall receive the fees fixed by the council.

Éligible au conseil

Eligible to the Council

c) Il est éligible au conseil mais n'en fait pas partie ex-officio.

c) He shall be eligible to the council but shall not form a part thereof ex-officio.

V. TRÉSORIER

V. TREASURER

Devoirs du trésorier

Duties of the Treasurer

a) Il y aura un trésorier qui aura la garde des fonds de l'Association. Il ne disposera de ces fonds que sur les instructions du conseil; il paiera tous les comptes par chèques-reçus signés par lui et contresignés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou, en l'absence de ce dernier, par tout autre membre du conseil par icelui désigné; il tiendra la comptabilité de l'Association et rendra compte des sommes perçues et dépensées lorsque requis par le conseil et à l'assemblée générale annuelle; il fera la correspondance relative aux finances de l'Association.

a) There shall be one treasurer who shall keep the funds of the Association. He may dispose of the said funds only upon the instructions of the council; he shall pay all accounts by vouchers signed by him and countersigned by the president or, in his absence, by the vice-president, or, in the absence of the latter, by any member of the council designated by him; he shall keep the books of the association and render an account for all amounts collected and for expenditures, when requested to do so by the council and at the annual general meeting; he shall attend to the correspondence connected with the finances of the Association.

Vérification des livres

Auditing of the books

b) La vérification de ses livres devra être faite une fois par année ou plus souvent, au gré du conseil, par un vérificateur nommé par l'Association ou, à son défaut, par le conseil.

b) The books shall be audited one a year or oftener, at the option of the council, by an auditor appointed by the Association, or failing this, by the council.

Le conseil devra voir à ce qu'il fournisse une police de garantie dont l'Association paiera le coût.

The council must see that he furnished a bond for which the Association will pay the cost.

Honoraires

c) Le secrétaire-trésorier recevra les honoraires fixés par le conseil.
Il sera loisible au conseil de combiner les charges de trésorier et de secrétaire-archiviste.

VI. CONSEIL

Composition

a) Le conseil se composera de onze membres élus nommément: d'un président, d'un vice-président, secrétaire-trésorier et de huit conseillers, tous élus pour un terme d'un an, de la manière prévue par les règlements.

Terme d'office

b) La tenure d'office de tous les membres du conseil commence à la clôture de l'Assemblée générale annuelle qui les a élus.

VII. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Lieu et date

a) L'assemblée générale annuelle des membres de l'Association aura lieu entre le 1er et le 15 septembre inclusivement, aux jours et heures fixés par le conseil, au siège de l'Association ou en tout autre endroit que le conseil désignera par résolution.

Convocation

b) Un avis de convocation de l'assemblée générale devra être envoyé 30 jours à l'avance, par le secrétaire-archiviste, à tous les membres de l'Association, à l'adresse indiquée du registre officiel des Mesureurs de Bois Licenciés de la Province de Québec.

Ordre du jour

c) L'ordre du jour de l'assemblée annuelle sera fixé par le conseil et devra comporter, entre autres, les points suivants: enregistrement des membres; nomination des scrutateurs d'élection; lecture et adoption du procès-verbal de la dernière assemblée; rapports des officiers; rapports des comités; affaires en suspens; affaires nouvelles; nomination des comités; rapports des scrutateurs et proclamation des officiers élus; ajournement. L'ordre du jour fixé par le conseil peut, si les circonstances l'exigent, être modifié par l'assemblée générale.

Droit de vote

d) Seuls les membres en règle auront droit d'assister et de voter aux séances d'affaires des assemblées générales.

Quorum

e) Le quorum est fixé à au moins 100 membres en règle au moment de l'ouverture de l'assemblée générale annuelle.

VIII. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nombre

a) Le conseil d'administration se composera de 11 membres dont un président, un vice-président,

Fees

c) The secretary-treasurer shall receive the fees fixed by the council. The council may combine the duties of treasurer and recording secretary.

VI. COUNCIL

Composition

a) The council shall consist of eleven members elected, namely: one president, one vice president a secretary-treasurer and eight councillors, all elected for the term of one year, in the manner prescribed by the by-laws.

Term of Office

b) The term of office of all members of the council commences at the close of the annual general meeting at which they were elected.

VII. ANNUAL GENERAL MEETING

Place and date

a) The annual general meeting of the members of the Association will be held between the 1st and the 15th of September inclusively, on the day and at the hour fixed by the council, at the head office of the Association or at such other place as the council may designate by resolution

Convocation

b) A notice of convocation of the general meeting must be forwarded 30 days in advance, by the recording-secretary, to all members of the Association, to the address entered on the official register of the Quebec Licensed Cutlers.

Order of the day

c) The order of the day for the annual meeting will be fixed by the council and shall contain, amongst others, the following points: registration of members; nomination of scrutineers for the election; reading and adoption of the minutes of the last meeting; officers' reports; reports from Committees; business in suspense; new business; appointment of committees; scrutineers' reports and proclamation of officers elected; adjournment. The order of the day fixed by the council may, if circumstances require it, be amended at the general meeting.

Right to vote

d) Only members in good standing shall have the right to assist at and vote at the business sessions of the general meetings.

Quorum

e) The quorum is fixed at at least 100 members in good standing at the time of the opening of the annual general meeting.

VIII. BOARD OF DIRECTORS

Number

a) The Board of Directors will consist of 11 members, including a president, a vice-president,

un secrétaire-trésorier et huit directeurs représentant les 8 districts ci-après décrits:

DISTRICT 1. Comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.

DISTRICT 2. Comtés de Pontiac, Gatineau, Argenteuil, Deux-Montagnes, Vaudreuil-Soulanges, Papineau, Hull. Et mesureurs de bois licenciés résidant dans la Province d'Ontario.

DISTRICT 3. Tous les comtés de la rive sud compris entre le fleuve St-Laurent et les frontières américaines au sud et à l'exclusion des comtés de Rivière-du-Loup et de Témiscouata, les mesureurs de bois licenciés résidant aux États-Unis.

DISTRICT 4. Comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Laviolette, Champlain, Portneuf.

DISTRICT 5. Comtés de l'Île de Montréal et les comtés de Labelle, Terrebonne, Joliette, Montcalm, Berthier, Maskinongé et l'Assomption.

DISTRICT 6. Comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi, Montmorency, Québec.

DISTRICT 7. Comtés de Rivière-du-Loup, Témiscouata, Matapédia, Rimouski, Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Matane, et les mesureurs de bois licenciés résidant au Nouveau-Brunswick.

DISTRICT 8. Comtés de Saguenay, Île d'Anticosti, Îles de la Madeleine, Charlevoix.

IX. ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

a) Le président, le vice-président et le secrétaire-trésorier seront élus par tous les membres de l'Association. Les directeurs représentant chaque district seront choisis parmi et élus par les membres résidant dans chacun de ces districts, suivant l'adresse enregistrée dans les livres de l'Association. Aucun membre n'aura le droit de voter pour plus d'un directeur ni pour un directeur ne résidant pas dans le district de son domicile tel qu'indiqué dans les livres de l'Association.

Liste des candidats

b) Le ou avant le 1er août de chaque année, le secrétaire-trésorier préparera la liste des candidats aux diverses charges du conseil d'administration. Le conseil sortant de charge suggérera de un à trois noms à chaque charge et chaque groupe de 10 membres pourra proposer des candidats aux diverses charges en avisant à cet effet le secrétaire-trésorier avant le 1er août de chaque année. Avant de mettre la liste des candidats en circulation, le secrétaire-trésorier devra avoir obtenu l'assentiment des candidats mis en nomination.

Bulletins de vote envoyés aux membres

c) Avant le 15 août de chaque année, le secrétaire-trésorier adressera à tous les membres de l'Association, la liste des candidats proposés conformément au paragraphe précédent, accompagné d'un bulletin de vote.

d) Ce bulletin de vote donnera la liste des candidats à la présidence, à la vice-présidence et au poste de secrétaire-trésorier. Il indiquera de plus le nom des candidats au poste de directeur du district du membre concerné.

Mode de votation

e) Le vote se fera en insérant sur le bulletin de vote en regard de chaque charge, une croix vis-à-vis le nom du candidat choisi.

one secretary-treasurer and eight directors representing the 8 districts hereinafter described.

DISTRICT 1. Counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.

DISTRICT 2. Counties of Pontiac, Gatineau, Argenteuil, Two Mountains, Vaudreuil-Soulanges, Papineau, Hull. And Cullers residing in the Province of Ontario.

DISTRICT 3. All the counties on the South Shore comprised between the St-Lawrence River and the American boundary to the south and to the exclusion of the counties of Rivière-du-Loup and Témiscouata, and the Cullers residing in the United States.

DISTRICT 4. Counties of Trois-Rivières, St-Maurice, Laviolette, Champlain, Portneuf.

DISTRICT 5. Counties of the Island of Montreal, and the counties of Labelle, Terrebonne, Joliette, Montcalm, Berthier, Maskinongé, l'Assomption.

DISTRICT 6. Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, Montmorency, Québec.

DISTRICT 7. Counties of Rivière-du-Loup, Témiscouata, Matapédia, Rimouski, Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South, Matane, and the licensed Cullers residing in New Brunswick.

DISTRICT 8. Counties of Saguenay, Anticosti Island, the Magdalen Islands, Charlevoix.

IX. ELECTION OF THE BOARD OF DIRECTORS

a) The president, Vice-president and the secretary-treasurer will be elected by all the members of the Association. The directors representing each district will be chosen from among and elected by the members residing in each of the said districts, according to the address entered in the books of the Association. No member shall have the right to vote for more than one director nor for a director not residing in the district of his domicile as indicated in the books of the Association.

List of Candidates

b) On or before the first of August of each year, the secretary-treasurer shall prepare a list of candidates to the various charges of the Board of Directors. The retiring council will suggest from one to three names for each office, and each group of 10 members may propose candidates for the various offices by advising the secretary-treasurer to this effect before the 1st of August of each year. Before circulating the list of candidates, the secretary-treasurer should first obtain the consent of the eligible candidates.

Ballots sent to Members

c) Before the 15th of August each year, the secretary-treasurer shall forward to all the members of the Association the list of the proposed candidates according to the foregoing paragraph, accompanied by a ballot.

d) The said ballot will give the list of candidates for president, vice-president, and for secretary-treasurer. It shall, moreover, specify the name of the candidates to the office of director of the district of the member concerned.

Mode of voting

e) The vote is made by putting a cross on the ballot opposite the name of the candidate chosen for each office.

Bulletins remplacés

f) Si, par accident un membre détruit ou perd son bulletin de vote, il pourra en obtenir un autre du secrétaire-trésorier en fournissant une preuve de sa bonne foi.

Envoi des bulletins

g) Chaque bulletin doit être retourné au secrétaire-trésorier au siège social de l'Association, sous trois enveloppes cachetées: l'enveloppe intérieure contiendra le bulletin de vote et portera seulement l'inscription "élection du (date)"; l'enveloppe intermédiaire contenant l'enveloppe intérieure portera seulement l'inscription "élection du (date)" et la signature du voteur, son numéro de licence et son numéro de carte de membre; l'enveloppe extérieure contenant l'enveloppe intermédiaire portera seulement le nom et l'adresse du secrétaire-trésorier. Tout bulletin de votre doit parvenir au secrétaire-trésorier avant l'ouverture de l'assemblée générale annuelle.

Scrutateurs

h) Quatre scrutateurs seront nommés par l'assemblée, parmi les membres présents en règle avec l'Association, pour dépouiller le scrutin d'élection.

Acceptation et rejet des enveloppes

Après avoir reçu, du secrétaire-archiviste, les bulletins de vote, ils vérifieront si les électeurs, dont la signature apparaît sur l'enveloppe intermédiaire, sont en règle; ils rejeteront, sans les ouvrir, toutes les enveloppes des électeurs non en règle. Les enveloppes intérieures seront, au fur et à mesure, déposées dans une boîte de scrutin préalablement examinée par les scrutateurs et le secrétaire-archiviste.

Compilation des votes

Les scrutateurs ouvriront ensuite les enveloppes intérieures et dépouilleront les votes en rejetant les bulletins de ceux qui auront voté pour plus de quatre candidats. Ils rejeteront également tous les bulletins irrégulièrement marqués et devront ignorer tous les votes donnés en faveur de candidats non en règle ou en faveur de ceux qui auraient préalablement avisé le secrétaire-archiviste de leurs refus d'accepter les charges du conseil.

Rapport du résultat et proclamation

Les scrutateurs feront ensuite rapport du décompte au président de l'Assemblée qui proclamera les élus. Au cas d'égalité des votes, le président de l'assemblée donnera son vote prépondérant.

X. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES SPÉCIALES

Convocation

a) Une assemblée générale spéciale de l'Association pourra être convoquée en tout temps par le conseil et devra être convoquée, par le secrétaire-archiviste, sur demande qui lui en sera faite par requête signée par 25 membres en règle, mentionnant l'objet de cette assemblée.

Avis aux membres

b) Un avis, mentionnant l'objet d'une telle assemblée et un sommaire des questions qui devront

Ballots replaced

f) Should a member accidentally lose or destroy his ballot, he may procure another from the secretary-treasurer by giving proof of his good faith.

Return of ballots

g) Each ballot should be returned to the secretary-treasurer at the head office of the Association, in three sealed envelopes; in the inner or third envelope to contain the ballot and bear only the inscription "election of (date)"; the second containing the third, to bear only the inscription "election of (date)" and the signature of the voter, his license number and the number of his membership card; the outer envelope containing the second envelope shall bear only the name and address of the secretary-treasurer. All ballots should be forwarded to the secretary-treasurer before the opening of the annual general meeting.

Scrutineers

h) Four scrutineers will be appointed at the meeting from among the members of the Association in good standing present, to open and count the votes.

Envelopes to be accepted or rejected

After receiving the ballots from the Recording-Secretary, the scrutineers will verify whether the voters whose signature appears on the Second envelope, are in good standing; they will reject, unopened, all envelopes from members who are not in good standing. The third and inside envelope will then be deposited in the ballot box, which has been previously examined by the scrutineers and the recording-secretary.

Counting of Ballots

The scrutineers will then open the inside envelopes and count the votes, rejecting the ballots of those who have votes for more than four candidates. They shall also reject all ballots not properly marked, and ignore any votes given in favour of a member not in good standing or in favour of those who have previously advised the recording-secretary of their refusal to accept office.

Report of Result and Proclamation

The scrutineers will then report the results to the chairman of the meeting who will call out the names of those elected. In the case of a tie, the chairman of the meeting will give the deciding vote.

X. SPECIAL GENERAL MEETINGS

Convocation

a) A special general meeting of the Association may be called at any time by the council and shall be convened by the recording secretary, upon application made to him in a petition signed by 25 members in good standing, mentioning the purpose of the said meeting.

Notice to Members

b) A notice, mentioning the purpose of such meeting and a summary of the questions to be

y être considérées, devra être envoyé à tous les membres, par le secrétaire-archiviste, au moins 30 jours à l'avance.

considered, shall be sent to all the members, by the recording secretary, at least 30 days in advance.

Quorum

c) Le quorum à ces assemblées devra être d'au moins 50 membres enregistrés de l'Association.

c) The quorum for such meetings shall be at least 50 registered members of the Association.

XI. AMENDEMENTS AUX RÈGLEMENTS

Pouvoirs de l'assemblée générale

a) Les règlements peuvent être amendés à toute assemblée générale de l'Association, pourvu qu'un avis contenant le projet d'amendement, ait été envoyé au secrétaire-archiviste, avant le 1er août de chaque année.

a) The by-laws may be amended at any general meeting of the Association, provided a notice containing the proposed amendment has been sent to the recording-secretary, before the 1st day of August of each year.

Avis aux membres

b) Le secrétaire-archiviste devra envoyer copie de ces avis à tous les membres de l'Association, au moins 15 jours avant la date fixée pour l'assemblée.

b) The recording-secretary shall send a copy of such notices to all the members of the Association, at least 15 days before the date fixed for the meeting.

Adoption

c) Au moins les deux tiers des votes des membres présents en règle seront nécessaires pour l'adoption de tout amendement aux règlements.

c) At least two thirds of the votes of the members in good standing present, shall be necessary for the adoption of any amendment to the by-laws

XII. ASSEMBLÉES DU CONSEIL

Nombre et convocation

a) Il y aura, chaque année, au moins quatre assemblées régulières du conseil, convoquées par le président, 8 jours à l'avance.

a) At least four regular council meetings will be held each year, convened by the president, 8 days in advance.

Assemblées spéciales

b) Trois membres du conseil peuvent aussi, par requête signée aviser le secrétaire-archiviste de convoquer une assemblée spéciale du conseil dans un délai de 8 jours.

b) Three members of the council may also, by signed request, advise the recording secretary to call a special meeting of the council within a delay of 8 days.

Quorum

c) A toute assemblée du conseil, le quorum du conseil sera constitué par la majorité absolue des directeurs.

c) At all council meetings the quorum of the council shall be composed of the absolute majority of directors.

Vacance à remplir

d) Dans le cas d'une vacance survenue au conseil, parmi les membres élus, pour une cause quelconque, les autres membres devront procéder à la nomination d'un remplaçant qui restera en fonction jusqu'à l'expiration du terme d'office de celui qu'il remplace.

d) In the case of a vacancy occurring in the council, among the members elected, for any cause whatsoever, the other members shall proceed to the appointment of a replacement who shall remain in office until the term of office of the person he has replaced has expired.

Démission pour absence

e) Tout membre du conseil, qui sans raisons motivées, s'abstiendra d'assister à trois séances consécutives régulières du conseil, sera considéré comme démissionnaire.

e) Any member of the council, who without valid reasons, absents himself from three consecutive regular council meetings, will be considered as having resigned.

Ajournement

f) Toute assemblée du conseil peut être ajournée, par une résolution des membres présents, à tels endroit, jour et heure dont il est alors convenu par le conseil ou le tout laissé à la discrétion du président.

f) Any council meeting may be adjourned, by a resolution of the members present, to such place, date and hour then agreed upon by the council or left to the discretion of the president.

Quorum

XI. AMENDMENTS TO BY-LAWS

Powers of the General Meeting

Notice to Members

Adoption

XII. COUNCIL MEETINGS

Number and convocation

Special Meetings

Quorum

Vacancy to be filled

Resignation due to absence

Adjournment

XIII. DOCUMENTS OFFICILES

Signatures

Tous les documents officiels de l'Association doivent être signés par le président ou, en son absence, par le vice-président ou en l'absence de ce dernier, par tout autre membre du conseil par icelui désigné, et contresignés, selon les cas, par le secrétaire-archiviste ou le trésorier.

XIV. REGISTRE

Les noms du registre

a) Seuls les noms des membres qui ont payé leur contribution annuelle apparaissent au registre prévu par la loi.

Cas où un nom est biffé

b) Le conseil doit enjoindre qu'un nom soit biffé du registre des membres, dans les cas suivants: à la demande écrite de la personne dont le nom doit être biffé; lorsqu'il a été établi qu'une personne s'est rendue coupable de contrevention aux règlements de l'Association ou de conduite dérogatoire à l'honneur professionnel.

Réinscription

c) Le conseil peut enjoindre au secrétaire-archiviste de réinscrire au registre tout nom ainsi biffé, sur paiement de la contribution annuelle et d'un droit de réinscription de \$2.00.

Appel

d) Un membre, expulsé en vertu du paragraphe "b" du présent règlement, peut en appeler à l'assemblée générale dont la décision sera finale.

XV. LES FONDS

Argent remis au trésorier

a) Toute somme perçue, de quelque source que ce soit, par l'Association, sera remise au trésorier qui en disposera en conformité des dispositions des règlements.

Emploi des fonds

b) Le conseil peut disposer des fonds de l'Association conformément aux fins poursuivies par la loi des Mesureurs Licenciés et dans l'intérêt général de la profession.

Placements

c) Le conseil pourra investir les argents non dépensés dans toutes obligations gouvernementales, municipales, ou scolaires du pays, et tout revenu, provenant de ces placements, sera ajouté au revenu ordinaire de l'Association, comme en faisant partie.

XVI. ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE

1. Tout membre de l'Association doit exercer sa profession dans un esprit de probité et de loyauté envers ses confrères, ses employeurs et ses employés; en tout, il devra agir de manière à ce que la compétence, la courtoisie et la probité demeurent toujours l'idéal de la profession.
2. Il devra s'abstenir de participer à toute entreprise de caractère suspect, et ne permet-

XIII. OFFICIAL DOCUMENTS

Signatures

All official documents of the Association must be signed by the president or, in his absence, by the vice-president or in the absence of the latter, by any other member of the council designated by him, and countersigned, as the case may be, by the recording secretary or the treasurer.

XIV. REGISTER

Names on register

a) Only the names of members who have paid their annual fees will appear on the register provided by Law.

Cases where a name is struck off

b) The council must decree that a name be struck off the list of members in the following cases: At the written request of the person to have his name removed; when it has been proven that a person is guilty of contravening the by-laws of the Association or of conduct derogatory to the honour of the profession.

Reinstatement

c) The council may enjoin the recording secretary to reinstate any name that has been struck off, upon payment of the annual fee and a fee of \$2.00 for reinstatement.

Appeal

d) A member expelled in virtue of paragraph "b" of the present by-law, may appeal to the general meeting whose decision will be final.

XV. FUNDS

a) Any amount collected, from any source whatsoever, by the Association, will be remitted to the treasurer who will dispose of it according to the provision of the by-laws.

Use of Funds

b) The council may dispose of the funds of the Association in conformity with the objects carried on by the Licensed Cullers Act and in the general interest of the profession.

Investments

c) The council may invest the surplus funds, in any government, municipal or school bonds of the country, and any revenue derived from such investments, will be added to the ordinary revenue of the Association, as forming a part thereof.

XVI — PROFESSIONAL ETHICS

1. Every member of the Association must exercise his profession in a spirit of honesty and loyalty towards his confreres, his employers and his employees; his actions shall at all times be such that competency, courtesy and probity shall ever remain the ideal of the profession.
2. He shall refrain from participating in any undertaking of a questionable nature, and

- tra pas que son nom soit attaché à telle entreprise.
3. Il devra user de publicité avec dignité, en ayant soin d'éviter toute déclaration pouvant induire en erreur.
 4. Il devra garder le secret de tout renseignement qu'il aura obtenu au sujet des affaires commerciales et des méthodes ou procédés techniques de son employeur.
 5. Les actes suivants sont déclarés dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession et peuvent entraîner la censure de l'inculpé ou son exclusion de l'Association:
 - a) Refuser, à un assistant-mesureur, les certificats auxquels il a droit.
 - b) Signer ou fournir, à un assistant-mesureur, des certificats non conformes à la vérité.
 - c) Participer à toute manœuvre tendant à tromper le bureau de direction ou le bureau des examinateurs (chapitre 94, Loi des Terres et Forêts publiques).
 - d) Induire en erreur le gouvernement, le public ou autres intéressés, en introduisant, en connaissance de cause, dans un rapport ou dans tout document, des données fausses, ou en négligeant d'introduire, dans ces mêmes documents, des données essentielles.
 - e) Sanctionner ou signer, en sa qualité professionnelle, des mesurages ou documents quelconques, quand les travaux faits sur le terrain et qui ont servi de base aux dits documents eux-mêmes ont été rédigés par une personne autre que le signataire.
 - f) Révéler un secret professionnel.
 - g) Recevoir, pour un service professionnel déterminé, des compensations financières ou autres de plusieurs sources, pour faire de faux mesurages ou passer sous silence des cas de fraude dans le mesurage, par lui connu.
 - h) Se servir de méthodes inconvenantes ou suspectes pour solliciter du travail professionnel; payer ou accepter des commissions pour l'obtention de tel travail; faire la lutte à un autre mesureur avec qui il est en compétition pour obtenir du travail en essayant de réduire son propre prix après avoir appris celui qui demandait l'autre mesureur.
 - i) Se servir de moyens déloyaux pour obtenir de l'avancement ou pour amoindrir les chances d'un mesureur qui détient une position ou qui, avec lui, aspire à une même situation.
 - j) Encourager une personne, qui n'est pas membre de l'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la province de Québec, à faire du travail propre au mesureur de bois licencié, ou à s'emparer d'une position déjà détenue par un mesureur de bois licencié.
- never permit his name to be linked with such an undertaking.
3. He shall make use of advertising with dignity, taking care to avoid any declaration that might lead to error.
 4. He shall keep secret, any information he may obtain regarding the commercial matters and the technical methods of procedures of his employer.
 5. The following acts are declared derogatory to the honour and dignity of the profession and may lead to his being censured for his offense or to his being expelled from the Association:
 - a) Refusing an assistant culler the certificates to which he is entitled.
 - b) To sign or furnish an assistant culler, certificates that are false.
 - c) To participate in anything tending to deceive the board of directors or the Board of Examiners (chapter 94, Public Lands and Forests Act).
 - d) To mislead the government, the public or any other interested parties, by introducing, to his knowledge, in a report or in any document, false representations, or by neglecting to introduce into the same documents, essential information.
 - e) To sanction or to sign, in his professional capacity, measurements or documents whatsoever, when the work done on the ground and which served as a base for such documents, was compiled by a person other than the one who signed.
 - f) To reveal a professional secret.
 - g) To receive, for a determined professional service, financial or other compensation from several sources, for making false measurements, or to knowingly allow fraudulent cases of culling to pass, in silence.
 - h) To make use of improper or questionable methods for soliciting professional work; to pay or accept commissions for obtaining such work; to compete with another culler with who he is in competition for obtaining work by trying to reduce his own price after having learned what the other culler was claiming.
 - i) To make use of disloyal method for advancement or to lessen the chances of a culler who holds a position or who, with him, aspires to the same position.
 - j) To encourage a person, who is not a member of the Quebec Cullers' Association, to undertake work which is rightfully that of a licensed culler, or to acquire a position already held by a licensed culler.

XVII. SYNDICS

Rôle des syndics

a) Il y aura un syndic (deux si nécessaire) chargé, à la demande du conseil, de recevoir toute plainte contre toute personne ou toute société pratiquant illégalement ou encore contre un membre de l'Association, pourvu que cette plainte se rattache à l'honneur, à la dignité, aux intérêts professionnels, droits et devoir des membres de l'Association. Le syndic doit faire enquête et rap-

XVII — TRUSTEES

Role of Trustees

a) There shall be one trustee (two if necessary) who are charged at the request of the council to receive any complaint against any person or any partnership practising illegally or even against a member of the Association, provided that the said complaint affects the honour, the dignity, professional interests, rights and duties of the

port au conseil, relativement à toute plainte qu'il aura reçue. Pour la protection de celui qui porte plainte, son nom n'est connu que du syndic et du conseil, à moins qu'il renonce à ce privilège.

Nomination des syndics

b) Le ou les syndics seront nommés par le conseil, chaque année, lors de sa première assemblée, et choisis parmi les membres de l'Association. Ils recevront les honoraires et les allocations pour frais de voyage fixés ou approuvés par le conseil. Ces honoraires et ces frais devront être recouverts de la partie contre laquelle les frais ont été taxés.

c) Le ou les syndics sont éligibles au conseil mais n'en font pas partie ex-officio.

Nature de la plainte

d) Pour être considérée, toute plainte doit être formulée au conseil ou au syndic, par écrit. Elle doit indiquer la nature de l'offense ainsi que les circonstances de temps et de lieu qui l'entourent avec indications de preuve à l'appui. Si, après enquête sommaire, le syndic juge grave la matière de la plainte et qu'une action immédiate s'impose, il demande au secrétaire de convoquer une assemblée spéciale du conseil. Dans le cas contraire, il réfère cette plainte à la prochaine réunion du conseil.

Action du conseil

e) Dans le cas d'une plainte portée contre un membre de l'Association, le conseil étudie le rapport du syndic et les preuves à l'appui et, si la plainte semble suffisamment sérieuse et fondée, il enjoint à l'inculpé de venir lui expliquer sa conduite. Si les explications ne sont pas jugées satisfaisantes par le conseil, celui-ci donne instruction au syndic de poursuivre l'enquête et, suivant la gravité des faits révélés, le conseil pourra soit adresser une résolution de censure à l'inculpé, soit le suspendre ou l'exclure des cadres de l'Association. Lorsqu'un membre, contre lequel aura été prononcée une sentence de suspension ou d'exclusion, informe le conseil qu'il veut se prévaloir de son droit d'appel, la sentence, qui le frappe, est suspendue en attendant la tenue d'une assemblée générale spéciale dont il doit assumer les frais et demander la convocation suivant les dispositions de l'article X. S'il ne réussit pas à obtenir la convocation d'une assemblée générale, la sentence prend effet jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivante à laquelle il peut soumettre son appel.

Enquête et poursuite

f) Si la plainte a pour objet la pratique illégale de la profession, le conseil peut ordonner une enquête semblable à celle prévue au paragraphe précédent et, après consultation avec le conseiller juridique de l'Association, intenter contre l'inculpé une poursuite suivant les dispositions de la loi

members of the Association. The trustee must make an investigation and report to the council, concerning any complaint it has received. For the protection of the one making the complaint, his name shall be known only to the trustee and to the council, unless he renounces this privilege.

Appointment of Trustees

b) The trustee or trustees will be appointed by the council yearly at its first meeting, and chosen from among the members of the Association. They will receive fees and allowances for travelling expenses fixed or approved by the council. These fees and these expenses shall be recovered from the party against whom such costs have been taxed.

c) The trustee or trustees are eligible to the council but shall not form a part thereof ex-officio.

Nature of the complaint

d) To be worthy of consideration, a complaint must be formulated to the council or to the trustee, in writing. It must specify the nature of the offense and also the circumstances of time and place connected therewith, with proof in support thereof. If, after summary inquiry, the trustee deems the complaint to be of a serious nature and that action must be immediately taken, he requests the secretary to call a special council meeting. If the matter is not serious he refers the complaint to the next council meeting.

Decision of the Council

e) In the case of a complaint made against a member of the Association, the council studies the trustee's report and the proofs supporting it and, if the complaint is sufficiently serious and well founded, it orders the guilty party to appear before it and explain his conduct. If the explanations are not deemed satisfactory by the council, the council will instruct the trustee to continue the investigation, and according to the gravity of the facts revealed, the council may either pass a resolution reprimanding the guilty party, or suspend or expel him from the Association. When a member against whom a sentence of suspension or expulsion has been informed the council of his desire to avail himself of the right of appeal, the sentence is then suspended while awaiting the holding of a special general meeting, the costs of which are assumed by the said member who requests such convocation according to the provisions of section X. If he is not successful in obtaining a convocation of a special meeting, the sentence becomes effective until the next regular general meeting at which he may submit his appeal.

Inquiry and suit

f) If the complaint concerns the illegal practice of the profession, the council may order a similar investigation to that set forth in the preceding paragraph and, after consultation with the legal adviser of the Association, take action against the guilty party according to the provisions of Law.

XVIII. MISE EN FORCE DES PRÉSENTS
RÈGLEMENTS

Les présents règlements deviendront en vigueur le jour de leur adoption.

Québec, le 6 novembre, 1950.

Le Secrétaire-archiviste,

28718-45-2-o

GUY CAUCHON.

XVIII — COMING INTO FORCE OF
THE PRESENT BY-LAWS

The present by-laws will come into force on the day of their adoption.

Quebec, November 6, 1950.

GUY CAUCHON,

Recording-Secretary.

28718-45-2

DISCOURS DU TRÔNE

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée Législative,*

La troisième session de notre vingt-troisième Législature s'ouvre au début d'un mois spécialement célèbre à cause de deux grands événements qui apportent beaucoup de bonheur à la population de notre province.

Le premier novembre Notre Très Saint Père le Pape définissait le dogme de la glorieuse Assomption de la Mère de Dieu. Dans quelques jours, Il déclarera bienheureuse la vénérable Marguerite Bourgeoys, une illustre pionnière de l'éducation au Canada et la fondatrice d'une noble communauté religieuse qui poursuit, avec grand succès, son œuvre salutaire. Comme il convient, le gouvernement catholique de Québec a délégué deux membres de notre Conseil Exécutif à ces mémorables cérémonies dans la Ville Éternelle.

C'est la première fois que je préside l'ouverture d'une session de la Législature et je veux d'abord réitérer à mon prédécesseur, Sir Eugène Fiset, nos meilleurs souhaits d'une heureuse retraite et de nombreuses années de santé et de bonheur. Comme couronnement d'une carrière publique fructueuse, Sir Eugène Fiset occupa, avec beaucoup de succès et de dévouement, le poste de lieutenant-gouverneur de Québec pendant plus de dix ans, fait sans précédent depuis la Confédération.

Quant à moi, je m'efforcerais d'accomplir fidèlement les devoirs qui m'incombent et de continuer, à Bois de Coulonge, les saines traditions de mon prédécesseur. Avec beaucoup de plaisir et d'émotion je reviens à Québec. Me sera-t-il permis d'ajouter que j'y retrouve des souvenirs très chers: ceux du père de ma mère, l'honorable Honoré Mercier, et de mon oncle, Sir Lomer Gouin, qui ont joué, dans la vie publique québécoise, un rôle particulièrement remarquable?

C'est ici même à Québec, en 1864, que furent jetées les bases de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Près d'un siècle plus tard, exactement quatre-vingt-six ans, dans la même vieille capitale, les représentants de tous et de chacun des onze gouvernements du Canada, — événement historique de haute signification —, se sont réunis pour jeter les bases d'une nouvelle constitution essentiellement canadienne, faite au Canada, pour les Canadiens et par des Canadiens.

Mon gouvernement a été bien heureux de faciliter la tenue de cette très importante conférence dans la vieille capitale. L'atmosphère cordiale qui en a caractérisé les délibérations et les décisions est de bon augure. Nous sommes persuadés que le respect intégral de l'autonomie provinciale est essentiel à l'unité nationale bien comprise. Les représentants de notre province à ces assises historiques ont proclamé avec raison que la constitution canadienne est la résultante, d'abord et surtout, d'un pacte conclu entre deux grandes races, dont les traditions, les talents et la culture enrichissent le Canada d'un actif insurpassé.

De toute évidence, notre province est profondément attachée aux principes démocratiques et au gouvernement responsable pour l'établissement duquel nos ancêtres ont livré des luttes inoubliables. Nous sommes convaincus que le seul système gouvernemental approprié et juste est celui en vertu duquel l'état provincial et l'état fédéral, chacun dans sa sphère respective, possèdent les pouvoirs essentiels au gouverne-

SPEECH FROM THE THRONE

*Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

The third session of our twenty-third Legislature is being opened at the beginning of a particularly noteworthy month because of two memorable events which are bringing much happiness to the people of our Province.

On the first of November, Our Very Holy Father the Pope defined the dogma of the glorious Assumption of the Mother of God. In a few days' time, He will declare beatified the Venerable Marguerite Bourgeoys, and outstanding pioneer of education in Canada and the founder of a distinguished religious order which carries on its admirable work with great success. The Catholic Government of the Province of Quebec fittingly delegated two members of our Executive Council to these impressive ceremonies in the Eternal City.

For the first time, I am presiding over the opening of a session of the Legislature and I desire, to begin with, to renew to my predecessor, Sir Eugène Fiset, our very best wishes for a happy retirement and many years of health and happiness. Sir Eugène Fiset, crowning a fruitful public career, occupied, devotedly and with much success, the high office of Lieutenant-Governor of Quebec, over a period exceeding ten years, a term without precedent since Confederation.

Personally, I shall faithfully endeavour to discharge my duties and to continue, at Bois de Coulonge, the sound traditions of my predecessor. I return to Quebec with much pleasure and deep feeling. May I say that I am confronted there with very dear memories: those of my mother's father, the Honourable Honoré Mercier, and of my uncle, Sir Lomer Gouin, who both played prominent parts in the public life of Quebec.

It was in this same City of Quebec that, in 1864, were laid the foundations of the British North America Act. Almost a century, in fact exactly eighty-six years, later, in the same Ancient Capital, the representatives of every one of the eleven Governments of Canada, — a highly significant event —, met to lay the foundations of a new essentially Canadian Constitution, drawn up in Canada for Canadians and by Canadians.

My Government was indeed happy to facilitate the holding of this very important Conference in the Ancient Capital. The cordial atmosphere which characterized the discussions and the decisions, is a good omen for the future. We are convinced that full respect for the integrity of provincial autonomy is an essential requirement of well understood national unity. The representatives of our Province at these historical sittings rightly stressed that, first and foremost, the Canadian Constitution owes its origin to a compact concluded between two great races, the traditions, the talents and the culture of which enrich Canada and constitute an unsurpassed asset.

It is abundantly clear that our Province is deeply attached to democratic principles and to the responsible system of government for the establishment of which our ancestors waged unforgettable struggles. We are convinced that the only appropriate and just system of government is that which endows the Provincial State and the Federal State, each in its respective sphere, with such essential powers as are indis-

ment responsable et démocratique, et cela, tant au point de vue législatif et administratif qu'au point de vue financier. C'est l'intime désir du gouvernement et sa ferme intention de coopérer amicalement, sur des bases justes et constitutionnelles, au succès de ces assises intergouvernementales canadiennes.

La Législature a été convoquée pour aujourd'hui, afin de pouvoir aider davantage les malheureuses victimes des sinistres de Rimouski et de Cabano. Mon gouvernement a déjà fait beaucoup pour les secourir, mais des lois spéciales s'avèrent nécessaires en l'occurrence.

Comme toujours, mon gouvernement est d'opinion que l'agriculture doit occuper la première place dans l'économie de la province et des mesures adéquates vous seront soumises dans le but et avec l'effet de contribuer encore plus au progrès et à la prospérité durable des cultivateurs; facteurs indispensables de stabilité économique et nationale.

Mon gouvernement croit qu'une politique de colonisation à la fois réaliste et progressive est un complément nécessaire à l'agriculture; il entend réaliser cette politique aussi parfaitement que possible.

En ce qui concerne la santé, beaucoup a déjà été accompli. Artisan de la multiplication des sanatoriums et des hôpitaux, mon gouvernement généralisera et perfectionnera les moyens de protection de la santé publique. Toutefois, il est persuadé que la santé corporelle est incomplète sans la santé spirituelle.

Mon gouvernement s'occupe avec succès de l'établissement durable et profitable de notre jeunesse. Il facilite à nos jeunes une éducation et une formation saines, respectueuses des principes éternels et conscientes des conquêtes réalisées par les progrès de la science. Il sera toujours agréable à mon gouvernement de contribuer généreusement au succès de l'enseignement, à tous ses paliers, et de respecter intégralement les droits des parents et ceux du Conseil de l'Instruction publique.

Il est certain qu'il ne suffit pas de développer et de fortifier le corps pour prévenir la maladie; il faut aussi empêcher la contagion pernicieuse. Avec une sage prévoyance, que d'autres pays lui envient, mon gouvernement mène depuis longtemps la lutte contre le communisme athée et ennemi de la démocratie et des valeurs spirituelles qui font la richesse de notre civilisation chrétienne. La lutte anticommuniste sera poussée avec plus de vigueur que jamais, si possible. C'est un devoir sacré qui ne porte aucune atteinte à la vraie liberté, celle des honnêtes gens.

Mon gouvernement est fermement convaincu que le sens de la responsabilité personnelle et la grande loi du Travail sont des gages nécessaires de progrès et de prospérité durables. Il n'a pas confiance au paternalisme d'état non plus qu'à la démagogie. Il désire sincèrement réaliser toutes les améliorations légitimes, possibles et appropriées, mais il sait qu'aucun gouvernement au monde ne peut tout faire seul.

Le capital et le travail sont tous deux indispensables; ils ne doivent jamais oublier que la meilleure manière d'assurer l'exercice d'un droit c'est encore et toujours par l'accomplissement du devoir qui lui est corollaire. La coopération entre l'employé et l'employeur est absolument nécessaire mais elle doit être étayée sur la justice et sur le respect des droits et des devoirs de chacun.

Sa réputation traditionnelle d'ordre et de stabilité, un des grands actifs de notre province,

est pensable à un gouvernement responsable et démocratique aussi bien de la législative et administrative que du point de vue financier. C'est le profond désir du Gouvernement ainsi que sa ferme intention de coopérer amicalement, sur une base constitutionnelle et équitable, au succès des réunions intergouvernementales canadiennes.

Le Parlement a été convoqué pour aujourd'hui afin de pouvoir aider davantage les malheureuses victimes des sinistres de Rimouski et de Cabano. Mon Gouvernement a déjà fait beaucoup pour les secourir, mais des lois spéciales s'avèrent nécessaires en l'occurrence.

Mon Gouvernement tient à ce que l'agriculture occupe la première place dans l'économie de la province et des mesures adéquates vous seront soumises dans le but et avec l'effet de contribuer encore plus au progrès et à la prospérité durable de la communauté agricole; éléments fondamentaux de stabilité économique et nationale.

Mon Gouvernement croit qu'une politique de colonisation à la fois réaliste et progressive est un complément nécessaire à l'agriculture; il entend réaliser cette politique aussi parfaitement que possible.

En ce qui concerne la santé, beaucoup a déjà été accompli. Mon Gouvernement a été instrumental dans la multiplication des sanatoria et des hôpitaux, et il perfectionnera les moyens de protection de la santé publique. Toutefois, il est convaincu que la santé corporelle est incomplète sans la santé spirituelle.

Mon Gouvernement s'occupe avec succès de l'établissement durable et profitable de notre jeunesse. Il facilite à nos jeunes une éducation et une formation saines, respectueuses des principes éternels et conscientes des conquêtes réalisées par les progrès de la science. Il sera toujours agréable à mon Gouvernement de contribuer généreusement au succès de l'enseignement, à tous ses paliers, et de respecter intégralement les droits des parents et ceux du Conseil de l'Éducation.

Il est certain qu'il ne suffit pas de développer et de fortifier le corps pour prévenir la maladie; il faut aussi empêcher la contagion pernicieuse. Avec une sage prévoyance, que d'autres pays lui envient, mon Gouvernement mène depuis longtemps la lutte contre le communisme athée et ennemi de la démocratie et des valeurs spirituelles qui font la richesse de notre civilisation chrétienne. La lutte anticommuniste sera poursuivie avec plus de vigueur que jamais, si possible. C'est un devoir sacré qui ne porte aucune atteinte à la vraie liberté, celle des honnêtes gens.

Mon Gouvernement est fermement convaincu que le sens de la responsabilité personnelle et la grande loi du Travail sont des gages nécessaires de progrès et de prospérité durables. Il n'a pas confiance au paternalisme d'état non plus qu'à la démagogie. Il désire sincèrement réaliser toutes les améliorations légitimes, possibles et appropriées, mais il sait qu'aucun gouvernement au monde ne peut tout faire seul.

Le capital et le travail sont tous deux indispensables; ils ne doivent jamais oublier que la meilleure manière d'assurer l'exercice d'un droit c'est encore et toujours par l'accomplissement du devoir qui lui est corollaire. La coopération entre l'employé et l'employeur est absolument nécessaire mais elle doit être étayée sur la justice et sur le respect des droits et des devoirs de chacun.

Sa réputation traditionnelle d'ordre et de stabilité, un des grands actifs de notre province,

avorise les développements industriels extraordinaires dont Québec bénéficie depuis quelques années. Des richesses minières, inutilisées jusqu'ici, commencent à être mises en valeur et de nombreuses industries, petites et grandes, naissent un peu partout dans la province, multipliant les emplois rémunérateurs et garantissant une prospérité continue.

Ces développements féconds, de même que les progrès énormes réalisés dans notre importante industrie du tourisme, nécessitent l'expansion de nos services publics, et plus spécialement de notre voirie. Un bon réseau routier est aussi vital que la parfaite circulation du sang dans l'organisme humain; il est indispensable à la vie agricole, industrielle et commerciale. Il a dans chaque pays, dans chaque province, ses exigences particulières et son caractère propre. En matière de voirie, de fructueuses améliorations ont été accomplies qui doivent être continuées et complétées suivant un plan méthodique et avec diligence. Mon gouvernement se propose de faire davantage pour faciliter les moyens de communications durant l'été et durant l'hiver.

Mon gouvernement attache une importance primordiale à la protection ainsi qu'à la mise en valeur de nos immenses ressources naturelles: forêts, pouvoirs d'eau, mines, faune, pêcheries. Pour atteindre entièrement cet objectif, il emploiera les procédés les meilleurs et les plus conformes aux intérêts de la province et au bien-être de sa population.

Mon gouvernement continuera à généraliser et encourager la petite propriété, un des facteurs les plus efficaces et les plus solides de paix sociale et de réels progrès.

Diverses lois d'intérêt public et privé, concernant plusieurs domaines administratifs, seront soumises à votre étude et à vos décisions.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics de la dernière année fiscale terminée vous seront communiqués. Vous voudrez bien voter les crédits nécessaires à l'administration de la province.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

Je demande à la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux et de combler notre chère province de ses grâces et de ses bienfaits.
28724-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de W. R. Cuthbert (W. R. Cuthbert Employees Association)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 novembre 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
28725-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 6 novembre 1950, les règlements généraux, comprenant les articles 1 à 28 inclusivement, de "Laurentian

tributing to the extraordinary industrial expansion which has benefited Quebec in recent years. A fruitful beginning has been made in extracting mineral wealth heretofore untapped, and numerous industries, small and large, are being set up in various parts of the Province, thus greatly widening the scope of remunerative employment and guaranteeing continuous prosperity.

These far-reaching developments as well as the enormous progress realized by tourism which constitutes an important industry, call for the expansion of our public services and more especially of our system of highways. An excellent network of roads is as vital as good blood circulation is to the human body; it is indispensable to agriculture, industry and trade. In each country, in each province, roads must meet particular requirements and develop their own characteristics. Our highways have been greatly improved; these improvements must continue to be diligently carried out and completed according to methodical plans. My Government proposes to adopt further steps to facilitate traffic both during winter and summer.

My Government attaches fundamental importance to the protection and development of our immense natural resources: forests, water powers, mines, game, and fisheries. Fully to carry out this policy, it will use the most effective methods and those which are best designed to promote the interest of the Province and the welfare of its population.

My Government will continue to support and encourage the development of small holdings which constitute one of most effective and solid bulwarks of social peace and genuine progress.

Various bills of public and private interest, concerning several administrative spheres, will be submitted to you for consideration and decision.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

The Public Accounts for the last fiscal year concluded will be laid before you and you will be called upon to vote the credits necessary for the provincial administration.

*Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

I pray Almighty God to bless your work and make it fruitful and to bestow His many favours upon our dear Province.
28724-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de W. R. Cuthbert (W. R. Cuthbert Employees Association)", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 7, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
28725

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general By-Laws of the "Laurentian Golf & Country Club", comprising articles 1 to 28 inclusive, as adopted at the meeting held on

Golf & Country Club", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 25 septembre 1950, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

28726

CRÉDIT-QUÉBEC INC.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée des directeurs de "Crédit-Québec Inc.", tenue à Montréal, au siège social de la compagnie, le 18 octobre 1950, à 4.00 heures de l'après-midi.

"Il est proposé par Monsieur J.-A. Lapointe, secondé par Monsieur Bernard LeBel et résolu à l'unanimité de porter de trois à cinq le nombre des directeurs de la compagnie."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
JEAN DELAGE.

28731-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Syndicat de Drainage de la rue St-Joseph", en date du 17 octobre 1950, dont le siège social est situé à Saint-Raymond, comté de Portneuf, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 31 octobre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

28732-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 2 novembre 1950, le changement de nom du "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt, Inc." en celui de "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de Shelter Bay, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'amendées par 10, George VI, chapitre 20.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

28733-o

GENERAL EXPORTS LTD.

Summary of Règlement spécial "Y"

Le Règlement spécial "Y", passé par les directeurs de la "General Exports Ltd.", le 8 novembre 1950, pourvoit à la distribution immédiate de tout l'actif de la compagnie prorata entre ses actionnaires et autorise les officiers de la compagnie à prendre toutes les mesures requises à cet effet.

Westmount, P.Q. le 8 novembre 1950.

GENERAL EXPORTS LTD.,
par le Secrétaire-trésorier,
A.-M. GIBSON.

28747

September 25th, 1950, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 6th day of November, 1950, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of November, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28726-o

CRÉDIT-QUÉBEC INC.

Excerpt from the Minutes of a meeting of the directors of Crédit-Québec Inc., held at Montreal, at the head office of the company, on the 18th of October, 1950, at 4.00 o'clock in the afternoon.

"It was moved by Mr. J.-A. Lapointe, seconded by Mr. Bernard LeBel and unanimously resolved to increase the number of directors of the company from three to five."

Certified True Copy.

JEAN DELAGE,
Secretary.

28731

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat de Drainage de la rue St-Joseph", under date the seventeenth day of October, 1950, whereof the head office is at Saint-Raymond, county of Portneuf, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of October, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28732

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, under date the 2nd day of November, 1950, the change of name of the "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêts, Inc.", into that of "Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de Shelter Bay, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28733

GENERAL EXPORTS LTD.

Summary of Special By-law "Y"

Special By-law "Y" passed by the Directors of "General Exports Ltd." on November 8th, 1950, provides for the immediate distribution of all the assets of the Company pro rata among its shareholders and authorizes the Officers of the Company to take all such action as may be required for such purpose.

Westmount, P. Q., November 8th, 1950.

GENERAL EXPORTS LTD.,
per A. M. GIBSON,
Secretary-Treasurer.

28747-o

Chartes — Abandon de

SOREL AUTOPARTS Co.

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Sorel Autoparts Co." donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et la cancellation d'icelle à compter de la date qu'il lui plaira de fixer. Montréal, le 6 novembre 1950.

Le Secrétaire,
28706 (signé) HAROLD WELTMAN.

POPSI-POPPING CORN Co. LTD

Avis est par les présentes donné conformément à la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie "Popsi-Popping Corn Co. Ltd." demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 8 novembre 1950.

Les Procureurs de la compagnie,
28734-o CHARLAND & CHARLAND.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Allied Broadcasting Company Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cartier Autobus Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 mars 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Daroth Trading Co." constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 mars 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707 L. DÉSILETS.

Charters—Surrender of

SOREL AUTOPARTS Co.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Sorel Autoparts Co." hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of the charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, November 6th, 1950.

(signed) HAROLD WELTMAN,
28706-o Secretary.

POPSI-POPPING CORN Co. LTD

Notice is hereby given pursuant to the Quebec Companies Act that "Popsi-Popping Corn Co. Ltd." will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, November 8th, 1950.

CHARLAND & CHARLAND,
28734-o Attorneys for the Company.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Allied Broadcasting Company Inc." incorporated by letters patent dated the 28th day of June, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28707-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cartier Autobus Inc." incorporated by letters patent dated the 22nd day of March, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28707 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Daroth Trading Co.", incorporated by letters patent dated the 29th day of March, 1947.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28707-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "D. Turove Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 août 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "D. Turove Limited", incorporated by letters patent dated the 9th day of August, 1946.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28707-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fountain Corporation Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 septembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fountain Corporation Limited", incorporated by letters patent dated the 6th day of September, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28707-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jacob Construction Limitée"—"Jacob Construction Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 décembre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jacob Construction Limitée"—"Jacob Construction Limited", incorporated by letters patent dated the 22nd day of December, 1947.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28707 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Renardière de St-Césaire Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 mai 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Renardière de St-Césaire Incorporée", incorporated by letters patent dated the second day of May, 1927.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1950.

L. DÉSILETS,
28707 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the com-

compagnie "Welsh Agencies Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 septembre 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707 L. DESILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wendy Garments Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juillet 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707 L. DESILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "W. Gradinger Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 août 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 novembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
28707 L. DESILETS.

pany "Welsh Agencies Limited", incorporated by letters patent dated the 30th day of September, 1941.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of November, 1950.

L. DESILETS,
28707-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wendy Garments Incorporated", incorporated by letters patent dated the 7th day of July, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of November, 1950.

L. DESILETS,
28707-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "W. Gradinger Ltd.", incorporated by letters patent dated the 16th day of August, 1932.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of November, 1950.

L. DESILETS,
28707-o Deputy Attorney General.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Pontiac, sous le nom de "Farmers' Club of Municipality of Township Litchfield", conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 3 novembre 1950.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
28708-o R. TRÉPANIÉ.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club, in the county of Pontiac, under the name of "Farmers' Club of Municipality of Township Litchfield", pursuant to the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, Chap. 118).

Québec, November 3, 1950.

R. TRÉPANIÉ,
28708 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 15A-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 9 novembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 15A-50

Excerpts from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, November 9th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président; Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire; C. A. Gamache, c.r., aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Saint-Jérôme.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

L'ordonnance N° 15-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 est amendée en ajoutant l'article suivant:

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à .52 cents le gallon.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28752-0

Present: Messrs. Omer E. Milot, President; Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser; and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the Dairy Industry within the region of St-Jérôme.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Order No. 15-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950 is amended by adding the following article.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at .52 cents a gallon.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28752-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 25A-50

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 9 novembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président; Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire; C. A. Gamache, C. R., aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Brownsburg.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

L'ordonnance N° 25-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 est amendée en ajoutant l'article suivant:

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à .52 cents le gallon.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28752-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 38A-50

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 25A-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, November 9th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President; Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser; and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the Dairy Industry within the region of Brownsburg.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Order No. 25-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950, is amended by adding the following article.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at .52 cents a gallon.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28752-0

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 38A-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 9 novembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président; Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire; C.-A. Gamache, C.R. aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de La Tuque.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° Le paragraphe 3 de l'ordonnance No 38-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 est modifiée en retranchant les mots suivants: "et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec ½ cent par cent livres de lait ainsi reçu."

2° La présente ordonnance a son effet à compter du 1er novembre 1950.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28752-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 50-Sp-VIII

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 9 novembre 1950 tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec à 10.00 heures A.M.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de St-Hyacinthe

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de St-Hyacinthe.

2° La région de Saint-Hyacinthe comprend la ville de Saint-Hyacinthe, les municipalités de Saint-Joseph, Ste-Rosalie, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et la Providence et, en outre, une lière de terrain d'un demi-mille en profondeur tout autour de la région telle que délimitée.

3° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de St-Hyacinthe que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28752-o

Meeting of Thursday, November 9th, 1950 held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs: Omer E. Milot, President; Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the Dairy Industry within the region of La Tuque.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Paragraph 3 of Order No. 38-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950 is modified by cancelling the following words: "and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received."

2. The present Order became effective on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28752-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 50-Sp-VIII

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, November 9, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10.00 o'clock a.m.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of St. Hyacinthe

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of St. Hyacinthe.

2. The region of Saint-Hyacinthe includes the town of Saint-Hyacinthe, the municipalities of Saint-Joseph, Ste-Rosalie, Saint-Hyacinthe the Confessor and Providence, and also a strip of land half a mile deep surrounding the above given region.

3. Delivery of milk or cream within the region of St-Hyacinthe will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28752-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 57-50

Order No. 57-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 9 novembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures a.m.

Meeting of Thursday November 9, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10.00 o'clock a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

Present: Messrs Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Victoriaville

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Victoriaville.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Victoriaville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Victoriaville.

2° La région de Victoriaville comprend la ville de Victoriaville, la paroisse de Ste-Victoire, la ville d'Arthabaska et le village de Warwick.

2. The region of Victoriaville includes the town of Victoriaville, the parish of Ste-Victoire, the town of Arthabaska, and the village of Warwick.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.95 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$3.95 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Victoriaville offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Victoriaville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Victoriaville offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8 cents per pint and 15 cents per quart.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 60 cents le gallon.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 60 cents a gallon.

La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 51-48A 69-48A, publiées dans la Gazette officielle de Québec du 17 janvier 1948, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

The present Order cancels Orders Nos 57-48A and 69-48A published in the Quebec Official Gazette January 17, 1948, and shall come into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,

OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28752-o

2752-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 61A-50

Order No. 61A-50

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 9 novembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Thursday, November 9th, 1950, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président; Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire; C. A. Gamache, c.r., aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President; Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie laitière dans la région de l'Assomption.

Considering the conditions of the Dairy Industry within the region of L'Assomption.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

L'ordonnance N° 61-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 est amendée en ajoutant l'article suivant:

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à .52 cents le gallon.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28752-o

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Order No. 61-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950, is amended by adding the following article.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at .52 cents a gallon.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary

88052-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 61B-50

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 9 novembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président; Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire; C.-A. Gamache, C.R. aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de L'Assomption.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° Le paragraphe 3 de l'ordonnance N° 61-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 est modifiée en retranchant les mots suivants: "et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec ½ cent par cent livres de lait ainsi reçu."

2° La présente ordonnance a son effet à compter du 1er novembre 1950.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

28752-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 61B-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, November 9th, 1950 held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs: Omer E. Milot, President; Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of l'Assomption.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Paragraph 3 of Order No. 61-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950 is modified by cancelling the following words: "and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Québec one half cent for each hundred pounds of milk received."

2. The present Order became effective on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

28752-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 64A-50

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 9 novembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 64A-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, November 9th, 1950 held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président; Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire; C. A. Gamache, C.R., aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Farnham.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° Le paragraphe 3 de l'ordonnance N° 64-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 est modifiée en retranchant les mots suivants: "et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec ½ cent par cent livres de lait ainsi reçu."

2° La présente ordonnance a son effet à compter du 1er novembre 1950.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28752-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 78A-50

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 9 novembre 1950, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président; Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire; C.-A. Gamache, C.R. aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Charlevoix.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° Le paragraphe 3 de l'ordonnance N° 78-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 est modifiée en retranchant les mots suivants: "et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec ½ cent par cent livres de lait ainsi reçu."

2° La présente ordonnance a son effet à compter du 1er novembre 1950.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
28752-0

Département de l'Instruction publique

N° 1068-49.

Québec, le 30 octobre 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François-Ouest, dans le

Present: Messrs: Omer E. Milot, President; Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the Dairy Industry within the region of Farnham.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Paragraph 3 of Order No. 64-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950 is modified by cancelling the following words: "and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received."

2. The present Order became effective on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28752-0

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 78A-50

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, November 9th, 1950 held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs: Omer E. Milot, President; Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the Dairy Industry within the region of Charlevoix.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Paragraph 3 of Order No. 78-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950 is modified by cancelling the following words: "and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Québec one half cent for each hundred pounds of milk received."

2. The present Order became effective on November 1st, 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
28752-0

Department of Education

No. 1068-49.

Québec, October 30, 1950.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-François-Ouest, in the

comté de Beauce, l'emplacement et l'école n° 8 de cetteditte municipalité scolaire de St-François-Ouest, situés sur le lot n° 1736 du cadastre officiel de Saint-François, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Alfred, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28685-44-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 177-43

Québec, le 2 novembre 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Montpellier, dans le comté de Papineau, les lots 10, 11 et 12 du rang IV du canton Hartwell et de les annexer à la municipalité scolaire de Hartwell, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28702-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 116-50

Québec, le 2 novembre 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ignace-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, les lots 2263, 2264 et 2265 du canton de Stanbridge et de les annexer à la municipalité scolaire de Farnham-Ouest, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28703-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1350-50.

Québec, le 6 novembre 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de Lachute, dans le comté d'Argenteuil, les lots 724, 725, 726, 728 à 735 inclusivement, du cadastre officiel du canton Chatham, et de les annexer à la municipalité scolaire de l'Immaculée-Conception, dans le comté d'Argenteuil.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
28716-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

county of Beauce, the emplacement and school No. 8 of the said school municipality of St-François-Ouest, situated on lot No. 1736 of the official cadastre for Saint-François, and to annex them to the school municipality of Saint-Alfred, same county.

28685-44-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 177-43

Quebec, November 2, 1950.

Application is made to detach from the school municipality of Montpellier, in the county of Papineau, lots 10, 11 and 12 of range IV of the township of Hartwell, and to annex them to the school municipality of Hartwell, same county.

28702-45-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 116-50.

Quebec, November 2, 1950.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Ignace-de-Stanbridge, in the county of Missisquoi, lots 2263, 2264, and 2265 of the township of Stanbridge, and to annex them to the school municipality of Farnham-West same county.

28703-45-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1350-50.

Quebec, November 6, 1950.

Application is made to detach from the Catholic school municipality of Lachute, in the county of Argenteuil, lots 724, 725, 726, 728 to 735 inclusively, of the official cadastre for the township of Chatham, and to annex them to the school municipality of l'Immaculée-Conception, in the County of Argenteuil.

28716-45-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb-de-Sillery Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 64-55, 64-56 et 64-59 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 octobre 1950.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

28709-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. Colomb-de-Sillery Registration Division of Québec.

Notice is hereby given that lots 64-55, 64-56 et 64-59 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, October the 30th, 1950.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

28709-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites, rendue obliga-

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the Collective Labour Agreement, relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits, rendered obligatory by the Decree No. 555 of

toire par le décret numéro 555 du 17 mai 1950, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, de la façon suivante:

L'article VII sera remplacé par le suivant:
 "VII. Salaires: Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérées."

<i>Classifications:</i>	<i>Taux horaires minima</i>
<i>a) Compagnons:</i>	
Mécanicien en métal en feuille.....	\$1.26
Sous-contremaître.....	1.39
Chef d'équipe.....	1.33
Soudeur, Classe "A".....	1.33
Soudeur, classe "B".....	1.22
Soudeur, classe "C".....	1.10
Soudeurs en série:	
Premiers semestre.....	0.88
Deuxième semestre.....	0.93
Troisième semestre.....	0.99
Quatrième semestre.....	1.04

Subséquentement, ils sont éligible à la classe "V", à \$1.10 de l'heure, s'ils possèdent les qualifications requises.

Polisseur classe "A".....	\$1.16
Machiniste.....	1.10
Mécanicien-machiniste.....	1.28
Outilleur.....	1.33
Peintre.....	1.20
Peintre au pistolet.....	1.05
b) Forgeron.....	1.22
c) Préposé au fonctionnement des machines.....	1.04
d) Assembleur et ouvrier spécialisé.....	1.10
e) Ouvrier de la production.....	0.90
f) Aide.....	0.85

g) *Chefs de groupe:* Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.

Les aides qui ont atteint le taux de \$0.90 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de la production", si l'employeur peut le faire.

h) Les apprentis commencent aux taux de \$0.61 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu.

i) Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement commencent à \$0.56 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19ème année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels.

<i>j) Divers</i>	<i>Taux horaires</i>
Conducteurs de camions, magasinier, homme d'entrepôt, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises.....	\$0.90

k) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.05 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
 Québec, le 11 novembre 1950. 28729-0

May 17, 1950, have submitted to him a request to amend the said decree, as follows:

Section VII will be replaced by the following:
 "VII. Wage rates: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified.

<i>Classifications:</i>	<i>Hourly rates</i>
<i>a) Journeymen:</i>	
Sheet metal Mechanic.....	\$1.26
Assistant-foreman.....	1.39
Charge hand.....	1.33
Welder Class "A".....	1.33
Welder Class "B".....	1.22
Welder Class "C".....	1.10
Production Welders:	
First six months.....	0.88
Second six months.....	0.93
Third six months.....	0.99
Fourth six months.....	1.04

They then become eligible for Class "C", at \$1.10 per hour, if they qualify.

Buffer and Polisher, Class "A".....	\$1.16
Machinist.....	1.10
Machinist mechanic.....	1.28
Toolmaker.....	1.33
Painter.....	1.20
Painter (Spray).....	1.05
b) Blacksmith.....	1.22
c) Machine operator.....	1.04
d) Assembler and specialist.....	1.10
e) Production worker.....	0.90
f) Helper.....	0.85

g) *Leading Hand:* Leading Hands shall receive 10c per hour more than the minimum determined in the decree for their classification.

Helpers who have attained a wage of \$0.90 an hour may be employed regularly as Production Workers, if the employer can arrange accordingly.

h) Apprentices shall start at \$0.61 an hour with an increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service.

i) Boys from 16 to 18 shall start at \$0.56 cents an hour with increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.

<i>j) Miscellaneous:</i>	<i>Hourly rates</i>
Truck Driver, Stock and Store Keeper, Warehouseman, shipping and receiving.....	\$0.90

k) Employees working on night shifts shall be paid five cents (\$0.05) an hour in excess of the above rates."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
 Québec, November 11, 1950 28729-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction et de la réparation mécanique dans les districts judiciaires de Québec et de Beauce et dans un rayon de 50 milles de la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 30 juin 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, et ses amendements, de la façon suivante:

1° L'article I, paragraphe "g", se lira comme suit:

"g) Les mots "établissements métallurgiques" désignent tout établissement ou partie d'établissement où travaillent ou pour le compte duquel travaillent ou auquel sont rattachés les salariés exécutant un ou tous les métiers mentionnés au paragraphe "c" de l'article 11, où se fait ou pour le compte duquel s'exécutent la fabrication et la réparation, l'installation ou la transformation de bouilloires, de pièces mécaniques ou métalliques, de réservoirs, d'engins, de machines ou de parties de machines de tout genre ou autre outillage mécanique pour fins commerciales."

2° L'article II, paragraphe "a", se lira comme suit:

"a) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend la cité de Québec et le territoire compris dans un rayon de 50 milles de ses limites, ainsi que les municipalités de St-Ephrem de Beauce, St-André de Kamouraska et St-Jean-Port-Joli."

3° L'article II, paragraphe "b", se lira comme suit:

"b) *Jurisdiction industrielle*: La juridiction industrielle du décret comprend la fabrication, l'installation, la transformation, et la réparation de bouilloires, pièces mécaniques, pièces métalliques, réservoirs, engins, machines ou parties de machines de tout genre et autre outillage mécanique, que ce travail soit exécuté à l'intérieur et à l'extérieur d'un établissement métallurgique et qu'il constitue l'industrie principale ou secondaire de l'entreprise, pourvu que ce soit pour des fins commerciales.

Nonobstant le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et ses amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec et spécialement les dispositions particulières de son article IV-A, le présent décret s'applique à et régit exclusivement dans les limites de sa juridiction territoriale, tout travail de fabrication, d'installation, de transformation et de réparation de bouilloires et de réservoirs effectué hors des établissements métallurgiques, suivant les dispositions suivantes:

Taux minima de salaires: Pour les fins de la présente disposition, les taux horaires minima suivants doivent être payés:

Chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur	\$1.50
Aide-chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur	1.10

Toutefois l'installation de réservoirs et de bouilloires portatives de moins de deux (2) tonnes, doit être rémunérée aux taux prévus à l'article IV du présent décret."

4° L'article II, paragraphe c-1, se lira comme suit:

"c) *Jurisdiction professionnelle*: 1: La juridiction professionnelle du décret comprend tout

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the metal trades in the judicial districts of Quebec and Beauce and a radius of 50 miles from the city of Quebec, rendered obligatory by the decree number 973 of June 30, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, as follows:

1° Section I, subsection "g", will read as follows:

"g) The words "metalworks" means any establishment or part thereof where the employees engaged in one or all of the trades mentioned in subsection "c" of section II are working, or for which they are working, or with which they are connected and where, or on behalf of which, the fabrication, repair, installation or transformation of boilers metal or mechanical parts, tanks, engines, machines or parts thereof of all kinds, or other mechanical equipment, is carried on for commercial purposes."

2. Section II, subsection "a", first paragraph, will read as follows:

"a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the city of Quebec and the territory comprised in a radius of 50 miles from its limits, and the municipalities of St. Ephrem de Beauce, St. André de Kamouraska and St. Jean-Port-Joli."

3. Section II, subsection "b", will read as follows:

"b) *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the decree comprises the fabrication installation, transformation and repair of boilers, metal or mechanical parts, tanks engines, machines or parts thereof of all kinds, and other mechanical equipment, whether such operation be carried out inside or outside metalworks, and whether it constitutes the main or secondary industry of the concern, provided it be done for commercial purposes.

Notwithstanding the decree number 1730 of October 23, 1947, and its amendments, relating to the construction industry in the district of Quebec, and specially the particular provisions of its section IV-A, the present decree applies and extends exclusively, within the limits of its territorial jurisdiction, to any construction, installation, transformation and repair of boilers and tanks not carried out in metalworks, pursuant to the following provisions:

Minimum wage rates: For the purposes of the present clause, the following minimum hourly rates of wages shall be paid:

Construction Boilermaker, rector, steam generating mechanic and welder	\$1.50
--	--------

Construction Boilermaker's, erectors's steam generating mechanic's and helper	1.10
---	------

However, the installation of portable tanks and boilers under two (2) tons in weight shall be remunerated at the rates stipulated in section IV of the present decree."

4. Section II, subsection "c-1" will read as follows:

"c) *Professional jurisdiction*: 1. The professional jurisdiction of the decree applies to any

salarié employé dans l'industrie de la métallurgie, y compris les outilleurs, les traceurs, les machinistes, les mécaniciens-ajusteurs, les mécaniciens de marine, les préposés à la machinerie mécanique, les forgerons, les menuisiers d'ateliers métallurgiques, les chaudronniers, les tôliers, les modelleurs, les soudeurs ainsi que les autres salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé à l'article IV".

5° L'article II, paragraphe 2-i, se lira comme suit:

"i) Les chefs et les commis de bureau, les contremaîtres qui n'exécutent pas de travail manuel, le personnel technique, les préposés au fonctionnement des ascenseurs, les messagers, les salariés permanents aux termes de la Loi de la convention collective, ou tout autre salarié non visé par l'alinéa "l" ci-dessus.

6° v'article II, paragraphe 2-iv, se lira comme suit:

"Les salariés employés spécifiquement à la construction ou à la réparation des ascenseurs assujettis au décret numéro 407 du 12 avril 1950 ou à tout autre décret l'ayant remplacé. Toutefois, advenant le cas où ils effectueraient du travail à l'intérieur d'un établissement métallurgique dont ils sont à l'emploi, ces salariés exerçant les métiers ou emplois prévus à l'alinéa "l" du présent paragraphe sont automatiquement assujettis au décret."

7° L'article II, paragraphe 2-v, se lira comme suit:

"v) Les salariés travaillant dans un établissement où les travaux métallurgiques n'en constituent pas l'industrie principale et où une convention collective particulière assure aux dits salariés des conditions et des salaires meilleurs que ceux du décret."

8° L'article IV, paragraphe "a", se lira comme suit:

"a) *Taux de salaire minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Zones	
	I	II
a) <i>Compagnons</i> :		
Outilleur	\$1.15	\$1.02
Traceur	1.05	0.92
Machiniste général	0.95	0.82
Modelleur	0.95	0.82
Machiniste sur tour, fraiseuse, etc	0.90	0.77
Mécanicien de marine	0.90	0.77
Mécanicien ajusteur	0.90	0.77
Menuisier d'atelier mécanique ..	0.85	0.72
Préposé aux machines:		
1ère année	0.65	0.55
2ième année	0.70	0.60
3ième année	0.75	0.65
Alimenteur de machine:		
1ère année, 1er 6 mois	0.45	0.40
1ère année, 2ième 6 mois	0.47	0.42
2ième année, 1er 6 mois	0.49	0.44
2ième année, 2ième 6 mois	0.51	0.46
3ième année, 1er 6 mois	0.53	0.48
3ième année, 2ième 6 mois	0.55	0.50
Chaudronnier	0.90	0.77
Tôlier	0.90	0.77
Mécanicien en tuyauterie	0.90	0.77
Soudeur général	0.95	0.82
Soudeur à l'électricité ou à l'acétylène	0.90	0.77
Forgeron	0.85	0.72
Découpeur (oxyacétylène, électricité)	0.85	0.72
Carrossier	0.85	0.77
Assembleur de Machinerie:		
1ère année	0.55	0.50
2ième année	0.62	0.55
3ième année	0.70	0.62

employee of the metalwork industry, including tool-makers, draughtsmen, machinists, fitting mechanics, marine mechanics, mechanical machinery operators, blacksmiths, metalworks joiners, boilermakers, tinsmiths, patten-makers, welders and other employees for which a wage rate is determined in section IV."

5. Section II, subsection 2-i, will read as follows:

"i) Office chief-clerks and clerks, foremen not doing manual work, the technical staff, elevator operators, messengers, permanent employees as defined in the Collective Agreement Act, or any other employee not contemplated by the foregoing paragraph 1."

6. Section II, subsection 2-iv, will read as follows:

"iv) The employees specifically employed at the construction or repair of elevators and governed by the decree number 407 of April 12, 1950, or by any other decree which may have replaced it. However, in the event of their doing work inside a metalworks which employs them, they are, when plying trades or performing occupations mentioned in paragraph "l" of the present subsection, automatically governed by the decree."

7. Section II, subsection 2-v, will read as follows:

"v) Employees working in an establishment where metalworking does not constitute the main industry and where a private collective agreement insures the employees of better working conditions and wages than those of the decree."

8. Section IV, subsection "a", will read as follows:

"a) *Minimum wage rates*: The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones	
	I	II
a) <i>Journeymen</i>		
Tool-maker	\$1.15	\$1.02
Draughtsman	1.05	0.92
General machinist	0.95	0.82
Pattern-maker	0.95	0.82
Lathe, milling machine, etc. machinist	0.90	0.77
Marine mechanic	0.90	0.77
Fitting mechanic	0.90	0.77
Metalworks joiner	0.85	0.72
Machine operator:		
1st year	0.65	0.55
2nd year	0.70	0.60
3rd year	0.75	0.65
Machine feeder:		
1st year, 1st 6 months	0.45	0.40
1st year, 2nd 6 months	0.47	0.42
2nd year, 1st 6 months	0.49	0.44
2nd year, 2nd 6 months	0.51	0.46
3rd year, 1st 6 months	0.53	0.48
3rd year, 2nd 6 months	0.55	0.50
Boiler-maker	0.90	0.77
Tinsmith	0.90	0.77
Pipe mechanic	0.90	0.77
General welder	0.95	0.82
Electricity or acetylene welder ..	0.90	0.77
Blacksmith	0.85	0.72
Cutter (oxyacetylene, electricity) ..	0.85	0.72
Bodyworker	0.85	0.77
Machine fitter:		
1st year	0.55	0.50
2nd year	0.62	0.55
3rd year	0.70	0.65

4ième année	0.78	0.68	4th year	0.78	0.68
Assembleur de Produits Métalliques:			Metal products fitter:		
1ère année, 1er 6 mois	0.55	0.50	1st year, 1st 6 months	0.55	0.56
1ère année, 2ième 6 mois	0.57	0.52	1st year, 2nd 6 months	0.57	0.52
2ième année, 1er 6 mois	0.59	0.54	2nd year, 1st 6 months	0.59	0.54
2ième année, 2ième 6 mois	0.61	0.56	2nd year, 2nd 6 months	0.61	0.56
3ième année, 1er 6 mois	0.63	0.58	3rd year, 1st 6 months	0.63	0.58
3ième année, 2ième 6 mois	0.65	0.60	3rd year, 2nd 6 months	0.65	0.60
Magasinier	0.80	0.67	Storekeeper	0.80	0.67
Camionneur	0.75	0.64	Truck driver	0.75	0.64
Aide	0.70	0.62	Helper	0.70	0.62
Journalier	0.65	0.57	Common worker	0.65	0.57

9° Le paragraphe "e" suivant sera ajouté à l'article IV:

"e) Tout salarié exécutant simultanément plus d'une fonction ou métier faisant l'objet du présent décret, doit recevoir le salaire établi pour la fonction ou le métier le mieux rémunéré.

Toutefois si le dit salarié exerce une seule fonction ou un seul métier pendant au moins sept (7) jours ouvrables consécutifs, il doit être rémunéré au taux établi pour cette fonction ou métier.

10° Le paragraphe "f" suivant sera ajouté à l'article IV:

"f) Tout salarié travaillant sur deux (2) machines à la fois doit recevoir 0.10 de plus l'heure que son taux habituel.

11° L'article VII, paragraphe "e", se lire comme suit:

"e) Au terme de son apprentissage tout apprenti a droit à une augmentation de 10% sur le salaire de l'apprenti de 4ième année, à une deuxième augmentation de 10% après une période additionnelle de pas moins de six mois et à une troisième augmentation de 10% après une période additionnelle de pas moins d'une année. Au terme de ce troisième 10%, l'apprenti doit subir un examen devant le Bureau des Examineurs. Selon le résultat de cet examen, l'apprenti est classifié compagnon ou demeure apprenti de 4ième année troisième 10%. Cet examen peut être répété à toutes les périodes additionnelles d'une année d'apprentissage.

12° Le paragraphe "d" suivant sera ajouté à l'article VIII:

"d) Tout apprenti qui reçoit le salaire du compagnon ne compte pas dans le prorata des apprentis."

13° L'article IX comprendra un paragraphe "c" se lisant comme suit:

"c) Si un système à la pièce, à forfait ou autrement est établi, les ouvriers ne devront pas recevoir un salaire inférieur aux salaires prévus au présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 novembre 1950. 28729-0

9. The following subsection "e" will be added to section IV:

"e) Every employee who performs or plies simultaneously more than one operation or trade governed by the present decree shall receive the wages determined for the best-paid operation or trade.

However, when the said employee performs or plies but one operation or trade for at least seven (7) consecutive working days, he shall receive the rate established for that operation or trade."

10. The following subsection "f" will be added to section IV:

"f) Every employee working on two (2) machines at a time shall receive \$0.10 more per hour than his regular rate."

11. Section VII, subsection "e", will read as follows:

"c) At the expiration of his apprenticeship period, every apprentice is entitled to an increase of 10% on the wages of the fourth-year apprentice and to a second 10% increase after an additional period of not less than six months, and to a third 10% increase after an additional period of not less than one year. Thereafter, the apprentice shall sit for an examination before the Board of Examiners. According to the result of the examination, the apprentice shall be classified as journeyman or remains a fourth-year apprentice, third 10%. Such examination may be repeated after every additional apprenticeship period of one year."

12. The following subsection "d" will be added to section VIII:

"d) Every apprentice who receives the journeyman's rate of pay is not included in the prorata of apprentices."

13. The following subsection "c" will be added to section IX:

"c) If a piece-work or job-work or other system is established, the workers shall not receive less than the rates of the present decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 11, 1950. 28729-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Abitibi, Rouyn-Noranda, Chicou-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the judicial districts of Québec, Three Rivers, Abitibi, Rouyn-Noranda, Chicoutimi, Roberval, Sa-

timi, Roberval, Saguenay, Nicol, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski et Gaspé, rendue obligatoire par le décret numéro 3824 du 12 octobre 1944, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements, de la façon suivante:

1° L'article IV sera remplacé par le suivant:

DISPOSITIONS RELATIVES AUX SALAIRES MINIMA

IV. *Employés réguliers*: Les taux de salaires minima sont les suivants:

a) *Infirmières régulières — Regular nurses*:

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.
Après six (6) mois — After six (6) months.
Après un (1) an — After one (1) year.

b) *Employés réguliers du sexe masculin — Regular male employees*:

1° *Mécanicien de machine fixe — Stationary engineman*:

i) *Chef — Chief*

1ère Classe — 1st Class.
2ème Classe — 2nd Class.
3ème Classe — 3rd Class.

ii) *Mécanicien — Engineman*

2ème Classe — 2nd Class.
3ème Classe — 3rd Class.
4ème Classe — 4th Class.

2° *Ouvrier spécialisé de la machinerie — Skilled machinery worker*

3° *Employé en charge d'un département: \$3.00 de plus que le salaire maximum de sa catégorie dans sa zone territoriale pour une semaine régulière de travail — Employee in charge of a Department: \$3.00 in excess of the maximum rate of his category in his territorial zone for a standard work week.*

4° *Chauffeur — Fireman*

5° *Cuisinier-chef, Boulanger-chef, Boucher-chef, Buandier-chef, Cordonnier-chef — Chief-cook, chief-baker, chief-butcher, chief-laundrer, chief-shoemaker*

5a *Assistant-chef cuisinier — Assistant chief-cook*

6° *Cuisinier, Boucher, Buandier, Cordonnier, Boulanger — Cook, Butcher, Launderer, Shoemaker, Baker*:

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.
Après six (6) mois — After six (6) months.
Après un (1) an — After one (1) year.

7° *Conducteur de véhicule-automobile — Motor-vehicle driver*:

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.
Après six (6) mois — After six (6) months.
Après un (1) an — After one (1) year.
Après deux (2) ans — After two (2) year.
Après trois (3) ans — After three (3) years.
Après quatre (4) ans — After four (4) years

8° i) *Infirmier ou gardien des malades — Orderly or patient attendant*:

Les premiers six (6) mois — First (6) months
Après six (6) mois — After six (6) months.
Après un (1) an — After one (1) year.
Après deux (2) ans — After two (2) years.
Après trois (3) ans — After three (3) years.
Après quatre (4) ans — After four (4) years

8° ii) *Infirmier certifié — Certificated orderly*:

Les premier six (6) mois — First six (6) months.
Après six (6) mois — After six (6) months.
Après un (1) an — After one (1) year.

8° iii) *Infirmier diplômé — Orderly with a diploma*:

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.
Après six (6) mois — After six (6) months.
Après un (1) an — After one (1) year.

c) *Hommes des métiers de la construction*:

1. Dans les régions de la juridiction territoriale du présent décret, où il existe un décret stipulant le salaire des salariés permanents (hommes d'entretien), les ouvriers des métiers de la construction, qualifiés, journaliers, reçoivent le salaire stipulé dans ce dernier décret.

2. Dans les régions où il n'y a pas de décret:

i) *Ouvrier qualifié — Skilled worker*
ii) *Journalier — Labourer*

guenay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski and Gaspé, rendered obligatory by the decree number 3824 of October 12, 1944, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments as follows:

1. Section IV will be replaced by the following:

PROVISIONS RESPECTING MINIMUM WAGES

IV. *Regular employees*: The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones		
	I	II	III
	par semaine — Per week		
a) <i>Infirmières régulières — Regular nurses</i> :			
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$29.00	\$29.00	\$29.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	31.00	31.00	31.00
Après un (1) an — After one (1) year.	34.00	34.00	34.00
b) <i>Employés réguliers du sexe masculin — Regular male employees</i> :			
1° <i>Mécanicien de machine fixe — Stationary engineman</i> :			
i) <i>Chef — Chief</i>			
1ère Classe — 1st Class.	65.00	65.00	65.00
2ème Classe — 2nd Class.	54.00	54.00	52.00
3ème Classe — 3rd Class.	48.00	48.00	46.00
ii) <i>Mécanicien — Engineman</i>			
	l'heure — per hour		
2ème Classe — 2nd Class.	0.88	0.88	0.85
3ème Classe — 3rd Class.	0.78	0.78	0.75
4ème Classe — 4th Class.	0.73	0.73	0.70
2° <i>Ouvrier spécialisé de la machinerie — Skilled machinery worker</i>	0.93	0.93	0.93
3° <i>Employé en charge d'un département: \$3.00 de plus que le salaire maximum de sa catégorie dans sa zone territoriale pour une semaine régulière de travail — Employee in charge of a Department: \$3.00 in excess of the maximum rate of his category in his territorial zone for a standard work week.</i>			
4° <i>Chauffeur — Fireman</i>	0.65	0.65	0.62
5° <i>Cuisinier-chef, Boulanger-chef, Boucher-chef, Buandier-chef, Cordonnier-chef — Chief-cook, chief-baker, chief-butcher, chief-laundrer, chief-shoemaker</i>			
	par semaine — Per week		
5a <i>Assistant-chef cuisinier — Assistant chief-cook</i>	\$43.00	\$42.00	41.00
6° <i>Cuisinier, Boucher, Buandier, Cordonnier, Boulanger — Cook, Butcher, Launderer, Shoemaker, Baker</i> :			
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	33.00	31.00	29.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	38.00	36.00	34.00
Après un (1) an — After one (1) year.	40.00	39.00	38.00
7° <i>Conducteur de véhicule-automobile — Motor-vehicle driver</i> :			
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	27.00	25.00	23.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	30.00	28.00	26.00
Après un (1) an — After one (1) year.	32.00	30.00	28.00
Après deux (2) ans — After two (2) year.	34.00	32.00	30.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	37.00	35.00	34.00
Après quatre (4) ans — After four (4) years	40.00	39.00	38.00
8° i) <i>Infirmier ou gardien des malades — Orderly or patient attendant</i> :			
Les premiers six (6) mois — First (6) months	27.00	27.00	27.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	30.00	30.00	30.00
Après un (1) an — After one (1) year.	32.00	32.00	32.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	35.00	34.00	34.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	37.00	36.00	36.00
Après quatre (4) ans — After four (4) years	40.00	39.00	38.00
8° ii) <i>Infirmier certifié — Certificated orderly</i> :			
Les premier six (6) mois — First six (6) months.	31.00	31.00	31.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	36.00	36.00	36.00
Après un (1) an — After one (1) year.	41.00	41.00	41.00
8° iii) <i>Infirmier diplômé — Orderly with a diploma</i> :			
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	34.00	34.00	34.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	39.00	39.00	39.00
Après un (1) an — After one (1) year.	44.00	44.00	44.00
c) <i>Construction tradesmen</i> :			
1. In those parts of the territorial jurisdiction of the present decree where a decree actually exists which stipulates wage rates for permanent employees (maintenance men), the skilled construction tradesmen and the labourers, shall receive the wages established by the latter decree.			
2. Where there is no decree:			
i) <i>Ouvrier qualifié — Skilled worker</i>	39.00	39.00	35.00
ii) <i>Journalier — Labourer</i>	31.00	31.00	29.00

- 3° Le salaire de l'apprenti est:
- i) la 1ère année: 40%
 - ii) la 2ème année: 50%
 - iii) la 3ème année: 60%
 - iv) la 4ème année: 75% du salaire de l'homme d'entretien.
- 4° Le nombre des apprentis par rapport aux ouvriers qualifiés est établi:
- i) là où il y a un décret des métiers de la construction en vigueur, suivant les dispositions de ce décret;
 - ii) là où il n'y a pas de décret des métiers de la construction en vigueur, un (1) apprenti par trois (3) ouvriers qualifiés ou fraction de ce nombre.
3. The wages of apprentices are as follows:
- i) first year: 40%
 - ii) second year: 50%
 - iii) third year: 60%
 - iv) fourth year: 75% of the wage rate of the maintenance man.
4. The number of apprentices with respect to that of skilled tradesmen is established:
- i) wherever there is a building trades decree in force, according to the provisions of such decree;
 - ii) in the following manner, wherever there is no building trades decree in force: one (1) apprentice to each three (3) skilled tradesmen or fraction thereof.

d) *Employés non compris dans les emplois précédents et les gardiens d'immeubles — Employees not included in the foregoing enumeration:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$26.00	\$25.00	\$23.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	28.00	27.00	25.00
Après un (1) an — After one (1) year.	30.00	29.00	27.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	33.00	32.00	30.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	35.00	34.00	32.00
Après quatre (4) ans — After four (4) years.	38.00	37.00	35.00

e) *Employés réguliers du sexe féminin — Regular female employees:*

1° *Surveillante en charge d'un département — Department Superintendent (female):*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	16.00	16.00	16.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	18.00	18.00	18.00
Après un (1) an — After one (1) year.	20.00	20.00	20.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	21.00	21.00	21.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	22.00	22.00	22.00

2° *Tailleuse — Female Tailor:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	17.00	17.00	17.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	18.00	18.00	18.00
Après un (1) an — After one (1) year.	19.00	19.00	19.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	20.00	20.00	20.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	21.00	21.00	21.00

3° *Employée de bureau, institutrice, aide-technicienne, cuisinière — Office employee, teacher, technician's helper, cook:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	15.00	14.00	13.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	16.00	15.00	14.00
Après un (1) an — After one (1) year.	18.00	17.00	16.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	19.00	18.00	17.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	20.00	19.00	18.00

4° *Employée de service, aide-cuisinière, buandière, couturière, employée des salles de repassage — Female service employee, Female cook's helper, Female Launderer, Seamstress, Pressing rooms employees:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	13.00	12.00	11.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	15.00	14.00	13.00
Après un (1) an — After one (1) year.	16.00	15.00	14.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	17.00	16.00	15.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	18.00	17.00	16.00

5° *Employée junior — Junior employee (female).*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	11.00	11.00	11.00
---	-------	-------	-------

6° *Employée non comprise dans les emplois précédents — Female employee not included in foregoing enumerations:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	12.90	11.00	10.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	14.00	13.00	12.00
Après un (1) an — After one (1) year.	15.00	14.00	13.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	16.00	15.00	14.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	17.00	16.00	15.00

- Employés surnuméraires:*
- f) Les employés surnuméraires, masculins et féminins, recevront une rémunération calculée au prorata des heures de travail effectuées au cours de la semaine régulière de travail desdits salariés et d'après les taux à l'heure, à la journée ou la semaine fixée au présent décret pour la catégorie de salariés à laquelle ils appartiennent, selon l'échelle de "les premiers six (6) mois", excepté:
1. Les mécaniciens de machine fixe et les chauffeurs. Le salaire de ces employés est le même que celui qui a été établi au paragraphe "b" du présent article, alinéas 1 et 4 respectivement.
- Occasional employees:*
- f) Male and female occasional employees shall receive a remuneration computed at the pro rata of the hours of work in the course of the regular work week of the said employees and according to the hourly, daily or weekly rates established in the present decree for the category of employees to which they belong, as per the scale for "the first six (6) months", excepting:
1. Stationary enginemen and firemen: The wages of these employees is the same as the one determined in subsection "b" of the present section, paragraphs 1 and 4 respectively.

2. Hommes des métiers de la construction:

i) Dans les régions de la juridiction territoriale du présent décret où un décret pour les métiers de la construction est en vigueur, les ouvriers surnuméraires de la construction qualifiés et les journaliers reçoivent le salaire stipulé dans ce dernier décret.

ii) Dans les régions où il n'y a pas de décret en vigueur, les ouvriers reçoivent le salaire de leur catégorie calculé au prorata des heures de travail exécutés par le salarié.

iii) Le salaire de l'apprenti est:

Dans les régions où il y a un décret des métiers de la construction, celui qui est fixé dans ce décret.

Dans les régions où il n'y a pas de décret des métiers de la construction:

- La première année: 40%
- La deuxième année: 50%
- La troisième année: 60%
- La quatrième année: 75% du salaire de l'ouvrier qualifié.

g) Salaire pour temps supplémentaire — Overtime pay:

1° Mécanicien de machine fixe — Stationary engineman:

2ème classe — 2nd Class.....	\$1.32
3ème classe — 3rd Class.....	1.17
4ème classe — 4th Class.....	1.09½

2° Chauffeur — Fireman.....

	Zones		
	I	II	III
2ème classe — 2nd Class.....	\$1.32	\$1.32	\$1.27½
3ème classe — 3rd Class.....	1.17	1.17	1.12½
4ème classe — 4th Class.....	1.09½	1.09½	1.05
2° Chauffeur — Fireman.....	0.97½	0.97½	0.93

3° Autres employés:

Le temps supplémentaire établi suivant les dispositions de l'article VIII est rémunéré ou bien:

a) au taux et demi du salaire horaire calculé suivant l'échelle établie dans le présent article et la semaine normale ou la journée normale de travail

ou bien

b) par un congé payé représentant une fois et demie les heures supplémentaires de travail de l'employé; ce congé doit être accordé dans les quatre semaines qui suivent celle durant laquelle le temps supplémentaire a été fait."

2. Construction tradesmen:

i) In districts of the territorial jurisdiction of the present decree where a decree for construction trades is in force, the occasional construction skilled workers and labourers shall receive the wage rate determined in that decree.

ii) In district where no decree is in force, the workers shall receive the wages of their category computed at the pro rata of the hours worked by the employee.

iii) The wages of the apprentice shall be:

In the districts where a decree relating to the construction trades is in force, the rate determined in that decree.

In districts where no construction trades decree is in force:

- First year: 40%
- Second year: 50%
- Third year: 60%
- Fourth year: 75% of the wage rate of the skilled worker.

3. Other employees:

Remuneration for overtime as established according to the provisions of section VIII is either:

a) time and a half the hourly wage based on the schedule established in this section and the standard working week or day

or

b) a paid holiday equivalent to one and a half time the employee's hours of overtime; such holiday shall be given in the four weeks following that during which overtime has

DISPOSITIONS RELATIVES AUX HEURES DE TRAVAIL

PROVISIONS RESPECTING HOURS OF WORK

Chapter 4, Article VI:

2° Le paragraphe "b" sera remplacé par le suivant:

"b) de 54 heures, réparties en moyenne sur une période de trois semaines pour les infirmiers ou gardiens des malades, les mécaniciens de machines fixes, les chauffeurs, les conducteurs de véhicule-automobile et leurs aides, ainsi que pour ceux qui travaillent comme gardiens, (excepté dans le cas prévu au paragraphe "f" du présent article). Les heures faites par ces salariés au delà de telle semaine normale moyenne doivent être rémunérées à taux simple jusqu'à concurrence d'un maximum de 180 heures par trois (3) semaines et à taux et demi pour toute heure ou fraction d'heure au delà de ces 180 heures;"

3° Le paragraphe "c" sera remplacé par le suivant:

"c) de 54 heures pour les ouvriers spécialisés dans l'usine à vapeur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées à taux simple jusqu'à concurrence de 60 heures et à taux et demi après 60 heures;"

4° Le paragraphe "f" sera remplacé par le suivant:

"f) de 56 heures réparties en moyenne sur une période de trois semaines pour les employés ayant un service de 8 heures et rotatif, exception faite des mécaniciens et des chauffeurs. Toutefois les heures de travail exécutées par ces sala-

Chapter 4, Section VI:

2. Subsection "b" will be replaced by the following:

"b) 54 hours, being an average computed on three (3) weeks of work, for orderlies or patient attendants, stationary enginemen, firemen, motor-vehicle drivers and their helpers, and for those working as watchmen, except as stipulated in subsection "f" of this section. Hours worked by such employees in excess of the standard week shall be paid straight time to the extent of 180 hours in three weeks, and time and a half for any hour or fraction thereof worked in excess of 180 hours";

3. Subsection "c" will be replaced by the following:

"c) 54 hours for skilled workers of the steam generating plant. Overtime hours shall be paid straight time to the extent of 60 hours and time and half after 60 hours";

4. Subsection "f" will be replaced by the following:

"f) 56 hours, being an average computed upon a period of three weeks, for employees on 8-hour rotating shifts, excepting enginemen and firemen. However, the hours worked by these employees in excess of a standard work week of 54 hours

riés au delà d'une semaine normale moyenne de 54 heures doivent être considérées comme travail supplémentaire et rémunérées à taux simple jusqu'à concurrence d'un maximum de 168 heures de travail par trois semaines et à taux et demi pour toute heure ou fraction d'heure de travail au-delà de telle limite d'heures de travail pendant telle période de temps."

5° Le paragraphe "i" suivant sera ajouté:

"i) de 51 heures pour les employés de bureau, les institutrices, les téléphonistes, les préposées aux renseignements, les tailleuses, les couturières, les employées des laboratoires, les buandières et employées des salles de repassage."

Chapitre 5, Article IX:

6° Le sous-paragraphe "v" suivant sera ajouté au paragraphe "a":

"v) aux infirmières régulières, selon entente avec l'employeur, deux (2) jours de congé à l'occasion des Fêtes à être donnés au cours des jours de Fêtes suivants: Noël ou Premier de l'An ou Epiphanie, en plus du congé hebdomadaire prévu au paragraphe "a", sous-paragraphe "i" du présent article."

7° Le paragraphe "e" suivant sera ajouté:

"e) *Congé-maladie*: L'employeur doit rémunérer le salarié masculin ayant une année ou plus de service pour les jours pendant lesquels il est absent de son travail pour cause de maladie, jusqu'à concurrence de six (6) jours par année.

Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit informer l'employeur de sa maladie le plus rapidement possible et se soumettre à un examen médical par un médecin ou une infirmière choisi et payé par l'employeur si ce dernier le juge à propos.

Le salarié doit autoriser son propre médecin à fournir à l'employeur les renseignements nécessaires pour vérifier son état de maladie et le fait qu'elle n'est pas due à l'inconduite."

Article XI: *Vacances*:

8° L'alinéa "iii" suivant sera ajouté au sous-paragraphe 2 du paragraphe "a":

"iii) Après sept (7) ans de service continu pour son employeur, un congé annuel continu payé d'une durée minimum de quatorze (14) jours comportant au moins douze (12) jours ouvrables."

Chapitre 6, Article XII:

9° Le paragraphe "g" suivant sera ajouté:

"g) Une allocation hebdomadaire de \$3.00 doit être accordée à l'infirmière diplômée, employée régulière, à qui l'institution ne peut offrir de chambre dans ses locaux et qui doit loger en conséquence en dehors de l'institution."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 novembre 1950.

28729-0

shall be considered as overtime and paid straight time to the extend of a maximum of 168 hours in three weeks, and time and a half for any hour or fraction thereof worked in excess of such limit, during such period."

5. The following subsection "i" will be added:

"i) 51 hours for office employees, teachers, telephone operators, information clerks, female tailors, seamstresses, laboratory employees, laundresses and pressing room employees."

Chapter 5, Section IX:

6. The following paragraph "v" will be added to subsection "a":

"v) to regular nurses, after agreement with the employer, two (2) days off in the Holidays period to be given on any of the following days: Christmas Day, New Year's Day of Epiphany Day, besides the weekly holiday provided for in subsection "a", paragraph "i" of the present section."

7. The following subsection "e" will be added:

"e) *Illness*: The employer shall pay his male employees with one year or more of service for days of absence due to illness to the extent of six (6) days per year.

To be entitled to that remuneration, the employee shall notify the employer of his illness as soon as possible and undergo a medical examination by a doctor or a nurse chosen and paid by the employer if the latter deems such examination advisable.

The employee shall authorize his own doctor to give all necessary information to the employer in order to verify the nature of his illness and the fact that it is not due to misbehaviour."

Section XI: *Vacation*:

8. The following sub-paragraph "iii" will be added to paragraph 2 of subsection "a":

"iii. After seven (7) years of continuous service for his employer, a continuous annual vacation with pay of at least fourteen (14) days including at least twelve (12) working days."

Chapter 6, Section XII:

9. The following subsection "g" will be added:

"g) A weekly allowance of \$3.00 shall be granted to certificated nurses and regular female employees to whom the institution can not offer a room within the establishment and who, therefore, must live outside."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 11, 1950.

28729-0

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux prescriptions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 8 novembre 1950, a accordé à Me Yves Belzile, notaire demeurant et exerçant à Rimouski, district judiciaire de Rimouski, la transmission des minutes, répertoire

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 8th of November 1950, has granted to Me Yves Belzile, Notary residing and practising at Rimouski, Judicial District of Rimouski, the transfer of the minutes, repertory

et index de Me Gleason Belzile et Me L. de G. Belzile, notaires décédés.

Montréal, 11 novembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier
de la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

28735-o

and index of Me Gleason Belzile and Me L. de G. Belzile, deceased Notaries.

Montreal, November 11th, 1950.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer
of the Board of Notaries.

28735-o

Avis est par le présent donné, conformément aux prescriptions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 8 novembre 1950, a accordé à Me Albert Noël, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Joseph Boileau, notaire décédé.

Montréal, 11 novembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier
de la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

28736-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 8th of November 1950, has granted to Me Albert Noël, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Joseph Boileau, deceased Notary.

Montreal, November 11th, 1950.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer
of the Board of Notaries.

28736-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 8 novembre 1950, a accordé à Me Denys Pelletier, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Dominique Pelletier, notaire décédé.

Montréal, 11 novembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier
de la Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

28737-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal, on the 8th of November 1950, has granted to Me Denys Pelletier, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Dominique Pelletier, deceased Notary.

Montreal, November 11th, 1950.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer
of the Board of Notaries.

28737-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Moreault	Raymond	22	Rimouski	Séminaire de Rimouski.

Rimouski, le 26 octobre 1950 — Rimouski, October 26, 1950.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of the Lowest Saint Lawrence.

28692-44-2-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Daviault	Pierré	21	Ottawa	Université d'Ottawa.

Hull, le 31 octobre 1950 — Hull, October 31, 1950.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
R. MILLER WALLACE,
Secretary of the Bar of Hull.

28692-44-2-o

Liquidations, avis de

Windings up Notices

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de l'article 9 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, ch. 278), les actionnaires de la "Blake Chibougamau Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle) dûment constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 3 juillet 1929, et faisant affaires dans les cité et district de Québec (s/d MM. Chartré, Samson, Beauvais, Gauthier & Cie, 71 rue St-Pierre, Québec) ont passé une résolution pourvoyant à la liquidation et la dissolution de ladite compagnie, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, ch. 278).

Ladite résolution a été passée le 18 octobre 1950, par le vote unanime des actionnaires présents et représentant 1,838,829 actions du capital actions de la compagnie à même les 2,217,108 actions émises de la compagnie, à une assemblée générale spéciale tenue dans ce but.

MM. Léon Côté, C.A., Maurice Samson, C.A., et Jean F. Grenon, I.C. tous trois des cité et district de Québec, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28710 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu des dispositions de l'article 9 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, ch. 278), les actionnaires de la "Northern Investment & Mining Company" (Libre de responsabilité personnelle) dûment constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes, en date du 5 juin, 1928, et faisant affaires dans les cité et district de Québec (s/d MM. Chartré, Samson, Beauvais, Gauthier & Cie) 71 rue St-Pierre, Québec) ont passé une résolution pourvoyant à la liquidation et la dissolution de ladite compagnie en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, ch. 278).

Ladite résolution a été passée le 18 octobre 1950, par le vote unanime des actionnaires présents et représentant 510 actions du capital actions de la compagnie, à même les 610 actions émises de la compagnie, à une assemblée générale spéciale tenue dans ce but.

MM. Léon Côté, C.A., Maurice Samson, C.A., et Jean F. Grenon, I.C., tous trois des cité et district de Québec, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
28711 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des sociétaires de "La Syndicale, Société Coopérative de Consommation du Syndicat National Catholique des E.P.P.D. Inc.", tenue à Donnacona le 4 juin 1950, une résolution a été adoptée à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement et que celle-ci

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of Section 9 of the Winding-Up Act (R.S.Q. 1941, Ch. 278), the Shareholders of "Blake Chibougamau Mining Corporation" (No Personal Liability), duly incorporated under the Quebec Mining Companies Act, by letters Patent dated July 3rd 1929, and carrying on business in the City and District of Quebec (c/o Messrs. Chartré, Samson, Beauvais, Gauthier & Co., 71 St. Peter Street, Quebec), have passed a resolution to wind-up and dissolve the said Company under the provisions of the Winding-up Act (R.S.Q. 1941, Ch. 278).

The said resolution was passed on the 18th day of October, 1950, by the unanimous vote of the Shareholders present and representing 1,838,829 shares of the capital stock of the company out of 2,217,108 issued shares of the Company, at a Special General Meeting held for the purpose.

Messrs. Léon Côté, C.A., Maurice Samson, C.A. and Jean-F. Grenon, C.E., all three of the City and District of Quebec, were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary this 6th day of November, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28710-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of Section 9 of the Winding-Up Act (R.S.Q. 1941, Ch. 278), the shareholders of "Northern Investment & Mining Company" (No Personal Liability), duly incorporated under the Quebec Mining Companies Act, by Letters Patent dated June 5th, 1928, and carrying on business in the City and District of Quebec (c/o Messrs. Chartré, Samson, Beauvais, Gauthier & Co., 71 St. Peter Street, Quebec), have passed a resolution to wind-up and dissolve the said Company under the provisions of the Winding-Up Act (R.S.Q. 1941, Ch. 278).

The said resolution was passed on the 18th day of October 1950, by the unanimous vote of the Shareholders present and representing 510 shares of the capital stock of the Company out of 610 issued shares of the Company, at a Special General Meeting held for the purpose.

Messrs. Léon Côté, C.A., Maurice Samson, C.A. and Jean-F. Grenon, C.E., all three of the City and District of Quebec, were appointed liquidators.

Notice is given at the Office of the Provincial Secretary this 6th day of November, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28711-o Under-Secretary of the Province.

Notice is given that at a general meeting of the associates of "La Syndicale, Société Coopérative de Consommation du Syndicat National Catholique des E.P.P.D. Inc.", held at Donnacona on the 4th of June, 1950, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound up and that it be dissolved,

soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social et de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et que, à ces fins, MM. Raoul Royer, Alonzo Leclerc et Maurice-O. Pleau, tous trois de Donnacona, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la province,
28712-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada, Province de Québec, District de St-François, Bedford N° 104, dans la Cour Supérieure (Loi de la Liquidation volontaire des compagnies à fonds social).

Dans l'affaire de : Hodge Motors Limited, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec Canada, en liquidation.

Avis est donné par les présentes qu'en vertu d'un ordre de l'honorable Juge M. Wm Mitchell, l'un des juges de la Cour supérieure pour le district de St-François, une assemblée des créanciers contributaires et actionnaires de la compagnie ci-dessus mentionnée, sera tenue devant le Protonotaire de la Cour supérieure, au palais de justice en la cité, de Sherbrooke, le 16ème jour de novembre 1950, à 2 heures de l'après-midi, pour la nomination d'un liquidateur permanent et d'inspecteurs, et que les créanciers qui y voteront devront fournir des réclamations assermentées entre les mains de leurs procureurs et du protonotaire, au palais de justice en la cité de Sherbrooke, ou au soussigné le Liquidateur provisoire.

Daté à Sherbrooke, Québec, le 6ème jour de novembre 1950.

Le Liquidateur provisoire,
G. S. SHARPE, A.P.A.

Bureau de: G. S. Sharpe,
Chambre 6,
66 rue Wellington Nord,
Sherbrooke, Que.

28751

pursuant to the provisions of the Winding-up Act and the Quebec Cooperative Syndicats Act, and that, for such purposes, Messrs. Raoul Royer, Alonzo Leclerc and Maurice O. Pleau, all three of Donnacona, were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
28712 Under Secretary of the Province.

Canada, Province of Quebec, District of St-Francois, Bedford No. 104, in the Superior Court (Under the Winding Up Act).

In the matter of: Hodge Motors Limited, a Body Politic and Corporate, having its Head Office and principal place of business in the City of Sherbrooke, in the Province of Quebec, Canada, in liquidation.

Notice is hereby given that, in accordance with an order by the Honourable Justice, Mr. Wm. Mitchell, one of the Judges, of the Superior Court, for the district of St-Francois, a meeting of the Creditors, Contributory and Shareholders of the above mentioned Company, will be held before the Prothonotary of the Superior Court, at the Court House, in the City of Sherbrooke, on the 16th., day of November, 1950, at the hour of 2 o'clock, in the afternoon for the appointment of a permanent liquidator and inspectors, and that creditors voting thereat are required to file sworn claims with proxies with the Prothonotary at the Court House, in the City of Sherbrooke, or with the undersigned Provisional Liquidator.

Dated at Sherbrooke, Quebec, this 6th., day of November 1950.

G. S. SHARPE, A.P.A.,
Provisional Liquidator.

Office of: G. S. Sharpe,
Room 6,
66 Wellington St., North,
Sherbrooke, Que.

28751-o

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, District des Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 9920. Wilson & Lafleur, demanderesse, vs Murray Warren, défendeur, et Charles-Edouard Lambert, opposant.

APPEL DES CRÉANCIERS

Trois-Rivières, le vingt-cinquième jour d'octobre, mil neuf cent cinquante.

Sur ordre de l'Honorable Juge J.-Émile Ferron, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Murray Warren, de la cité de Shawinigan Falls, district des Trois-Rivières, défendeur, les créanciers dudit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au Bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Trois-Rivières, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

Le Protonotaire,
LÉON LAMOTHE.

28717-45-2-o

Rule of Court

Canada, province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 9920. Wilson & Lafleur, plaintiff; vs Murray Warren, defendant; and Charles Edouard Lambert, opponent.

NOTICE TO CREDITORS

Trois-Rivières, this twenty-fifth day of October, one thousand nine hundred and fifty.

By order of the Honourable Justice J. Émile Ferron, rendered this day, seeing the allegation of insolvency of the said Murray Warren, of the city of Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières, defendant, the creditors of the said defendant, who have not as yet filed their claims, are now called upon to do so in this case, at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the said district, at Trois-Rivières, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to Articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

LÉON LAMOTHE,
Prothonotary.

28717-45-2

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,
L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de Saint-Raymond, comté de Portneuf, soit détaché et annexé à la municipalité de Saint-Léonard de Portneuf, dans le comté municipal de Portneuf.

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de Saint-Raymond, une population de plus de trois cents âmes.

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1150, en date du 19 octobre 1950, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Colbert, comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et à venir, une partie non divisée dudit canton ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau, ou partie d'iceux, le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparant le canton de Colbert de la seigneurie de Perthuis avec la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton de Colbert; de là, dans le canton de Colbert, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres: ladite ligne séparative des rangs VIII et IX et son prolongement vers le nord-est jusqu'au prolongement vers le nord-ouest de la ligne séparative des lots 15 et 16 du rang V; ce dernier prolongement; la ligne nord-ouest du rang V en allant vers le sud-ouest et enfin la ligne séparant le canton de Colbert de la seigneurie de Perthuis en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ; lequel territoire sera détaché de la municipalité de Saint-Raymond et sera annexé à la municipalité de Saint-Léonard de Portneuf, telle annexion devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS a petition has been presented to us requesting that a certain territory of the municipality of Saint-Raymond, county of Portneuf, be detached and annexed to the municipality of Saint-Léonard de Portneuf, in the municipal county of Portneuf.

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled, and that there will remain, after such annexation, to the municipality of Saint-Raymond, a population of more than three hundred souls.

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order bearing number 1150, dated the 19th day of October, 1950, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Colbert, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, an undivided part of the said township and also the roads, railway rights of way, rivers, lakes, watercourses or parts of same, enclosed within the following boundaries, namely: Starting from the point of intersection of the line separating the township Colbert from the Perthuis Seigneurie with the division line of ranges VIII and IX of the township Colbert; thence, in the township of Colbert, passing by the following lines and demarcations successively: the said division line of ranges VIII and IX and its prolongation northeastward as far as the prolongation northwestward of the division line of lots 15 and 16 of range V; this latter prolongation; the northwest line of range V running southwestward and finally the line separating the township of Colbert from the Perthuis Seigneurie running northwestward to the starting point; the said territory to be detached from the municipality of Saint-Raymond and to be annexed to the municipality of Saint-Léonard de Portneuf, such annexation to become effective as from the first of January following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

28748-o

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que, l'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 31, intitulée "Loi concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales", décrète que ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

ATTENDU que l'article 10 de la Loi 14 George VI, chapitre 24, intitulée "Loi modifiant la Loi de la curatelle publique" décrète que les articles 1, 2, 3, 4 et 8 entreront en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu de fixer au 15 novembre 1950, la date de la mise en vigueur de la Loi 14 George VI, chapitre 31, intitulée "Loi concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales" et des articles 1, 2, 3, 4 et 8 de la loi 14 George VI, chapitre 24, intitulée "Loi modifiant la loi de la curatelle publique".

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 1188 du 2 novembre 1950, et conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales (14 George VI, chapitre 31) et de l'article 10 de la Loi modifiant la Loi de la curatelle publique (14 George VI, chapitre 24), Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de la loi 14 George VI, chapitre 31, intitulée "Loi concernant les hôpitaux pour le traitement des maladies mentales" et des articles 1, 2, 3, 4 et 8 de la Loi 14, George VI, chapitre 24, intitulée "Loi modifiant la loi de la curatelle publique" soit fixée au 15 novembre 1950.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty and the fourteenth year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

28748

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS section 4 of the Act 14 George VI, chapter 31, intituled "An Act respecting hospitals for the treatment of mental diseases", enacts that the said Act shall come into force on such date as it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation.

WHEREAS section 10 of the Act 14 George VI, chapter 24, intituled "An Act to amend the Public Curatorship Act", enacts that sections 1, 2, 3, 4 and 8 will come into force on such date as it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix;

WHEREAS it is now expedient to fix to the 15th day of November, 1950, the date of the coming into force of the Act 14 George VI, chapter 31, intituled "An Act respecting hospitals for the treatment of mental diseases" and sections 1, 2, 3, 4 and 8 of the Act 14 George VI, chapter 24, intituled "An Act to amend the Public Curatorship Act".

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in the Order in Council No. 1188 of the 2nd of November, 1950, and pursuant to the provisions of section 4 of the Act respecting hospitals for the treatment of mental diseases (14 George VI, chapter 31), and section 10 of the Act amending the Public Curatorship Act (14 George VI, chapter 24), We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the coming into force of the act 14 George VI, chapter 31, intituled "An Act respecting hospitals for the treatment of mental diseases" and sections 1, 2, 3, 4 and 8 of the Act 14 George VI, chapter 24, intituled "An Act to amend the Public Curatorship Act" be fixed to the 15th day of November, 1950.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce septième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

28727-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX
GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUR:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément au paragraphe IA de l'article 3 de la Loi 21 George VI, chapitre 104, un plan et un livre de renvoi révisés relativement à une partie de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la ville de Matane, division d'enregistrement de Matane;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi révisés font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Matane.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 1084, en date du 4 octobre 1950, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil, et du paragraphe IA de l'article 3 de la Loi 21 George VI, chapitre 104;

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi révisés mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 3, paragraphe c, de la Loi modifiant les articles 2174A et 2175 du Code civil (21 George VI, chapitre 104) deviendront en vigueur relativement à cette partie de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la ville de Matane, division d'enregistrement de Matane.

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plan et livre de

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this seventh day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty, and the fourteenth year of Our Reign.

By command,

28727 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX
GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared under his direction, in conformity with paragraph IA of section 3 of the Act 21 George VI, chapter 104, a revised plan and book of reference respecting a part of the parish of Saint-Jérôme de Matane, comprised within the limits of the Town of Matane, Registration Division of Matane;

WHEREAS said revised plan and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests and that an exact copy thereof was fixed in the office of the Registration Division of Matane;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 1084, bearing date October 4, 1950, and in conformity with the provisions of articles 2174 and 2174A of the Civil Code, and of paragraph IA of section 3 of the Act 21 George VI, chapter 104;

We give notice of the filing of said revised plan and book of reference hereinabove mentioned in the Office of the Registration Division to which it belongs, which is hereinabove mentioned, and

We fix to the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of section 3, paragraph c of the Act, amending articles 2174A and 2175 of the Civil Code (21 George VI, chapter 104) shall come into force, respecting that part of the parish of Saint-Jérôme de Matane, comprised within the limits of the town of Matane, Registration Division of Matane.

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority conferred by the Act, to renew within the year following the date, hereinabove fixed, any hypothecs particularly affecting any of the lots on the plan and in the

renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèles et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la province,
28728-o JEAN BRUCHÉSI.

book of reference and not comprising the hypothecs affecting the whole of the subdivided land.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Parent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable GASPARD The Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty and the fourteenth year of our Reign.

By command.
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS DU SIÈGE SOCIAL

Avis est donné par les présentes que la compagnie "Austin Sales & Service Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes de Québec, en date du 19 janvier 1949, et ayant son siège social à Montréal, Qué., a établi son bureau au n° 949 avenue Atwater, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 6 novembre 1950.
Le Président,
28713 W. T. HAMILTON.

GLENLEA GOLF CLUB LIMITED

Avis est donné par les présentes que la compagnie "Glenlea Golf Club Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 22 septembre 1950, et ayant son siège social dans le canton de Hull, a établi son siège social sur la route Aylmer, dans ledit canton.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par le club comme étant son siège social.

Daté à Hull, P.Q. ce 4e jour de novembre 1950.
Le Secrétaire,
28720 W. L. STEWART.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE NOTRE-DAME-DES-BOIS-DE-CHESHAM (FRONTENAC)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné,

Head Offices

NOTICE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Austin Sales & Service Ltd.", incorporated by Quebec Letters Patent on the 19th day of January, 1949, and having its head Office at Montreal, Que., has established its office at No. 949 Atwater Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal this 6th day of November, 1950.
W. T. HAMILTON,
President.

GLENLEA GOLF CLUB LIMITED

Notice is hereby given that "Glenlea Golf Club Limited" incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec bearing date the 22nd day of September 1950 and having its head office at the Township of Hull has established its head office on the Aylmer Road in said Township.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Club as being its head office.

Dated at Hull, P.Q. this 4th day of November, 1950.
W. L. STEWART,
Secretary.

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF NOTRE-DAME-DES-BOIS-DE-CHESHAM (FRONTEAC)

Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Charles E. Valence, secre-

Charles-E. Valence, secrétaire-trésorier, Notre-Dame-des-Bois, comté de Frontenac, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 29 novembre 1950, pour l'achat de \$50,000.00 d'obligations de la commission scolaire de Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, comté de Frontenac, datées du 1er octobre 1950 et remboursables par séries du 1er octobre 1951 au 1er octobre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

tary-treasurer, Notre-Dame-des-Bois, county of Frontenac, up to eight o'clock in the evening, Wednesday, the 29th day of November, 1950, for the purchase of \$50,000.00 of bonds of the school commission of Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, county of Frontenac, dated the 1st of October, 1950, and redeemable serially from the 1st of October, 1951 to the 1st of October, 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$50,000.00 — 20 ans

Table of redemption — \$50,000.00 — 20 years

Année	Capital	Year	Capital
1er octobre 1951.	\$ x7,500.00	October 1st, 1951	\$ 7,500.00
1er octobre 1952.	x8,000.00	October 1st, 1952	x8,000.00
1er octobre 1953.	x8,000.00	October 1st, 1953	x8,000.00
1er octobre 1954.	x8,500.00	October 1st, 1954	x8,500.00
1er octobre 1955.	1,000.00	October 1st, 1955	1,000.00
1er octobre 1956.	1,000.00	October 1st, 1956	1,000.00
1er octobre 1957.	1,000.00	October 1st, 1957	1,000.00
1er octobre 1958.	1,000.00	October 1st, 1958	1,000.00
1er octobre 1959.	1,000.00	October 1st, 1959	1,000.00
1er octobre 1960.	1,000.00	October 1st, 1960	1,000.00
1er octobre 1961.	1,000.00	October 1st, 1961	1,000.00
1er octobre 1962.	1,000.00	October 1st, 1962	1,000.00
1er octobre 1963.	1,000.00	October 1st, 1963	1,000.00
1er octobre 1964.	1,000.00	October 1st, 1964	1,000.00
1er octobre 1965.	1,000.00	October 1st, 1965	1,000.00
1er octobre 1966.	1,000.00	October 1st, 1966	1,000.00
1er octobre 1967.	1,500.00	October 1st, 1967	1,500.00
1er octobre 1968.	1,500.00	October 1st, 1968	1,500.00
1er octobre 1969.	1,500.00	October 1st, 1969	1,500.00
1er octobre 1970.	1,500.00	October 1st, 1970	1,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$31,484.00 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en quatre versements annuels de \$7,871.00 seront reçus et appliqués au Service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$31,484 granted by the Provincial Secretary and payable in four annual instalments of \$7,871.00 will be received and applied to the use of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque mentionnée dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Mégantic.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Mégantic.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham qui sera tenue mercredi, le 29 novembre 1950, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners of Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, to be held on Wednesday, the 29th day of November, 1950, at eight o'clock in the evening, in the office of the Secretary.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, comté de Frontenac, ce 7 novembre 1950.

Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, County of Frontenac, this 7th day of November, 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
CHARLES-E. VALENCE,
Notre-Dame-des-Bois,
Cté Frontenac.

CHARLES E. VALENCE,
Secretary-Treasurer,
Notre-Dame-des-Bois,
County Frontenac.

Province de Québec

VILLE DE BERTHIERVILLE
(Comté de Berthier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert Tellier, sec.-trés., Hôtel-de-ville, Place du Marché, Berthierville jusqu'à 8 heures p.m. lundi le 27 novembre 1950, pour l'achat de \$67,000.00 d'obligations de la ville datées du 1er décembre 1950 et remboursables par séries du 1er décembre 1951 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$67,000—20 ans

Année	Capital
1er décembre 1951.	\$2,500.00
1er décembre 1952.	2,500.00
1er décembre 1953.	2,500.00
1er décembre 1954.	2,500.00
1er décembre 1955.	3,000.00
1er décembre 1956.	3,000.00
1er décembre 1957.	3,000.00
1er décembre 1958.	3,000.00
1er décembre 1959.	3,000.00
1er décembre 1960.	3,500.00
1er décembre 1961.	3,500.00
1er décembre 1962.	3,500.00
1er décembre 1963.	3,500.00
1er décembre 1964.	3,500.00
1er décembre 1965.	3,500.00
1er décembre 1966.	4,000.00
1er décembre 1967.	4,000.00
1er décembre 1968.	4,000.00
1er décembre 1969.	4,500.00
1er décembre 1970.	4,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Berthierville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du conseil de Berthierville, qui sera tenue lundi le 27 novembre 1950 à 8 heures p.m., à l'hôtel-de-Ville, Place du Marché, Berthierville.

Le conseil de Berthierville se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Berthierville (Comté de Berthier), ce 8ième jour de novembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT TELLIER,
Hôte-de-Ville, Place du Marché,
Berthierville (Berthier).

Province of Quebec

TOWN OF BERTHIERVILLE
(County of Berthier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert Tellier, sec.-treas., at the Town-Hall of the Town of Berthierville, Market Place, Berthierville, until 8 o'clock p.m. on Monday, November 27th 1950, for the purchase of an issue of \$67,000 of bonds of the Town of Berthierville, dated December 1st, 1950 and redeemable serially from December 1st, 1951, to December 1st, 1970 inclusively with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tables of redemption — \$67,000 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1951.	\$2,500.00
December 1st, 1952.	2,500.00
December 1st, 1953.	2,500.00
December 1st, 1954.	2,500.00
December 1st, 1955.	3,000.00
December 1st, 1956.	3,000.00
December 1st, 1957.	3,000.00
December 1st, 1958.	3,000.00
December 1st, 1959.	3,000.00
December 1st, 1960.	3,500.00
December 1st, 1961.	3,500.00
December 1st, 1962.	3,500.00
December 1st, 1963.	3,500.00
December 1st, 1964.	3,500.00
December 1st, 1965.	3,500.00
December 1st, 1966.	4,000.00
December 1st, 1967.	4,000.00
December 1st, 1968.	4,000.00
December 1st, 1969.	4,500.00
December 1st, 1970.	4,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, Quebec or in Berthierville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at the special meeting of the Council of the Town of Berthierville, to be held on the Monday 27th day of the month of November, 1950, at 8 o'clock p.m., at the Town-Hall, Market Place, Berthierville.

The Council of the Town of Berthierville does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Berthierville (County of Berthier), this 8th of November 1950.

ALBERT TELLIER,
Secretary-Treasurer,
Town-Hall, Market Place,
Berthierville (Berthier).

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LA CITÉ
DE DRUMMONDVILLE
(Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, monsieur Marcel Marier, 224 rue Heriot, Drummondville, jusqu'à 4 heures p.m., mercredi le 29 novembre, 1950, pour l'achat de \$150,000.00 d'obligations de la Commission scolaire Catholique de la Cité de Drummondville, datées du 1er janvier 1951 et remboursables par séries du 1er janvier 1952 au 1er janv. 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année, Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$150,000. — 15 ans

Année	Capital
1er janvier 1952	x\$18,500.00
1er janvier 1953	x 19,500.00
1er janvier 1954	x 20,000.00
1er janvier 1955	6,500.00
1er janvier 1956	6,500.00
1er janvier 1957	6,500.00
1er janvier 1958	7,000.00
1er janvier 1959	7,000.00
1er janvier 1960	7,500.00
1er janvier 1961	7,500.00
1er janvier 1962	8,000.00
1er janvier 1963	8,500.00
1er janvier 1964	8,500.00
1er janvier 1965	9,000.00
1er janvier 1966	9,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$43,333.33 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$14,444 et un versement de \$14,445.33, de 1951 à 1953 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Drummondville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles de la Cité de Drummondville tenue mercredi, le 29 novembre 1950, à 4 heures p.m.,

Les commissaires d'écoles de la Cité de Drummondville se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville (Comté de Drummond), ce 9 novembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL MARIER,
224, rue Heriot,
Drummondville.

Province of Quebec

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE CITY OF
DRUMMONDVILLE
(Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mr. Marcel Marier, 224 Heriot street, Drummondville, up to four o'clock in the afternoon, Wednesday, the 28th day of November, 1950, for the purchase of \$150,000 of bonds of the Catholic School Commission of the City of Drummondville, dated the 1st of January, 1951, and redeemable serially from the 1st of January, 1952, to the 1st of January, 1966 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Fedemption — \$150,000. — 15 years

Year	Capital
1st January 1952	x\$18,050.00
1st January 1953	x 19,500.00
1st January 1954	x 20,000.00
1st January 1955	6,500.00
1st January 1956	6,500.00
1st January 1957	6,500.00
1st January 1958	7,000.00
1st January 1959	7,000.00
1st January 1960	7,500.00
1st January 1961	7,500.00
1st January 1962	8,000.00
1st January 1963	8,500.00
1st January 1964	8,500.00
1st January 1965	9,000.00
1st January 1966	9,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$43,333.33 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$14,444 and one instalment of \$14,445.33, from 1951 to 1953 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Drummondville.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners of the City of Drummondville, to be held on Wednesday, the 29th day of November, 1950, at 4 o'clock in the afternoon.

The Schol Commissioners of the City of Drummondville do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Drummondville, county of Drummond, this 9th day of November, 1950.

MARCEL MARIER,
Secretary-Treasurer,
224, Heriot street,
Drummondville.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-MARCEL
(L'ISLET)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, M. Pierre Morin, fils, secrétaire-trésorier, Saint-Marcel, comté de l'Islet, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi le 27 novembre 1950, pour l'achat de \$53,000 d'obligations de la Commission Scolaire de Saint-Marcel, comté de l'Islet, datées du 1er novembre 1950 et remboursables par séries du 1er novembre 1951 au 1er novembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement le 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$53,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1951 x	\$14,000.00
1er novembre 1952 x	14,500.00
1er novembre 1953	1,000.00
1er novembre 1954	1,000.00
1er novembre 1955	1,000.00
1er novembre 1956	1,000.00
1er novembre 1957	1,000.00
1er novembre 1958	1,000.00
1er novembre 1959	1,000.00
1er novembre 1960	1,500.00
1er novembre 1961	1,500.00
1er novembre 1962	1,500.00
1er novembre 1963	1,500.00
1er novembre 1964	1,500.00
1er novembre 1965	1,500.00
1er novembre 1966	1,500.00
1er novembre 1967	1,500.00
1er novembre 1968	1,500.00
1er novembre 1969	2,000.00
1er novembre 1970	2,000.00

Ces x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$28,020, accordé par le Secrétaire de la Province et payable en deux versements de \$14,010 en 1951 et 1952, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à l'Islet.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles de Saint-Marcel qui sera tenue lundi le 27 novembre 1950, à 7.30 heures p.m., au bureau du secrétaire.

Les commissaires d'écoles se réservant le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Marcel (comté de l'Islet), ce 6 novembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE MORIN, fils,
Saint-Marcel,
(L'Islet) P.Q.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF SAINT-MARCEL
(L'ISLET)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mr. Pierre Morin, Jr., secretary-treasurer, Saint-Marcel, county of l'Islet, up to 7.30 o'clock in the evening, Monday, the 27th day of November, 1950, for the purchase of \$53,000 of bonds of the school commission of Saint-Marcel, county of l'Islet, dated the 1st of November, 1950, and redeemable serially from the 1st of November, 1951 to the 1st of November 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$53,000 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1951 x	\$14,000.00
November 1st, 1952 x	14,500.00
November 1st, 1953	1,000.00
November 1st, 1954	1,000.00
November 1st, 1955	1,000.00
November 1st, 1956	1,000.00
November 1st, 1957	1,000.00
November 1st, 1958	1,000.00
November 1st, 1959	1,000.00
November 1st, 1960	1,500.00
November 1st, 1961	1,500.00
November 1st, 1962	1,500.00
November 1st, 1963	1,500.00
November 1st, 1964	1,500.00
November 1st, 1965	1,500.00
November 1st, 1966	1,500.00
November 1st, 1967	1,500.00
November 1st, 1968	1,500.00
November 1st, 1969	2,000.00
November 1st, 1970	2,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$28,020 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$14,010 in 1951 and 1952, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at l'Islet.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners of Saint-Marcel, to be held on Monday, the 27th day of November, 1950, at 7.30 o'clock in the evening, in the office of the Secretary.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders. Saint-Marcel (county of l'Islet), this 6th day of November, 1950.

PIERRE MORIN, Jr.,
Secretary-Treasurer,
Saint-Marcel,
(L'Islet) P.Q.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE
LA VILLE DE DOLBEAU
(COMTÉ DE ROBERVAL)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, D. Lefebvre, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Dolbeau, jusqu'à 7.30 heures de l'après-midi, pour l'achat de \$475,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de Dolbeau, datées du 1er octobre 1950 et remboursables par séries du 1er octobre 1951 au 1er octobre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$475,000—20 ans

Année	Capital
1er octobre 1951.....(x)	\$29,000
1er octobre 1952.....(x)	30,000
1er octobre 1953.....(x)	31,000
1er octobre 1954.....(x)	32,000
1er octobre 1955.....(x)	34,000
1er octobre 1956.....(x)	35,000
1er octobre 1957.....(x)	36,000
1er octobre 1958.....(x)	37,000
1er octobre 1959.....(x)	39,000
1er octobre 1960.....(x)	40,000
1er octobre 1961.....	13,000
1er octobre 1962.....	13,000
1er octobre 1963.....	13,000
1er octobre 1964.....	13,000
1er octobre 1965.....	13,000
1er octobre 1966.....	13,000
1er octobre 1967.....	14,000
1er octobre 1968.....	14,000
1er octobre 1969.....	13,000
1er octobre 1970.....	13,000

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$284,376.00 accordé par le secrétaire de la Province et payable en dix versements annuels égaux de \$28,437.60 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, à Dolbeau.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire de la ville de Dolbeau qui sera tenue lundi, le 27 novembre 1950, à 7.30 heures p.m., au bureau de l'Hôtel de ville de Dolbeau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF
THE TOWN OF DOLBEAU
(COUNTY OF ROBERVAL)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the under signed D. Lefebvre, Secretary-treasurer, Town Hall, Dolbeau, until 7.30 o'clock P.M. for the purchase of an issue of \$475,000.00 of bonds of the School Commission of the Town of Dolbeau, dated October 1st, 1950 and redeemable serially from October 1st, 1951 to October 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of April and on the 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$475,000.00—20 years

Year	Capital
October 1st, 1951.....(x)	\$29,000.00
October 1st, 1952.....(x)	30,000.00
October 1st, 1953.....(x)	31,000.00
October 1st, 1954.....(x)	32,000.00
October 1st, 1955.....(x)	34,000.00
October 1st, 1956.....(x)	35,000.00
October 1st, 1957.....(x)	36,000.00
October 1st, 1958.....(x)	37,000.00
October 1st, 1959.....(x)	39,000.00
October 1st, 1960.....(x)	40,000.00
October 1st, 1961.....	13,000.00
October 1st, 1962.....	13,000.00
October 1st, 1963.....	13,000.00
October 1st, 1964.....	13,000.00
October 1st, 1965.....	13,000.00
October 1st, 1966.....	13,000.00
October 1st, 1967.....	14,000.00
October 1st, 1968.....	14,000.00
October 1st, 1969.....	13,000.00
October 1st, 1970.....	13,000.00

The letters x indicate the year during which annual payments of a total grant of \$284,376.00 granted by the Provincial Secretary, and payable in ten equal annual instalments of \$28,437.60 each, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, Dolbeau.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order or maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commission of Dolbeau to be held on the 27th, day of the month of November 1950, at 7.30 o'clock p.m., at Town Hall at Dolbeau.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Dolbeau, (Comté de Roberval), ce 3 novembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
D. LEFEBVRE.

Hôtel de Ville,
Dolbeau (comté de Roberval).

28714-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-TITE VILLAGE
(COMTÉ DE CHAMPLAIN)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jean Louis Cloutier, secrétaire-trésorier, St-Tite, comté de Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 28 novembre 1950, pour l'achat de \$305,000 d'obligations de la commission scolaire de St-Tite Village, datées du 1er décembre 1950 et remboursables par séries du 1er décembre 1951 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$305,000.00—20 ans

Année	Capital
1er décembre 1951	x \$17,000
1er décembre 1952	x 17,500
1er décembre 1953	x 18,000
1er décembre 1954	x 19,000
1er décembre 1955	x 19,500
1er décembre 1956	x 20,000
1er décembre 1957	x 21,000
1er décembre 1958	x 21,500
1er décembre 1959	x 22,000
1er décembre 1960	x 23,000
1er décembre 1961	3,500
1er décembre 1962	4,000
1er décembre 1963	4,000
1er décembre 1964	4,000
1er décembre 1965	4,500
1er décembre 1966	4,500
1er décembre 1967	4,500
1er décembre 1968	5,000
1er décembre 1969	5,000
1er décembre 1970	67,500

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$198,130.60, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$19,813.06 chacun, de 1951 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Tite, comté de Champlain.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire qui sera

Dolbeau (County of Roberval), this November 3rd, 1950.

D. LEFEBVRE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Dolbeau (County of Roberval).

28714-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF ST-TITE VILLAGE
(COUNTY OF CHAMPLAIN)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean Louis Cloutier, secretary-treasurer, St-Tite, county of Champlain, up to 8 o'clock p.m., Tuesday, the 28th day of november, 1950, for the purchase of \$305,000.00 of bonds of the School Commission of the St-Tite Village, dated the 1st of December, 1950, and redeemable serially from the 1st December 1951 to the 1st December 1970 inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$305,000.00—20 years

Year	Capital
December 1st, 1951	x \$17,000.00
December 1st, 1952	x 17,500.00
December 1st, 1953	x 18,000.00
December 1st, 1954	x 19,000.00
December 1st, 1955	x 19,500.00
December 1st, 1956	x 20,000.00
December 1st, 1957	x 21,000.00
December 1st, 1958	x 21,500.00
December 1st, 1959	x 22,000.00
December 1st, 1960	x 23,000.00
December 1st, 1961	3,500.00
December 1st, 1962	4,000.00
December 1st, 1963	4,000.00
December 1st, 1964	4,000.00
December 1st, 1965	4,500.00
December 1st, 1966	4,500.00
December 1st, 1967	4,500.00
December 1st, 1968	5,000.00
December 1st, 1969	5,000.00
December 1st, 1970	67,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a grant to the total amount of \$198,130.60 from the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$19,813.06 each, from 1951 to 1960 inclusive, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at St-Tite, county of Champlain.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reserve order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commission to be held on

tenue mardi le 28 novembre 1950, à 8 heures p.m., à l'Académie des Frères de St-Gabriel, St-Tite.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Tite, (Comté de Champlain), ce 6ème jour de novembre 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-LOUIS CLOUTIER,

St-Tite,

28721-o

comté de Champlain, Qué.

Tuesday the 28th of November, 1950, at 8 o'clock p.m., at the St. Gabriel's Brothers Academy, St-Tite.

The commissionners not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Tite, (County of Champlain), this 6th day of november, 1950.

JEAN LOUIS CLOUTIER,
Secretary-Treasurer,

St-Tite,

28721-o

County of Champlain, Que.

Ventes — Loi de faillite

Canada Province de Québec, District de Montreal, N° 103. Cour Supérieure "En Faillite"

Dans l'affaire de: Companion Construction Company Limited, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les Cité et District de Montréal. En Faillite.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

DÉSIGNATION

1. Un emplacement ayant front sur la rue Mazarin à Montréal, mesurant quarante pieds et huit pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-huit pieds et quatre pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro huit cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-894) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-treize de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-893-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec la maison en construction y érigée portant le N° 6670 de la dite rue Mazarin.

2. Un emplacement à Montréal, ayant front sur la rue Mazarin, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-huit pieds et quatre pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-sept pieds et six pouces de profondeur dans sa ligne nord-ouest et composé;

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-treize de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-893-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro huit cent quatre-vingt-douze de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-892) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

c) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-onze de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-891-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse en construction y érigée portant le N° 6660 de la dite rue Mazarin.

3. Un emplacement à Montréal ayant front sur la rue Mazarin, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-sept

Sales — Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 103 (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of: Companion Construction Company Limited, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, insolvent.

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

DESCRIPTION

1. An emplacement fronting on Mazarin street at Montreal, measuring forty feet and eight inches in width by eighty-nine feet and two inches in depth in its southeast line and eighty-eight feet and four inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number eight hundred and ninety-four of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-894) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal;

b) Lot number two of the resubdivision of lot number eight hundred and ninety-three of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-893-2) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal.

With the house under construction thereon erected bearing No. 6670 of said Mazarin street.

2. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin street, measuring forty feet and four inches in width by eighty-eight feet and four inches in depth in its southeast line and eighty-seven feet and six inches in depth in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number eight hundred and ninety-three of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-893-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal.

b) Lot number eight hundred and ninety-two of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-892) on the said official plan and book of reference;

c) Lot number two of the resubdivision of lot number eight hundred and ninety-one of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-891-2) of said official plan and book of reference.

With the building under construction thereon erected bearing No. 6660 of said Mazarin street.

3. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin street, measuring forty feet and four inches in width by eighty-seven feet and six

pieds et six pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-six pieds et huit pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-onze de la subdivision du lot, numéro trois mille six cent seize (3616-891-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-890-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la maison y érigée portant le N° 6650 de la dite rue Mazarin.

4. Un emplacement à Montréal ayant front sur la rue Mazarin, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-six pieds et huit pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-cinq pieds et dix pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-890-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro huit cent quatre-vingt-neuf de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-889) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

c) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-huit de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-888-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la maison en construction y érigée portant le No. 6640 de la rue Mazarin.

5. Un emplacement à Montréal, ayant front sur la rue Mazarin, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-cinq pieds et dix pouces dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-cinq pieds dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-huit de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-888-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro huit cent quatre-vingt-sept de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-887) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

c) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-886-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec le solage y érigé et dont le numéro civique de la bâtisse sera 6630 de la dite rue Mazarin

6. Un emplacement à Montréal, ayant front sur la rue Mazarin, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-quatre pieds et deux pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-886-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-cinq de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize

inches in depth in its southeast line and eighty-six feet and eight inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number eight hundred and ninety-one of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-891-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal.

b) Lot number two of the resubdivision of lot number eight hundred and ninety of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-890-2) on said official plan and book of reference.

With the house thereon erected bearing No. 6650 of said Mazarin street.

4. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin street, measuring forty feet and four inches in width by eighty-six feet and eight inches in depth in its southeast line and eighty five feet and ten inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number eight hundred and ninety of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-890-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal;

b) Lot number eight hundred and eighty-nine of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-889) on said official plan and book of reference;

c) Lot number two of the resubdivision of lot number eight hundred and eighty-eight of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-888-2) on the said official plan and book of reference.

With the house under construction thereon bearing No. 6640 Mazarin street.

5. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin street, measuring forty feet and four inches in width by eighty-five feet and ten inches in its southeast line and eighty-five feet in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number eight hundred and eighty-eight of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-888-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal;

b) Lot number eight hundred and eighty-seven of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-887) on said official plan and book of reference;

c) Lot number two of the resubdivision of lot number eight hundred and eighty-six of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-886-2) on said official plan and book of reference.

With the foundation thereon erected and of which the civic number of the building would be 6630 of said Mazarin street.

6. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin street, measuring forty feet and four inches in width by eighty-five feet in depth in its southeast line and eighty-four feet and two inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number eight hundred and eighty-six of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-886-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal;

b) Lot number two of the resubdivision of lot number eight hundred and eighty-five of the subdivision of lot number three thousand six

(3616-885-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

Avec le solage érigé sur ledit emplacement dont le numéro civique de la maison sera 6620 rue Mazarin.

7. Un emplacement à Montréal, ayant front sur la rue Mazarin, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-quatre pieds et deux pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-trois pieds et cinq pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-cinq de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-885-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro huit cent trois de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-803) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

c) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro huit cent deux de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-802-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec le solage y érigé et dont la maison portera le No 6610 de la dite avenue Mazarin.

8. Un emplacement ayant front sur l'avenue Mazarin à Montréal, mesurant quarante-pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-trois pieds et cinq pouces dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-deux pieds et neuf pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro huit cent deux de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-802-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro huit cent un de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-801-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec le solage y érigé dont la maison portera le N° 6600 rue Mazarin.

9. Un emplacement à Montréal, ayant front sur la rue Mazarin, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-deux pieds et neuf pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-deux pieds et deux pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro huit cent un de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-801-1) aux plan et livre de renvoi officiels; de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro huit cent de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-800) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

c) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-799-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec le solage y érigé et dont la maison portera le No 6590 rue Mazarin.

10. Un emplacement à Montréal ayant front sur l'avenue Mazarin, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-deux pieds et deux pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-un pieds et six pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-neuf de la

hundred and sixteen (3616-885-2) of said official plan and book of reference;

With the foundation thereon erected of which the civic number of the house would be 6620 Mazarin street.

7. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin street, measuring forty feet and four inches in width by eighty-four feet and two inches in depth in its southeast line and eighty-three feet and five inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number eighth hundred and eighty-five of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-885-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal;

b) Lot number eight hundred and three of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-803) on said official plan and book of reference;

c) Lot number two of the resubdivision of lot number eight hundred and two of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-802-2) on said official plan and book of reference.

With the foundation thereon erected and of which the house would bear No. 6610 of said Mazarin avenue.

8. An emplacement fronting on Mazarin avenue at Montreal, measuring forty feet and four inches in width by eighty-three feet and five inches in its southeast line and eighty-two feet and nine inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number eight hundred and two of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-802-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal;

b) Lot number two of the resubdivision of lot number eight hundred and one of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-801-2) of said official plan and book of reference.

With the foundation thereon erected, the house to bear No. 6600 Mazarin street.

9. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin street, measuring forty feet and four inches in width by eighty-two feet and one inch in depth in its southeast line and eighty-two feet and two inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number number one of the resubdivision of lot number eight hundred and one of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-801-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal;

b) Lot number eight hundred of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-800) on the said official plan and book of reference;

c) Lot number two of the resubdivision of lot number seven hundred and ninety-nine of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-799-2) on said official plan and book of reference.

With the foundation thereon erected, the house to bear No. 6590 Mazarin street.

10. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin avenue, measuring forty feet and four inches in width by eighty two feet and two inches in depth in its southeast line and eighty-one feet and six inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number seven hundred and ninety-nine of the

subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-799-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (2616-798) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

c) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-797-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec le solage y érigé dont la maison portera le No. 6580 rue Mazarin.

11. Un emplacement à Montréal, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-un pieds et six pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingts pieds et onze pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-797-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-seize de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-796-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

12. Un emplacement à Montréal ayant front sur la rue Mazarin, mesurant quarante pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingts pieds et onze pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingts pieds et trois pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-seize de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-796-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Du lot numéro sept cent quatre-vingt-quinze de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-795) aux dits plan et livre de renvoi officiels;

c) Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-794-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec le solage en construction y érigé dont la maison portera le N° 6560 de la rue Mazarin.

13. Un emplacement à Montréal, ayant front sur la rue Mazarin, mesurant quarante pieds et huit pouces de largeur par quatre-vingts pieds et trois pouces de profondeur dans sa ligne sud-est et soixante-dix-neuf pieds et sept pouces dans sa ligne nord-ouest et composé:

a) Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision du lot numéro sept cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-794-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.;

b) Du lot numéro sept cent quatre-vingt-treize de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-793) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec le solage y érigé dont la maison portera le N° 6550 de la dite rue Mazarin;

seront vendus en bloc en vertu de deux jugements de la Cour Supérieure pour le district de Montréal "En matière de Faillite" portant le N° 103 des dossiers de la dite Cour, rendus respectivement le 28 septembre 1950 et le 12 octobre

subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-799-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal;

b) Lot number seven hundred and ninety-eight of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-798) on said official plan and book of reference.

c) Lot number two of the resubdivision of lot number seven hundred and ninety-seven of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-797-2) on said official plan and book of reference.

With the foundation thereon erected, the house to bear No. 6580 Mazarin street.

11. An emplacement at Montreal, measuring forty feet and four inches in width by eighty-one feet and six inches in depth in its southeast line and eighty feet and eleven inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number seven hundred and ninety-seven of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-797-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal.

b) Lot number two of the resubdivision of lot number seven hundred and ninety-six of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-796-2) on the said official plan and book of reference.

12. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin street, measuring forty feet and four inches in width by eighty feet and eleven inches in depth in its southeast line and eighty feet and three inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number seven hundred and ninety-six of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-796-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal;

b) Lot number seven hundred and ninety-five of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-795) on said official plan and book of reference.

c) Lot number two of the resubdivision of lot number seven hundred and ninety-four of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-794-2) on said official plan and book of reference.

With the foundation under construction, the house to bear No. 6560 Mazarin street.

13. An emplacement at Montreal, fronting on Mazarin street, measuring forty feet and eight inches in width by eighty feet and three inches in depth in its southeast line and seventy-nine feet seven inches in its northwest line and composed of:

a) Lot number one of the resubdivision of lot number seven hundred and ninety-four of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-794-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal.

b) Lot number seven hundred and ninety-three of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-793) on said official plan and book of reference.

With the foundation thereon erected, the house to bear No. 6550 of said Mazarin street;

to be sold "en bloc" in virtue of two judgments of the Superior Court for the district of Montreal, (Sitting in Bankruptcy), bearing No. 103 of the records of the said Court, rendered respectively on the 28th of September, 1950 and the 12th of

1950, à l'enchère publique, après les avis requis pour la vente par le shérif des immeubles dans la Province de Québec afin de donner à ladite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal situé au Palais de Justice en la Cité de Montréal, JEUDI le QUATORZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire).

L'adjudicataire devra payer le prix dans les trois jours de l'adjudication.

En outre du prix d'adjudication l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement sur la vente.

Pour renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné,

Le Syndic,
ALBERT LAMARRE.

du bureau de:
Lamarre & Inns, Syndics,
10 est, rue St-Jacques,
Montréal.

28704-45-2-o

Province de Québec, District de Montréal
Cour supérieure N° 2. "En faillite".

Dans l'affaire de la faillite de: PAUL PEL-
CHAT, restaurateur, Ste-Rose, cédant autorisé
& CLAUDE PERRAS, Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que
l'immeuble suivant savoir:

DÉSIGNATION

"Un terrain de forme irrégulière et se trouvant au Sud du Blvd. Curé Labelle, en la Paroisse de Ste-Rose ouest, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent trente six (N° P. 236) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Rose, Comté Laval, contenant cent cinquante pieds de front sur le Blvd. Curé Labelle et avec largeur de cent trente pieds en arrière, sur profondeur de cent trente sept pieds dans la ligne est et profondeur de soixante et deux pieds et cinq dixième de pied dans la ligne ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins et tel que contenu dans les bornes et limites suivantes, savoir: en front vers le Nord par le Blvd. Curé Labelle, en arrière vers le Sud par une partie du dit lot 236 restant propriété du vendeur d'un côté vers l'Est par la terre de Georges Joly et de l'autre côté vers l'ouest par une partie dudit lot 236 étant un passage ou chemin privé propriété du vendeur, avec bâtisses ci-dessus construites.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble;

Et pour le dit acquéreur et ses représentants avoir droit de passage à pieds et en voiture en commun avec le vendeur et tous autres à qui pareil droit pourra être dévolu par le dit vendeur ou représentants dans le passage de vingt pieds à l'ouest de l'immeuble vendu pour communiquer au boulevard Curé Labelle."

Sera vendu à la porte de l'Église paroissiale du village de Ste-Rose, Comté Laval, à ONZE heures de l'avant-midi, VENDREDI le 15 DÉCEMBRE 1950.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistrateur, à Montréal, le 7 novembre 1950 et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la

October, 1950, by public auction, after the required notices for a Sheriff's Sale of immovables in the Province of Quebec, so as to give the said sale the effect of a sheriff's Sale, at the Sheriff's Office, for the district of Montreal, in the Court House in the City of Montreal, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of month the of DECEMBER, onte thousand nine hundred and fifty, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

The adjudicator to pay the purchase price within three days.

Over and above the purchase price the purchaser must pay the Government dues on said sale.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

of the Office of:
Lamarre & Inns, Trustees,
10, St James street, East,
Montreal.

28704-45-2

Province of Quebec, District of Montreal
Superior Court No. 2, (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of the Estate of PAUL PEL-
CHAT, restaurant keeper, Ste-Rose, Authorized
Assignor; & CLAUDE PERRAS, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following
immovable, to wit:

DESCRIPTION

"A lot of land of irregular figure situate south of the Blve. Curé Labelle, in the parish of Ste-Rose Owest, known and designated as forming part of lot number two hundred and thirty-six (Pt. No. 236) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Ste-Rose, county of Laval, measuring one hundred and fifty feet in front on Blvd. Curé Labelle and having a width of one hundred and thirty feet in rear, by a depth of one hundred and thirty-seven feet in the east line and a depth of sixty-two feet and five tenths of a foot in the west line, the whole English measure and more or less and as contained within the following limits and boundaries, namely: In front towards the north by the Blve. Curé Labelle, in rear towards the south by a part of said lot 236 remaining the property of the vendor, on one side towards the east by the land of Georges Joly and on the other side towards the west by a part of said lot 236 being a passage or private road the property of the vendor — with the buildings thereon erected.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable.

And for the said purchaser and his representatives to have right of way on foot and in vehicle in common with the vendor and all others to whom a like right has been given by the said vendor or representatives, in the passage of twenty feet west of the immovable sold, to communicate with Boulevard Curé Labelle."

To be sold at the parish church door of the village of Ste-Rose, county of Laval, at ELEVEN o'clock in the forenoon, FRIDAY, the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1950.

This sale is made in virtue of a judgment rendered by the Registrar, at Montreal, on the 7th day of November, 1950, and pursuant to the provisions of Sections 55 and following of the

faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'acquisition l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de: Perras & Perras, Syndics-Licenciés,
 4 est, Notre-Dame, Montréal. 28746-45-2-o

Bankruptcy Act of 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale under the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the Government fees of 2½% according to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
 Trustee.

Office of: Perras & Perras, Licensed Trustees,
 4 Notre-Dame Street East, Montreal 28746-45-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure N° 82. "En faillite"

Dans l'affaire de la faillite de: EDMOND BERNAIS, contracteur, Laval des Rapides, Cédant autorisé & CLAUDE PERRAS, Syndic.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants savoir:

DESIGNATION

a) Un lopin de terre étant le numéro Quatre cent quatre-vingt six de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-six (256-486) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Martin, comté Laval, tel que le tout se trouve présentement avec toutes les bâtisses en voie de construction sur le dit lot, avec toutes les dépendances s'y rapportant.

b) Un lopin de terre étant le numéro quatre cent quatre-vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-six (265-487) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Martin, comté Laval, tel que le tout se trouve présentement avec une propriété dessus érigée en voie de construction sur le dit lot avec toutes les dépendances s'y rapportant.

Seront vendus ensemble, comme une seule et même exploitation à la porte de l'église de St-Martin, comté Laval à ONZE Heures de l'avant-midi, LUNDI, le DIX-HUIT DECEMBRE 1950.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistrare de la Cour des faillites le 8 novembre 1950 et suivant les dispositions des articles 55 et suivant de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à ladite vente l'effet du décret.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à Montréal 8 novembre 1950.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de: Perras & Perras, Syndics-Licenciés,
 4 est, Notre-Dame, Montréal 28745-45-2-o

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 82, (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of the estate of: EDMOND BERNAIS, contractor, Laval des Rapides, Authorized Assignor; Claude Perras, Trustee.

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

DESCRIPTION

a) A parcel of land being number four hundred and eighty-six of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty-six (256-486) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Martin, county of Laval, as the whole presently subsists with all the buildings under construction on the said lot, with all dependencies connected therewith.

b) A parcel of land being number four hundred and eighty-seven of the official subdivision of original lot number two hundred and fifty-six (256-487) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Martin, county of Laval, as the whole presently subsists with a property under construction on the said lot and with all the dependencies connected therewith.

To be sold "en bloc" as one and the same lot of land, at the church door of St-Martin, county of Laval, at ELEVEN o'clock in the forenoon MONDAY, the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1950.

The said sale is made in virtue of a judgment rendered by the Registrar of the Bankruptcy Court on the 8th of November, 1950, and pursuant to the provisions of Sections 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the Government fees of 2½% according to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
 Montreal, November 8, 1950. Trustee.

Office of: Perras & Perras, Licensed Trustees,
 4 Notre-Dame Street East, Montréal 28745-45-2

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE JACQUES-CARTIER
 COMTÉ DE CHAMBLY

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Adélaré Julien, secrétaire-trésorier de la Ville de Jacques-Cartier, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par encan public au plus haut et dernier enchérisseur, à défaut de

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF JACQUES-CARTIER
 COUNTY OF CHAMBLY

Public notice is hereby given by the undersigned, Adélaré Julien, Secretary-treasurer of the Town of Jacques-Cartier, that the immovables hereinafter described will be sold by public auction to the highest and last bidder, failing

paiement avant la date de la vente, des taxes municipales et scolaires ci-après mentionnées et des frais occasionnés par la dite vente, en l'Hôtel de Ville temporaire de la dite ville Jacques-Cartier au numéro 1867 avenue St-Georges, en la ville de Jacques-Cartier, le LUNDI, QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE 1950, à DIX heures de l'avant-midi.

payment before the date of the sale, of municipal and school taxes undermentioned and of costs incurred by the actual sale, in the temporary Town hall of the said Town of Jacques-Cartier, at No. 1867 St. George Avenue, in the Town of Jacques-Cartier, on MONDAY, the FOURTH day of DECEMBER 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

PREMIÈRE PARTIE

FIRST SECTION

Les immeubles suivants seront vendus sujets au droit de retrait d'une année, conformément à l'article 12 de la charte de la ville de Jacques-Cartier. (11 George VI-1947 ch. 102).

The following immovables will be sold subject to the right of redemption of one year, according to section 12 of the charter of the Town of Jacques-Cartier. (II George VI-1947 ch. 102).

N° Rôle Roll No.	Noms Names	N° Cad. subd. Cad. No. subd.	Location	Taxes scol. School taxes	Taxes munic. Munic. taxes	Total
1-71.....	St-Cyr, Mlle-Miss Hélène.....	11-31.....	Bord de l'eau.....	\$26.58	\$19.03	\$ 45.61
1-245.....	Gosselin, Augustin.....	11-39.....	Guy.....	58.66	38.40	97.06
6-386.....	Dessaulles, Casimir & Michaud, Gérard.....	85-295.....	Barthélemy.....	28.98	17.45	46.43
6-387.....	".....	85-296.....	".....	3.40	14.40	17.80
6-799.....	Tessier, Dame Noémie, épouse de- wife-of Adonai Belisle.....	86 1295	Rougemont.....	22.18	48.75	70.93
6-800.....	".....	86-1296.....	".....	5.10	30.50	35.60
5-2391.....	Tousignant, Dame Emma, épouse de-wife of J.-L. Turcotte.....	86-1297.....	".....	5.10	30.50	35.60
5-2392.....	".....	91-125.....	Lavallée.....	93.78	37.00	130.78
5-6748.....	Gervais, René.....	91-126.....	".....	7.27	28.75	36.02
5-6749.....	".....	131-396.....	Sto-Elisabeth.....	2.56	1.40	3.96
6-2776.....	Charlebois, Paul & Winford E. V. ".....	131-397.....	".....	24.49	20.86	45.34
6-2778.....	".....	133-612	Chemin Chambly.....	72.32	52.58	125.90
6-3346.....	Goudreau Ernest.....	132-68	".....	4.00	28.32	32.32
6-3347.....	".....	133-620.....	St-Thomas.....	22.68	37.69	60.37
3-393.....	Forrester, Miss Margaret Patton.....	133-621.....	".....	4.10	7.72	11.82
3-394.....	".....	140-37.....	Gardenville.....	3.00	9.90	12.90
3-395.....	".....	140-38.....	".....	32.50	54.10	86.60
3-396.....	".....	140-39.....	".....	3.00	9.90	12.90
3-397.....	".....	140-40.....	".....	3.00	9.90	12.90
3-398.....	".....	140-41.....	".....	3.00	9.90	12.90
3-399.....	".....	140-42.....	".....	3.00	9.90	12.90
3-400.....	".....	140-43.....	".....	3.00	9.90	12.90
3-774.....	Dubuc, Roger & Raoul Gingras.....	140-44.....	".....	3.00	9.90	12.90
3-775.....	".....	140-501.....	Joliette.....	52.65	68.90	121.55
3-3718.....	Dubuc Roger & André Mainville.....	140-502.....	".....	1.75	32.40	34.15
4-553.....	Schaller, Henri.....	141-278	Front.....	27.90	31.10	59.00
4-554.....	Dubuc, Roger.....	140-768	".....	17.50	26.30	42.80
3-952.....	Longueuil Gardens Co. Ltd & Paul Goyette.....	140-1005	Marmier.....	0.88	2.60	3.48
3-953.....	".....	140-1006	".....	4.90	5.40	10.30
3-1561.....	Rousseau, Wilfrid.....	141-2.....	Westgate.....	1.40	1.60	3.00
3-1557.....	Montbriand, Arthur.....	141-3.....	".....	74.70	110.18	184.88
3-1541.....	Thompson, Ernest.....	142-109.....	Cartier.....	52.56	90.58	143.14
3-1449.....	Giguère, Armour.....	142-117.....	".....	32.62	26.68	59.30
3-1448.....	".....	142-158.....	".....	8.53	62.43	70.96
3-1277.....	Whalen, Napoléon & Benoit Pel- lerin.....	142-164.....	Marquette.....	69.96	128.28	198.24
3-1270.....	Dubuc, Jean-Paul & Arthur Pel- chat.....	142-252.....	Hindland.....	23.63	47.08	70.71
3-1260.....	Dubuc, Jean-Paul.....	142-259.....	".....	36.21	35.98	72.19
3-1254.....	Hamer, James.....	142-269.....	".....	74.18	42.16	116.34
4-1570.....	Gauthier, Théodore.....	142-P272.....	".....	45.00	70.46	115.46
4-2089.....	Ayotte, Joseph.....	P.316.....	".....	51.74	54.80	106.54
4-2090.....	".....	142-539.....	Cartier.....	38.46	52.05	90.51
4-3038.....	Zienteck Adaru.....	143-913.....	Préfontaine.....	5.73	13.45	19.18
4-3039.....	".....	143-914.....	".....	17.50	32.38	49.88
3-2759.....	Gervais, Hervé-Paul.....	145-815.....	Delorimier.....	2.80	20.60	23.40
3-2758.....	".....	145-816.....	".....	3.40	21.50	24.90
3-2613.....	Breault, Léo.....	146-542	Verchères.....	30.70	46.50	77.20
3-2614.....	".....	147-395	".....	48.50	40.05	88.55
3-4057.....	Coupal, Bruno.....	148-543	".....	2.88	3.23	6.11
3-1397.....	Morrissette, Henri.....	147-394	Lasalle.....	13.60	62.50	76.10
3-1398.....	".....	146-795	".....	7.10	37.08	44.18
3-1420.....	Dubuc, Roger & Roger Gau- dreault.....	146-1/2	".....	3.40	25.88	29.28
3-1421.....	".....	N.O. 796	".....	8.45	8.50	16.95
		159-564.....	Rouville.....	13.96	16.25	30.21
		316-22.....	Marquette.....			
		316-23.....	".....			
		316-47.....	".....			
		316-48.....	".....			

DEUXIÈME PARTIE

SECOND SECTION

Les immeubles suivants seront vendus sans être sujets au droit de retrait, conformément à l'article 12 de la charte de la ville de Jacques-Cartier, (11 George VI-1947 ch. 102). The following immovables will be sold not subject to the right of redemption, according to Section 12 of the Charter of the Town of Jacques-Cartier, (11 George VI-1947 ch. 102).

N° Rôle Roll No.	Noms Names	N° cad. subd. Cad. No. subd.	Location	Taxes scol.	Taxes munic.	Total
				School taxes	Munic. taxes	
1-680	Davenport, Dame Mary, Vve- Wid. Daniel Wilkinson	27-1587	Lapointe	0.50	18.50	19.00
1-1511	Kennicote, Basile G.	27-1703	Charbonneau	7.08	14.66	22.34
1-4386	Desmares, Marinus	34-361	"	0.18	0.30	0.48
1-4387	"	34-360	"	0.18	0.30	0.48
1-4388	"	34-359	"	0.18	0.30	0.48
1-4389	"	34-358	"	0.18	0.30	0.48
1-4390	"	34-357	"	0.18	0.30	0.48
1-4391	"	34-356	"	0.18	0.30	0.48
1-4392	"	34-355	"	0.18	0.30	0.48
1-4393	"	34-354	"	0.18	0.30	0.48
1-4349	"	34-353	"	0.18	0.30	0.48
1-4395	"	34-352	"	0.18	0.30	0.48
1-4532	"	34-429	"	0.18	9.30	0.48
1-4533	"	34-428	"	0.18	0.30	0.48
1-4534	"	34-427	"	0.18	0.30	0.48
1-4535	"	34-426	"	0.18	0.30	0.48
1-4536	"	34-425	"	0.18	0.30	0.48
1-4537	Marchand, Louis	34-424	"	2.00	3.50	5.50
1-4538	"	34-423	"	2.00	3.50	5.50
1-4539	"	34-422	"	2.00	3.50	5.50
1-4540	"	34-421	"	2.00	3.50	5.50
1-4820	"	34-561	"	1.60	3.50	5.10
1-4821	"	34-560	"	1.60	3.50	5.10
1-4822	"	34-559	"	1.60	3.13	4.73
1-4823	"	34-558	"	1.60	3.50	5.10
1-4828	Hubert, Mlle Annette	34-83	Bord de l'eau	3.65	1.00	4.65
		32-579	"	2.66	6.15	8.81
2-395	Leblanc, Joseph-Edouard	64-224	"	2.40	1.50	3.90
2-396	"	64-225	"	2.40	1.50	3.90

N° rôle Rol. No.	Noms Names	N° cad. subd. Cad. No. subd.	Location	Taxes scolaires		Taxes munic.	Total
				School taxes	Mun. taxes		
				Cat.	Prot.		
2-312	Fishman, Sam	64-560	Leblanc		4.00	4.48	8.48
2-313	Thistle, M. & Mme John	64-636	"		0.50	0.60	1.10
2-384	Galbraith, John	64-663	Blvd Reine Marie		5.00	5.90	10.90
2-385	"	64-664	"		5.00	5.90	10.90
2-387	Notman, Robert	64-666	"		0.50	0.60	1.10
2-389	Miles, Albert & Edward	64-668	"		0.50	0.60	1.10
2-390	Logan, Colin	64-669	"		0.50	0.60	1.10
2-440	Brunt, Archibald	64-685	"		0.50	0.60	1.10
2-522	McMahon, Dame Norine, Vve de-Wid. of J.-Edmond Denis	64-721	"	0.98		0.60	1.58
2-807	Cameron, Mlle Alice	65-154	Vaudreuil	1.50		1.35	2.85
2-808	"	65-155	"	1.50		1.35	2.85
2-809	"	65-156	"	1.50		1.35	2.85
2-810	"	65-157	"	1.50		1.35	2.85
2-1020	Eccles, Edward	66-63	Boulé		2.00	2.80	4.80
2-1021	"	66-64	"		2.00	2.80	4.80
2-1009	Beakes, Dame Jane Helen, épouse de-wife of William Noble	66-134	Chemin Gentilly		2.90	3.20	6.10
2-1010	"	66-135	"		2.90	3.20	6.10
2-1103	Maucantelli, Dame Rita, épouse de-wife of Robert Atchison, Maucantelli, Jean & Isobel, Dunn, Dame Elva, épouse de wife of John Buckingham, Maucantelli, G. Robert W.	66-371	Dorval		2.60	3.00	5.60
2-1104	"	66-372	"		2.60	3.00	5.60
2-1065	Rice, Henri Edwin	66-398	"		0.28	0.60	0.88
2-1069	Porter, George Th.	66-402	"		3.00	3.80	6.80
2-1074	McPortland, Frances	66-407	"		1.00	1.20	2.20
2-1075	Hunter, John	66-408	"		1.00	1.20	2.20
2-1084	Smith, Stanley, A. & E.	66-417	"			2.50	2.50
2-1085	"	66-418	"			2.50	2.50
2-1112	Laverty, John Frances & Lud- ger Côté	66-108	Valois		2.00	2.50	4.50
2-1343	Wainright, Thomas B.	66-198	Lepage		0.55	1.90	2.45
2-1344	"	66-199	"		0.55	1.90	2.45
2-1288	Hymn, George Henry	66-290	Chemin du Lac		2.30	5.00	7.30

N° rôle Roll No.	Noms Names	N° cad. subd. Cad. No. subd.	Location	Taxes scolaires School taxes		Taxes mun. Mun. taxes	Total
				Cat.	Prot.	—	
2-1240	Cunningham, Stanley H.	66-309	Valois		1.50	1.90	3.40
2-1239	"	66-310	"		1.50	1.90	3.40
2-1238	Smith, Mlle-Miss Alice	66-311	"		2.00	3.00	5.00
2-1237	"	66-312	"		2.00	3.00	5.00
2-1230	McLean, James	66-319	"		0.65	0.60	1.15
2-1229	"	66-320	"		0.55	0.60	1.15
2-1310	Gauthier, Clément	66-423	Roy	0.88		1.80	2.68
2-1311	"	66-424	"	0.88		1.80	2.68
3-50	Forrester, William Robert	138-146	N.-D. de Grâces		0.50	3.20	3.70
3-51	"	138-147	"		0.50	3.20	3.70
3-52	"	138-148	"		0.50	3.20	3.70
3-196	"	138-167	Victoria		0.50	8.30	8.80
3-197	"	138-168	"		0.50	8.30	8.80
3-198	"	138-169	"		0.50	8.30	8.80
3-315	"	138-199	"		0.50	8.30	8.80
3-316	"	138-200	"		0.50	8.30	8.80
3-317	"	138-201	"		0.50	8.30	8.80
3-320	Hume, Mlle-Miss Catherine R. Divinal	138-206	"		2.00	11.60	13.60
3-60	Bellavance, Léo	138-235	N.-D. de Grâces	3.63		3.70	7.33
3-61	"	138-236	"	3.63		3.70	7.33
3-391	Dilks, Walter Dalton	140-35	Gardenville		2.00	10.00	12.00
3-392	"	140-36	"		2.00	10.00	12.00
3-732	Hesser, Joseph H.	140-311	Joliette		2.00	11.50	13.50
3-733	"	140-312	"		2.00	11.50	13.50
3-879	Lyon, Mlles-Miss Irma & Elizabeth, Lyon, Mlle-Miss Mary Helen	140-380	Marmier		2.00	8.95	10.95
3-880	"	140-381	"		2.00	8.95	10.95
3-701	Tucker, Gordon	140-462	Joliette		1.50	31.40	32.90
3-702	"	140-463	"		1.50	31.40	32.90
3-703	"	140-464	"		1.50	31.40	32.90
3-704	"	140-465	"		1.50	31.40	32.90
3-705	Tucker, William	140-466	"		1.50	31.40	32.90
3-706	Tucker, Joseph	140-467	"		1.50	31.40	32.90
3-707	Tucker, Gordon	140-468	"		1.50	31.40	32.90
3-720	Parsissons, Henry	140-623	"		1.50	23.50	25.00
3-721	"	140-624	"		1.50	23.50	25.00
3-722	"	140-625	"		1.50	23.50	25.00
3-723	"	140-626	"		1.50	23.50	25.00
3-724	Tucker, Gordon	140-627	"		1.50	23.50	25.00
3-725	"	140-628	"		1.50	23.50	25.00
3-779	Mitchell, Patrick, Craig, Henry & Stephen	140-506	"	5.42		30.00	35.42
3-780	"	140-507	"	5.42		30.00	35.42
3-1179	Ryan, Mme-Mrs. Lizzie, Vve de-Wid. of Timothée Moriarty	141-109k	Dollard		1.80	10.13	11.93
3-1180	Hewitt, Dame Margaret, Vve de-Wid. of Charles D. Hewitt	141-1091	"		1.80	10.13	11.93
3-1186	Harrisson, Archie	141-109R	"		2.25	10.13	12.38
3-1187	"	141-109S	"		2.25	10.13	12.38
3-1122	Lane, Wilfrid	141-179	Dollard	10.45		30.83	41.28
3-1136	Champagne, Joseph	141-193	"	4.27		14.43	18.70
4-3856	Filiatrault, J.-A.	141-445	Première Rue	3.26		3.00	6.26
4-855	Luiji, Achille	141-478	Westgate	1.70		2.40	4.10
4-3862	Grief, Henry	141-509	Première Rue		2.25	2.40	4.65
4-3863	Jacobson, Michael & Dame Doral Grief	141-510	"		2.25	2.40	4.65
4-3961	Grief, Mlle-Miss Bella	141-605	"		2.25	3.20	5.45
4-3962	"	141-606	"		2.25	2.40	4.65
4-3963	"	141-607	"		2.25	2.40	4.65
4-3964	"	141-608	"		2.25	2.40	4.65
4-3965	"	141-609	"		2.25	3.20	5.45
4-3966	"	141-610	"		2.25	3.20	5.45
4-4147	Pratt, Samuel & Mlle-Miss Rozzi, Madeleine	141-659F	Hubert	0.70		2.04	2.74
4-4148	Mann, Dame Jane, Vve de- Wid. of John William Henry Short	141-659G	"	0.70		2.04	2.74
4-781	Labarge, Norman	141-734	Westgate	0.70		2.67	3.37
4-782	"	141-735	"	0.70		2.67	3.37
4-783	"	141-736	"	0.70		2.67	3.37
4-784	"	141-737	"	0.70		2.67	3.37
4-899	Dufault, Paul	141-787	"	1.37		2.10	3.47
4-900	"	141-788	"	1.37		2.10	3.47
4-832	Scott, Miss Jane	141-863	"		0.50	2.64	3.14
4-4557	Harrisson, Archibald	141-829	Beaugard		0.50	4.08	4.58
3-3631	Craig, Henry & Mitchell, Pa- trick	140-534	Després	6.65		45.37	52.02
3-3632	"	140-535	"	6.65		5.24	11.89
3-3633	"	140-536	"	5.43		4.42	9.85
4-551	Matthewson, John	140-1003	Marmier		1.80	2.40	4.20
4-552	"	140-1004	"		1.80	2.40	4.20
4-4223	Nelson, Albert	140-1095	Hubert			2.10	2.10
4-4224	"	140-1096	"			2.10	2.10
4-4225	"	140-1097	"			2.40	2.40

N° rôle Roll No.	Noms Names	N° cad. subd. Cad. No. subd.	Location	Taxes scolaires School taxes		Taxes mun. Mun. taxes	Total
				Cat.	Prot.	Mun. taxes	
4-4223	"	140-1098	"			2.40	2.40
4-4320	Kilgallen, James	140-1189	Beaugard		3.47	2.10	5.57
4-422	"	140-1268	Joliette		3.47	1.80	5.27
3-3238	Bryon, Dame Brnadette, épouse de-wife of Alida Caron. Bryon, Dame Alice, épouse de-wife of Emile Michaud. Bryon, Mlle-Miss Yvonne	143-213. 143-214. 143-606.	St-Edouard	12.08		40.68	52.76
3-3239	"	143-607.	"	12.08		40.68	52.76
3-1727	Dubuc, Roger	144-894.	St-Georges	6.76		11.15	17.91
3-1728	"	143-1703	Préfontaine	6.76		11.15	17.91
4-2230	Leclair, Joseph	144-967	"	8.40		23.08	31.48
4-2599	McKenna, John	145-1100	Ste-Hélène	4.83		14.99	19.82
4-2776	"	145-1101	"	5.67		15.22	20.89
4-2775	"	144-1005	"	8.10		21.70	29.80
4-3397	Hemond, Ambroise & Bertrand, Patrick	145-239.	Papineau	2.19		0.40	2.59
4-3398	"	145-240.	"	2.19		0.40	2.59
4-4834	Daigneau, Léopold & Alexandre & Mlle-Miss Aline	145-861.	Champlain	1.93		2.08	4.01
4-4805	"	145-862.	"	1.93		2.08	4.01
4-4303	"	145-863.	"	1.93		2.08	4.01
4-4807	"	145-864.	"	1.93		2.08	4.01
4-4808	"	145-865.	"	1.93		2.08	4.01
4-4851	Decent, Joseph	145-907.	"	2.10		5.20	7.30
4-4852	"	145-908.	"	2.10		5.29	7.39
4-5395	St. Lambert Realty Co. Ltd	148-146.	René	2.56		7.97	10.53
4-5096	"	148-147.	"	2.56		3.68	6.24
4-5097	"	148-148.	"	2.56		3.20	5.76
4-5098	"	148-149.	"	2.56		3.20	5.76
4-5099	"	148-150.	"	2.56		3.20	5.76
4-5100	"	148-151.	"	2.56		3.20	5.76
4-5101	"	148-152.	"	2.56		3.20	5.76
4-5102	"	148-153.	"	2.56		3.20	5.76
4-5386	Houston, John	148-216.	Beaugard		0.50	24.35	24.85
4-5186	Connors, John	148-402.	Bvd Nobert	4.83		4.18	9.01
4-5187	"	148-403.	"	4.83		4.18	9.01
4-5082	Pocock, Samuel & Mlle-Miss Eleonore Pocock, Dame Mary Adeline, épouse de-wife of I.-M. Cathcart	148-462.	René			3.20	3.20
4-5083	"	148-463.	"			3.20	3.20
4-5085	St. Lambert Realty Co. Ltd	148-465.	"	1.32		1.22	2.54
4-5242	"	150-509.	Ste-Marguerite	2.56		3.20	5.76
4-5243	"	150-510.	"	2.56		4.38	6.94
6-2144	Duff John	64-14.	Gentilly		1.80	3.20	5.00
6-2145	"	64-15.	"		1.80	3.20	5.00
6-2146	"	64-16.	"		1.80	4.13	5.93
6-2006	Fournier, Roland	86-629.	Brault	0.87		2.40	3.27
6-2007	"	86-630.	"	0.87		2.40	3.27
6-2008	"	86-631.	"	0.87		2.40	3.27
6-1705	Skelly, W. J.	86-738.	Vermont		1.50	3.96	5.46
6-1704	"	86-739.	"		1.50	3.96	5.46
6-1703	"	86-740.	"		1.50	3.96	5.46
6-1702	"	86-741.	"		1.50	3.96	5.46
6-1500	Lesage, Henri	86-779.	"	1.70		2.77	4.47
6-1501	"	86-780.	"	1.70		2.77	4.47
6-1502	"	86-781.	"	1.70		2.77	4.47
6-1503	"	86-782.	"	1.70		2.77	4.47
6-1504	"	86-783.	"	1.70		2.77	4.47
6-1595	"	86-784.	"	1.70		2.77	4.47
6-1596	"	86-785.	"	1.70		2.77	4.47
6-1597	"	86-786.	"	1.70		2.77	4.47
6-1598	"	86-787.	"	1.70		2.77	4.47
6-1599	"	86-788.	"	1.70		2.77	4.47
6-1508	McMillan, Mlle Louise	86-814.	Curé Poirier		1.80	24.02	26.02
6-1507	West, Miss C. Christina	86-815.	"		1.80	25.07	26.87
6-1506	"	86-816.	"		1.80	25.07	26.87
6-1349	Limoges, H. Léopold	86-899.	Champagne	1.70		2.40	4.10
6-2512	Pellerin, Lucien	86-1459.	Lavallée	6.75		4.75	11.50
6-2511	"	86-1460.	"	6.75		4.75	11.50
6-2219	Montreal South Land & Imp. Co.	86-1549A	Wolfe	1.70		2.40	4.10
6-1147	Dow, William	86-1567.	"		2.00	2.40	4.40
6-1146	"	86-1568.	"		2.00	2.40	4.40
5-2433	Independant Realty Dev. Ltd	91-176.	Gamache	2.63		8.35	10.98
5-2326	Dessaulles, Pierre	91-105.	"				
5-2327	"	91-226.	Laurier	5.43		4.22	9.65
5-203	Godard, George E.	91-227.	"	5.43		4.22	9.65
5-204	"	91-110.	Louise	7.55		26.86	34.41
5-205	"	91-111.	"	7.55		26.86	34.41
5-206	"	91-112.	"	7.55		26.86	34.41
5-207	"	91-113.	"	7.55		26.86	34.41
5-208	"	91-114.	"	7.55		26.86	34.41
5-209	"	91-115.	"	7.55		26.86	34.41
5-210	"	91-116.	"	7.55		26.86	34.41
5-211	"	91-117.	"	7.55		26.86	34.41

N° rôle Roll No.	Noms Names	N° cad. subd. Cad. No. subd.	Location	Taxes scolaires School taxes		Taxes mun. Mun. taxes	Total
				Cat.	Prot.	Mun. taxes	
5-211.	"	91-118.	"	7.55		26.86	34.41
5-212.	"	91-119.	"	7.55		26.86	34.41
5-213.	"	91-120.	"	7.55		26.86	34.41
5-400.	Donavan, John	91-162.	King George.	6.00		36.70	42.70
5-401.	"	91-163.	"	6.00		36.78	42.78
5-230.	Economic Realty Co. Ltd.	91-218.	Louise	3.60		3.90	7.50
5-231.	"	91-219.	"	3.60		3.90	7.50
5-430.	Lipes, Samuel	91-354.	King George.		2.00	27.09	29.09
5-431.	"	91-355.	"		2.00	27.09	29.09
5-270.	Brener, Morris	91-421.	Louise	2.40		3.04	5.44
5-552.	Independant Realty Dev. Ltd.	91-480.	King George.	2.90		21.88	24.78
	"	92-413.	"				
5-553.	"	91-481.	"	2.90		21.88	24.78
	"	92-414.	"				
5-554.	"	91-482.	"	2.90		21.88	24.78
	"	92-415.	"				
5-555.	"	91-483.	"	2.90		21.88	24.78
	"	92-416.	"				
5-556.	"	91-484.	"	2.90		21.88	24.78
	"	92-417.	"				
5-565.	"	91-493.	"	2.90		15.30	18.20
	"	92-426.	"				
5-2434.	"	92-106.	Gamache	2.63		8.36	10.99
5-826.	Innes, James	92-302.	Desmarchais		6.25	4.55	10.80
5-827.	Russo, Joseph	92-303.	"	4.85		4.60	9.45
5-828.	"	92-304.	"	4.85		4.60	9.45
5-2303.	Economic Realty Ltd	92-310.	Laurier	4.85		4.82	9.67
5-640.	Pascal Christo & Vasiel	92-344.	Goyette	3.65		5.95	9.60
5-665.	Independant Realty Dev. Ltd.	92-438.	"	2.75		3.53	6.28
5-664.	"	92-439.	"	2.75		3.53	6.28
5-663.	"	92-440.	"	2.75		3.53	6.28
5-662.	Economic Realty Ltd	92-441.	"	2.75		3.53	6.28
5-661.	"	92-442.	"	2.75		3.53	6.28
5-657.	Independant Realty Dev. Ltd.	92-446.	"	2.75		3.53	6.28
5-656.	"	92-447.	"	2.75		3.53	6.28
5-655.	"	92-448.	"	2.75		3.53	6.28
5-654.	Economic Realty Ltd	92-449.	"	2.75		3.53	6.28
5-653.	"	92-450.	"	2.75		3.53	6.28
5-652.	"	92-451.	"	2.75		3.53	6.28
5-2828.	Thompson, Dame Margaret Rose, épouse-wife W. Augustin Hardman	93-86.	Sacré-Cœur		2.00	9.57	11.57
5-5814.	Desfosés, Jean Baptiste	123-713.	Hart	1.09		1.59	2.68
5-5815.	"	123-714.	"	1.09		1.59	2.68
5-6741.	Durocher, Cléophas	131-3.	Ste Elisabeth	2.60		4.95	7.55
5-3951.	Reinblatt, S.	131-27.	Bldv Nobert	1.10		7.25	8.35
5-7570.	Economic Realty Ltd	131-25.	Victoria.	3.10		3.84	6.94
5-7571.	Reinblatt, S.	131-26.	"	3.10		3.84	6.94
5-6805.	Coté, Michel	131-109.	Dover	5.30		4.45	9.75
5-6806.	"	131-110.	"	5.30		4.45	9.75
5-6807.	"	131-111.	"	5.30		6.05	11.95
5-6808.	"	131-112.	"	5.30		6.05	11.95
5-3943.	Dessaulles, Pierre	131-233.	Bldv Wilson	12.75		22.65	35.40
5-8445.	Independant Realty Dev. Ltd.	131-360.	Bldv Nobert	3.70		3.80	7.50
5-8629.	Dessaulles, Pierre	131-370.	Bldv Perron	3.87		5.38	9.25
5-8630.	"	131-371.	"	3.87		3.96	7.83
5-8631.	"	131-372.	"	3.87		3.96	7.83
5-8632.	"	131-373.	"	3.27		3.96	7.23
5-8633.	"	131-374.	"	3.27		3.96	7.23
5-883.	"	93-22.	Desmarchais.	2.57		3.35	5.92
5-884.	"	93-23.	"	2.57		3.35	5.92
5-952.	"	93-30.	Paul	2.57		3.35	5.92
5-953.	"	93-31.	"	2.57		3.35	5.92
6-2911.	Ivey, Richard	132-77.	Grant	4.80		30.57	35.37
6-2910.	"	132-78.	"	5.10		30.88	35.98
6-4557.	Economic Realty Ltd	133-279A	Coteau Rouge	2.42		7.13	9.55
6-3305.	Harvey, Jean Charles	133-653.	St. Thomas	2.28		8.04	10.32
5-3224.	Economic Realty Ltd	133-758.	"	4.83		8.30	13.13
5-3225.	"	133-759.	"	4.83		8.30	13.13
5-3894.	Lanthier, J. Oscar	133-1053	Bldv Nobert.	2.63		8.67	11.30
5-3342.	Stanley, G. E. H.	135-60.	McGill		2.00	3.68	5.68
5-3341.	"	135-61.	"		2.00	3.68	5.68
6-3611.	Zawitkoski, Peter	135-144.	"	1.45		1.77	3.22
6-3590.	"	135-206.	"	2.45		12.39	14.84
6-3589.	"	135-207.	"	2.45		12.39	14.84
6-3588.	"	135-208.	"	2.45		12.39	14.84
6-3587.	"	135-209.	"	2.45		12.39	14.84
6-3586.	"	135-210.	"	2.45		12.39	14.84
6-3583.	"	135-213.	"	2.45		12.39	14.84
6-3698.	Morris, Dame Viola, épouse-wife Thomas Woodhand	135-254.	"		2.00	12.39	14.39
6-3697.	"	135-255.	"		2.00	12.39	14.39
6-3561.	Sinclair, Miss Margaret	135-274.	"	12.10		19.57	31.67
6-3558.	Martin, Mlle Annie	135-277.	"	3.90		13.33	17.23
6-3557.	"	135-278.	"	3.90		13.33	17.23
6-3649.	Howell, F. J.	135-345.	"		2.00	27.11	29.17
6-4004.	Brissette, Hector	136-1/2	"				
		N. 187.	Bldv Quinn	.75		2.90	3.65

TROISIÈME PARTIE

THIRD SECTION

Les immeubles suivants seront vendus sans être sujets au droit de retrait étant des lots vacants d'une évaluation moindre de mille dollars, conformément à l'article 12 de la charte de la ville de Jacques-Cartier (11 George VI, 1947, ch. 102). Cette énumération abrégée des numéros de cadastres des immeubles suivants a été autorisée par la résolution de la Commission Municipale de Québec, en date du 18 septembre 1950.

The following immoveables will be sold not subject to the right of redemption, according to section 12 of the Charter of the Town of Jacques-Cartier, (11 George VI-1947 ch. 102). This abridged enumeration of the cadastral numbers of the following immoveables has been authorized by a resolution of the Quebec Municipal Commission under date of September 18, 1950.

Propriétaires — Owners	Nos des cadastres Subdivisions — Cadastral Nos. Subdivisions	Taxes scolaires — School taxes		Taxes mun. — Mun. taxes	Total
		Cat.	Prot.		
School, Thomas	44-1, 2, 3, 4, 5, 8, 10 à-to 16, 21, 26, 27, 29 à-to 55—(43) chacun-each		0.50	0.30	34.40
Stern, Joseph	44-58 à-to 69, 71 à-to 83, 85 à-to 88, 90 à-to 114, 118, 119, 121 à-to 143, 149, 151 à-to 176—(103) chacun-each		0.50	0.30	82.40
Volsberg, Harry	44-177, 178, 181 à-to 188, 190 à-to 206, 208 à-to 211, 213 à-to 238, 244 à-to 267, 269, 270, 272 à-to 277, 279 à-to 290, 292, 293—(103) chacun-each		0.50	0.30	82.40
Edwards, Albert E.	44-9, 19, 20, 22 à-to 25, 28, 70, 84, 89, 146, 189, 239, 268, 295, 296—(17) chacun-each		0.50	0.30	13.60
Lemay, Jeanne	44-7, 17—(2) chacun-each		0.50	0.30	1.60
Rochon, Ernest	44-28—(1) chacun-each	0.36		0.30	0.66
Lemay, Mlle-Miss Bertha	44-57—(1) chacun-each	0.36		0.30	0.66
Renaud, Dame Philomène, épouse-wife Napoléon Duceppe	44-115, 243, 294—(3) chacun-each	0.81		0.30	3.33
Duceppe, Dame Bertha, épouse-wife Zoticque Dyette	44-116, 144, 147—(3) chacun-each	0.98		0.30	3.84
Duceppe, Dame Rosa, épouse-wife Aldéric Bastien	44-120, 241—(2) chacun-each	0.49		0.30	1.58
Duceppe, Mlle-Miss Brigitte	44-145—(1) chacun-each	0.49		0.30	0.79
Sheets, Dame Lena A., épouse-wife Allan Cline	44-150—(1) chacun-each		0.50	0.30	0.80
Warwick, Dame Léda, épouse-wife George Shaler	44-151—(1) chacun-each		0.50	0.30	0.80
Levesque, Dame Clara, épouse-wife François Xavier Lecuyer	44-180, 212—(2) chacun-each		0.50	0.30	1.60
Lafrance, Mlle-Miss Liliane	44-207—(1) chacun-each	1.00		0.30	1.30
Duceppe, Almonzar	44-242—(1) chacun-each		0.50	0.30	0.80
Golden, Dame Ellen, Vve-Wid. Thomas Walter Lannen	44-297—(1) chacun-each		0.50	0.30	0.80
Trenton Park Company	56-2, 5, 8, 9, 12, 14 à-to 37, 39 à-to 45, 47, 48, 54 à-to 56, 60 à-to 73, 75 à-to 78, 80 à-to 98, 100, 101, 103, à-to 114, 116 à-to 121, 124, à-to 131, 133 à-to 138, 139, 140, 154, à-to 157, 164, 165, 166, 169, 170, 173, 174, 180, 183, 186, 188, 190, 191, 192, 195 à-to 200, 203, 205, 207, 208, 210, à-to 215, 217, 218, 220 à-to 228, 230, à-to 237, 240 à-to 244, 246, à-to 252, 255, 256, 259, 260, 261, 266, 268, à-to 275, 278 à-to 284, 285, 288, 289, 291, à-to 294, 296, 298 à-to 300, 302, 303, 305, à-to 308 310 à-to 312, 314 à-to 323, 325, à-to 330, 332, 335 à-to 338, 340, à-to 343, 345 à-to 351, 354, 355, 357, 359, à-to 361, 364, 365, 366, 368 à-to 377, 379 à-to 383, 385 à-to 395, 397, à-to 399, 402, 403, 406, à-to 408, 411, 410, 422 à-to 426, 428, 429, 430, 432, 441, à-to 443, 447, 472, 480 à-to 483, 485, à-to 488, 496, 498, à-to 500, 503, 504, 506, 509, 510, 513, 514, 517, à-to 519, 521, 522, 525, 526, 529, 530, 533, 534, 535, 537, 538, 541 à-to 545, 553, 554, 556, 559 à-to 568, 570, 571, 573, à-to 576, 578 à-to 588, 590, à-to 598, 602 à-to 605, 607, 608, 609, 611, 612, 613, 620, 622, 623, 625 à-to 643, 645, 652, à-to 657, 659 à-to 676, 678, 680, à-to 686, 688 à-to 691, 693, 694, 696, à-to 701, 703 à-to 707, 710, à-to 718, 720 à-to 722, 724 à-to 726, 728, 730, 732, à-to 743, 745 à-to 751, 754—(495) chacun-each	0.54		0.30	415.80
Harrison, William	56-10, 11—(2) chacun-each		0.50	0.30	1.60
Martin, James	56-58, 59, 646, 647—(4) chacun-each		0.50	0.30	3.20
Fairbrother, Thomas	56-158 à-to 163—(6) chacun-each		0.50	0.30	4.80
Molloy, J.	56-416 à-to 421—(6) chacun-each		0.50	0.30	4.80

Propriétaires — Owners	Nos des cadastres Subdivisions — Cadastral Nos. Subdivisions	Taxes scolaires — School taxes		Taxes mun. — Mun. taxes	Total
		Cat.	Prot.		
Lucas, Florent	56-446,448 à-to 455,467 à-to 471, 474, 475, 478, 479—(18) chacun-each	0.87		0.30	21.06
Thorpe, Herbert	56-461, 462—(2) chacun-each		0.50	0.30	1.60
Graham, John	56-473, 477, 492, 497—(4) chacun-each			0.50	0.30
Stephen, William	56-490, 491—(2) chacun-each			0.50	0.30
Billen, Mlle-Miss Annie	56-505, 508, 511—(3) chacun-each			0.50	0.30
Bradley, Albert	56-523, 524, 527, 528, 531, 532, 540, 547, 557, 558—(10) chacun-each			0.50	0.30
Frank, Max	56-649, 650, 651—(3) chacun-each			0.50	0.30
Reddi, David	56-1—(1)			0.50	0.30
Dinning, Harry L.	56-3, 4, 38, 46, 57, 74, 79, 99, 115, 122, 181, 184, 187, 201, 202, 206, 209, 216, 219, 238, 262 à-to 265, 276, 277, 286, 297, 309, 313, 324, 331, 359, 344, 362, 396, 427, 445, 476, 494, 520, 569, 577, 589, 600, 606, 621, 644, 658, 677, 679, 687, 692, 702, 708, 727, 729—(57) chacun-each			0.50	0.30
Goodyear, William	56-6, 7—(2) chacun-each			0.50	0.30
Hand, John Henry	56-13, 182, 194, 229, 239, 245, 267, 287, 290, 304, 333, 354, 367, 378, 384, 405, 484, 555, 572, 599, 610, 624, 695, 709, 723, 744—(26) chacun-each			0.50	0.30
McLean, Mlle-Miss Jane	56-49, 50, 51—(3) chacun-each			0.50	0.30
Spankie, John	56-123—(1)			0.50	0.30
Papps, William	56-141—(1)			0.50	0.30
Dorman, John	56-142—(1)			0.50	0.30
Paton, George	56-147, 150—(2) chacun-each			0.50	0.30
Payne, Humphrey	56-148, 149, 167, 176 à-to 179, 752, 753—(9) chacun-each			0.50	0.30
McInnes, William	56-152—(1)			0.50	0.30
Hope, William	56-168, 171, 172, 175—(4) chacun-each			0.50	0.30
Bennett, J. William	56-185, 189, 193—(3) chacun-each			0.50	0.30
Knox, John Bryce	56-257, 258—(2) chacun-each			0.50	0.30
Carleton, Frederic O.	56-295—(1)			0.50	0.30
Bain, Roby G.	56-352, 353—(2) chacun-each			0.50	0.30
Crook, William	56-356, 440, 444—(3) chacun-each			0.50	0.30
Dingwall, William	56-363—(1)			0.50	0.30
Markeson, John R.	56-400, 431, 435—(3) chacun-each			0.50	0.30
Marlin, James Smiley	56-433, 434—(2) chacun-each			0.50	0.30
Warder, Max	56-436 à-to 439—(4) chacun-each			0.50	0.30
DePelsemacker, Armand	56-463 à-to 466—(4) chacun-each			0.50	0.30
Carter, Pearl H. O.	56-489—(1)			0.50	0.30
Darby, Dame Mary Ep., épouse-wife Harry Edgar Dolman	56-493—(1)			0.50	0.30
Marks, Frederic George	56-495—(1)			0.50	0.30
Rudokoff, Bernett	56-502 à-to 508—(6) chacun-each			0.50	0.30
Luce, Fred J.	56-539, 540—(2) chacun-each			0.50	0.30
Quinly, Albert	56-548, 549—(2) chacun-each			0.50	0.30
Crowarty, William	56-614 à-to 619, 731—(7) chacun-each			0.50	0.30
Gurr, Alfred Fred	27-4 à-to 8—(5) chacun-each			0.50	0.70
Moses Vineberg Inc. Co.	27-9, 11 à-to 13, 43 à-to 47, 58, 98 à-to 105, 125 à-to 129, 192, 242 à-to 244, 277 à-to 283, 295 à-to 305, 317 à-to 343, 352 à-to 357, 380 à-to 388, 398 à-to 403, 424 à-to 428, 433 à-to 438, 449, 450, 453, 464, 505, 530 à-to 532, 540 à-to 544, 550, 551, 554, 556, 557, 559, 568, 571, 574 à-to 578, 579, 580, 610 à-to 612, 615 à-to 630, 637 à-to 640, 644 à-to 652, 671 à-to 673, 676 à-to 679, 698 à-to 706, 719 à-to 730, 735, 736, 737, 744 à-to 751, 753 à-to 757, 779, 780, 812 à-to 814, 816, 819, 820, 823 à-to 826, 832 à-to 834, 837, 841, 842, 844 à-to 846, 855 à-to 859, 862 à-to 872, 881 à-to 888, 891 à-to 893, 899, 901 à-to 907, 910 à-to 912, 925 à-to 927, 934 à-to 937, 941 à-to 950, 964 à-to 967, 974 à-to 977, 990 à-to 994, 997 à-to 1006, 1022 à-to 1031, 1042 à-to 1052, 1062 à-to 1081, 1092, 1093, 1101, 1103, 1149, 1150, 1158, 1161, 1162, 1175 à-to 1177, 1180, 1192, 1193, 1196, 1200, 1201, 1204 à-to 1206, 1209, 1232, 1234, 1235, 1278 à-to 1281, 1284, 1285, 1289, 1297 à-to 1303, 1305, 1309 à-to 1311—(379) chacun-each	1.05		0.70	663.25
C. C. Cottrell Ltd	27-10, 26, 27, 77 à-to 82, 135, 136, 146, 190, 225 à-to 227, 229, 230, 260, 287 à-to 293, 306, 310 à-to 312, 397, 429, 461, 478, 479, 486 à-to 488, 613, 614, 632 à-to 635, 667, 738 à-to 743, 767, 772, 773, 792, 793, 799, 800, 821, 822, 920 à-to 924, 928, 951, 952, 953, 984, 985, 988, 989, 1017 à-to 1019, 1038, 1106, 1157, 1194, 1195, 1275, 1290, 1291—(84) chacun-each	1.05		0.70	147.00

Propriétaires — Owners	Nos des cadastres Subdivisions — Cadastral Nos. Subdivisions	Taxes scolaires — School taxes		Taxes mun. — Mun. taxes	Total
		Cat.	Prot.		
Chapman, Alfred A.	27-14 à-to 18—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Jones, Arthur E.	27-19 à-to 23—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Wells, Harry	27-24, 25, 130, 131, 349—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Reed, William	27-33, 34, 35—(3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Dougall, James	27-48 à-to 52, 183 à-to 187—(10) chacun-each		0.50	0.70	12.00
Spencer, J. A. & Schofield, P. J.	27-59 à-to 63—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Walker, James	27-67 à-to 71—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Macdonald, Mlle-Miss Eliza E.	27-72 à-to 76—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Raine, Charles P.	2783 à-to 87—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Boivin, Mlle-Miss Marie Louise	27-88 à-to 92—(5) chacun-each	1.00		0.70	8.50
Doré, Alphonse	27-93 à-to 97—(5) chacun-each	2.90		0.70	18.00
Sutcliffe, William	27-106, 107—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Ridgeway, Thomas R.	27-108 à-to 112—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Nightingale, Dame Elisabeth, épouse Roger Marsden	27-27, 116, 117, 760, 761—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Malcolm, Samuel W.	27-132 à-to 134—(3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Lennox, Peter	27-143, 144—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Devey, Dame Sarah, épouse Alfred Joseph Russell	27-147 à-to 151—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Jones Georges A.	27-152 à-to 156—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Brown, Mlle-Miss Gertrude Caroline	27-157 à-to 161—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
McGeachie, Edward	27-170 à-to 174—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Feming, George W.	27-175 à-to 177—(3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
McGrail, E. F.	27-178 à-to 182—(5) chacun-each	3.87		0.70	22.85
Haly, John W.	27-188, 189—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Jassy, Nathan	27-191—(1)		0.50	0.70	1.20
Poirier, J. O.	27-193—(1)	1.00		0.70	1.70
Barry, Michael	27-194, 195—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Hébert, Antonio	27-145, 204, 205, 211 à-to 215, 261, 294, 389, 431, 432, 519 à-to 522, 553, 710 à-to 715, 768, 769, 790, 791, 835, 836, 982, 983, 1060, 1061—(34) chacun-each	1.17		0.70	62.58
Gill, Ernest W.	27-216 à-to 220—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Foss, Mlle-Miss E. Agatha	27-221, 222—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Adam, George	27-223, 224—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Holden, Mlle-Miss Mary	27-228—(1)		0.50	0.70	1.20
Kearney, Dame Catherine Ann, Vve-Wid. Daniel Kealy	27-231—(1)		0.50	0.70	1.20
Dueps, Dame Rosanna, Vve-Wid. Eulrie Martineau	27-232, 233, 255 à-to 259—(7) chacun-each		0.50	0.70	8.40
McCowan, John	27-235 à-to 238—(4) chacun-each		0.50	0.70	4.80
Gibbons, Patrick F.	27-239—(1)		0.50	0.70	1.20
Sargent, Dame Hannah, épouse John McWhirtir	27-240, 241, 523, 524—(4) chacun-each		0.50	0.70	4.80
Moffatt, William	27-250 à-to 254—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Dunn, Stephen	27-262—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Mowatt, George	27-263—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Smith, Edward	27-266 à-to 268—(3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Schrieger, Atto	27-269 à-to 373, 462, 463—(7) chacun-each		0.50	0.70	8.40
Nicholson, Robert	27-274 à-to 276—(3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Whitetaws, Mlle-Miss Christina	27-284 à-to 286—(3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Trits, Stanley B.	27-307 à-to 309—(3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Bowers, James	27-350—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Harrap, Samuel	27-351—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Knane, Herbert	27-358 à-to 362—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Murray, Jeremiah	27-363—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Gilliland, Mlle-Miss Isabella	27-364—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Stott, Dame Mary, Vve de-Wid. of Alexander Ross, Coutts, Dame Winifred, épouse de-wife of Alex. Scott, Ross, Misses Winifred & Dorothy, Coutts, Mlle Helen, Gray, Douglas, Dufuss.	27-365—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Richards, Charles	27-366, 367—(2) chacun-each	0.97		0.70	3.34
Tower, Mlle-Miss Mary	27-368 à-to 372—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Hallott, Clement J.	27-373, 374—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Anderson, W. C. R.	27-392 à-to 396—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Henderson, John	27-404—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Chapman, Albert E.	27-410—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Bennett, H. Doyle	27-440 à-to 445, 525 à-to 529—(11) chacun-each		0.50	0.70	13.20
Selin, Abraham	27-446 à-to 448—(3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Lake, Rev. W. W.	27-451, 452—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Macdonald, James	27-454 à-to 458—(5) chacun-each	0.35		0.70	5.25
Lynch, Johannah	27-459, 460—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Jones, Elliott	27-465 à-to 467—(3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Jorgenson, J. E.	27-468 à-to 472—(5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Trickey, William	27-473—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Carter, Robert	27-498—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Oldham, R. F.	27-412, 411—(2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Knopf, Albert E.	27-413—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Henderson, John	27-480—(1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Gillard, Dame Harriet, Vve de-Wid. of					

Propriétaires Owners	Nos des cadastres Subdivisions Cadastral Nos. Subdivisions	Taxes scolaires School taxes		Taxes mun.	Total
		Cat.	Prot.	Mun. taxes	
William Daish	27-481 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Parr, George	27-483 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Duff, Robert C.	27-484, 485 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Niven, Peter	27-489 à-to 493 — (5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Custance, William	27-494, 495 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Dawes, James A.	27-496, 497 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Fergusson, Thomas	27-504 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Trumane, Israël	27-506, 507 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Russell, William H.	27-508 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Lalonde, Napoléon	27-514 — (1) chacun-each	3.30		0.70	4.00
Cury, Mlle-Miss Mary	27-517 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Curie, Mlle-Miss Annie	27-518 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Civic Realities Ltd.	27-533 à-to 537 — (5) chacun-each	1.00		0.70	8.50
Burns Williams A.	27-545 à-to 549 — (5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Ryan, J. L.	27-555 — (1) chacun-each	1.34		0.70	2.04
Harrison, Joseph George	27-558, 560 à-to 567, 801, 802, 803, 958 à-to 960 — (15) chacun-each		0.50	0.70	18.00
Moore, Albert E.	27-569, 570 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Bennett, John W.	27-577, 578 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Morrison, John M.	27-583 à-to 585 — (3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Pissardo, Martino	27-588 — (1) chacun-each	0.97		0.70	1.67
Cottrell, Mlle-Miss Gertrude	27-598 à-to 603, 654 à-to 657 — (10) chacun-each		0.50	0.70	12.00
Vicary, Thomas	27-604, 605 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Simms, Mlle-Miss Annie	27-606 à-to 609 — (4) chacun-each		0.50	0.70	4.80
McMorland, Alexander	27-631 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Hargrave, George	27-636 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Jenkins, George David	27-641 à-to 643 — (3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Purdy, Harry A.	27-653 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Scott, Robert	27-674, 675 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Dion, Eugène	27-688 à-to 690 — (3) chacun-each	2.79		0.70	10.47
Crocker, Roginald	27-691, 692 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Marceau, Charles-H.	27-707 à-to 709 — (3) chacun-each	1.00		0.70	5.10
Gibbs, Frank R.	27-716 à-to 718 — (3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
McNamana, James	27-731, 732 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Doucet, Joseph-E.	27-733, 734 — (2) each-eachun	2.68		0.70	6.76
Sheridan, Dame Mary, Vve de-Wid of Th. Collins	27-758, 759 — (2) chacun-each	2.17		0.70	5.74
Griffin, William	27-762, 763 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Hendrickson, Ernfrid	27-766 — (1) chacun-each			0.70	1.20
Thomas, Cecil Edward	27-770, 771 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Martin, Thomas A.	27-774, 775 — (2) chacun-each		0.0	0.70	2.40
Atkinson, H. C.	27-776, 777 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Newhook, Bert A.	27-778 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Gamble, Albert	27-781 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Outhit, Dame Margaret C., épouse de wife of Hugh Kerr	27-782 à-to 786 — (5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
McWhinnie, James R.	27-804 à-to 807 — (4) chacun-each		0.50	0.70	4.80
Skelly, Mlle-Miss Mary	27-808, 809 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Brown, William	27-810, 811 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Brady, Mlle-Miss Flora Maud	27-815 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Banres, Arthur H.	27-827 à-to 831 — (5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Singleton, Joshua	27-838, 839 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Levesque, François	27-840 — (1) chacun-each	0.35		0.70	1.05
Achim, Henry	27-843, 915 à-to 919 — (6) chacun-each			0.70	18.24
Larin, Telesphore	27-850, 851 — (2) chacun-each	2.34		0.70	2.10
Dodd, James A.	27-913, 914 — (2) chacun-each	0.35		0.70	2.40
Ball, Amos George	27-938, 939 — (2) haucun-each		0.50	0.70	2.40
Bonnemer, P.	27-968 à-to 970, 1053 à-to 1057 — (8) chacun-each	1.57		0.70	18.16
Hellier, Dame Helen, Vve de-Wid. of William Trickey	27-971 à-to 973 — (3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Scott—William Thomas	27-995, 996 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Jarvis, Charles E. L.	27-980, 981 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Vincent, Georges	27-1007 — (1) chacun-each	1.00		0.70	1.70
Short, A. R.	27-1008, 1009 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Charlebois, Dollard & Priva, & Paul, Charlebois, Mlles-Misses Aimée & Evana	27-1010 à-to 1012, 929 à-to 931 — (6) chacun-each	3.08		0.70	22.68
Allen, N. Adrien	27-1014 à-to 1016 — (3) chacun-each		0.50	0.70	3.60
Williams, Mlle-Miss Catherine Helen	27-1020, 1021, 245 à-to 249 — (7) chacun-each	1.65		0.70	16.45
Church, H. William	27-1035, 1036 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Kemp, Donald	27-1037 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Gunnarson, G. F.	27-1082 à-to 1091 — (10) chacun-each		0.50	07.0	12.00
Sandy, Jacoby	27-1094 à-to 1098 — (5) chacun-each		0.50	07.0	6.00
Lyons, Dame Charlotte, Vve de-Wid. of Donald Dumlop Brown	27-1099, 1100 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Hally, Alfred	27-1108 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Sullivan, James E.	27-1109 — (1) chacun-each		0.50	0.70	1.20
Standley, Cornelius	27-1112, 1113 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Lowe, Dame Alice, épouse de-wife of Cornelius Standley	27-1114, 1115 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Pateman, J. William	27-1116, 1117 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Thomas, John	27-1120 à-to 1124 — (5) chacun-each		0.50	0.70	6.00
Ware, S. N.	27-1125, 1126 — (2) chacun-each		0.50	0.70	2.40
Calkin, Thomas P.	27-1129, 1130, 1159, 1160, 1305 — (5)				

Propriétaires — Owners	Nos des cadastres Subdivisions — Cadastral Nos. Subdivisions	Taxes scolaires — School taxes		Taxes mun. — Mun. taxes	Total
		Cat.	Prot.		
Breen, Hudson M.	chacun-each. 27-1131 à-to 1133, 1168, 1169 — (5)		0.50	0.70	6.00
Handyside, Keith Alison	chacun-each. 27-1134 à-to 1138 — (5) chacun-each.	0.40		0.70	5.50
Rand, Aubrey V.	27-1139 à-to 1143 — (5) chacun-each.		0.50	0.70	6.00
Davidson, Peter	27-1144 à-to 1146 — (3) chacun-each.		0.0	0.70	3.60
Annal, James P. S.	27-1147 — (1) chacun-each.		0.50	0.70	1.20
White, B. Evelyn	27-1151 à-to 1153 — (3) chacun-each.		0.50	0.70	3.60
Edgecombe, Dame Hélène, épouse de — wife of C. G. Edgecombe.	27-1170 à-to 1174 — (5) chacun-each.		0.50	0.70	6.00
Murphy, Howard E.	27-1178, 1179 — (2) chacun-each.		0.50	0.70	2.40
Beatty, William G.	27-1183, 1184 — (2) chacun-each.		0.50	0.70	2.40
Power, Joseph E.	27-1188, 1189 — (2) chacun-each.		0.50	0.70	2.40
Squires, Dame Emelie, Vve de-Wid. of — James Leggett.	27-1197, 1198 — (2) chacun-each.		0.50	0.70	2.40
Hansford, Marion S. E.	27-1199 — (1) chacun-each.		0.50	0.70	1.20
McGilly, Frances.	27-1207 — (1) chacun-each.		0.50	0.70	1.20
McDearmid, J. William.	27-1210 à-to 1230, 1239 à-to 1265 — (48) chacun-each.		0.50	0.70	57.60
Wheathey, James.	27-1272, 1273 — (2) chacun-each.		0.50	0.70	2.40
Lafontaine, Dame Flora May, Vve de — Wid. of Ernest Barrière.	27-1274 — (1) chacun-each.	3.36		0.70	4.06
Dawson, Sydney F.	27-1276, 1277 — (2)		0.50	0.70	2.40
Davidson, William B.	27-1282, 1283 — (2) chacun-each.		0.50	0.70	2.40

Les immeubles sus-mentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Antoine de Longueuil, Comté de Chambly, et situés dans la ville de Jacques-Cartier.

Conditions: Argent comptant ou chèque visé.
Donné en la ville de Jacques-Cartier, ce quatrième jour de novembre mil neuf cent cinquante.

(Seau)
28740-45-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
ADÉLARD JULIEN.

The above immovables are all on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil (County of Chambly) and situated in the Town of Jacques-Cartier.

Terms: Cash or accepted cheque.
Given at the Town of Jacques-Cartier, this fourth day of November 1950.

(Seal)
28740-45-2-o

ADÉLARD JULIEN,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

KAMOURASKA

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska,
N° 17625.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska,
No. 17625.

DAME GABRIEL-
LE LEVESQUE,
ménagère, du village
de Kamouraska, dem-
manderesse vs Dame

DAME GABRIEL-
LE LEVESQUE,
housewife, of the vil-
lage of Kamouraska,
plaintiff; vs DAME

ADÈLE DESJARDINS, rentière, de la cité de Rivière-du-Loup, veuve de Joseph Moreau, de son vivant marchand, du dit village, de Kamouraska, défenderesse.

ADÈLE DESJARDINS, annuitant, of the city of Rivière-du-Loup, widow of Joseph Moreau, in his lifetime a merchant, of the said village of Kamouraska, defendant.

“Un terrain ou emplacement situé au village de Kamouraska, contenant un demi-arpent de front, sur trois quarts d'arpent de profondeur, le tout plus ou moins, borné au nord par Narcisse Lévesque ou représentant, au sud par le chemin public, au nord-est à la route dite du quai et au sud-ouest par Louis Gagné ou représentant, lequel est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, sous le numéro cent cinq (105), avec la maison et les autres bâtisses dessus construites, mais avec réserve d'une chapelle en bois sur le dit terrain telle qu'elle se trouve actuellement.”

A lot of land or emplacement situate in the village of Kamouraska, measuring one half arpent in front, by three quarters of an arpent in depth, the whole more or less, bounded on the north by Narcisse Lévesque or representative, on the south by the public road, on the northeast by the road called the “route du quai” and on the southwest by Louis Gagné or representative, which is known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the county of Kamouraska, under number one hundred and five (105) — with the house and other buildings thereon erected, but with reserve of a wooden chapel on the said lot of land as it actually subsists.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Kamouraska, VENDREDI, le QUINZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1950 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, 7 novembre 1950. 28741-45-2
[1^{re} insertion: 11 novembre 1950]

To be sold, at the parochial church door of Kamouraska, on FRIDAY, the FIFTEENTH day of the month of DECEMBER, 1950, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, November 7, 1950. 28741-45-2
[First insertion: November 11, 1950]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C.S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { NAPOLÉON BELISLE, demandeur vs MARC VINCENT HINCH, défendeur.
N° 289023.

Une partie du lot numéro deux cent vingt-huit, (p. 228) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Dorothée, bornée comme suit: en front au nord-est, par la montée Labrie, en arrière, au sud-ouest, par le lot numéro deux cent trente-deux, aux dits plan et livre de renvoi officiels, propriété de Hubert Bourgeois ou représentants, d'un côté au sud-est par la lisière de terrain formant partie dudit lot numéro deux cent vingt-huit, (228) ci-dessus vendue par Marc Vincent Hinch à John Muir, et de l'autre côté, au nord-ouest, par une autre partie du même lot appartenant à "Inter Provincial Fur Farms Limited" ou représentants, à Soustraire de ladite propriété un emplacement appartenant à Roméo Landry, mesurant cent pieds (100) de largeur sur la Montée Labrie par une profondeur de cent-cinquante pieds (150) et un autre emplacement appartenant à Napoléon Bélisle ou représentants, mesurant cent-cinquante pieds de profondeur (150) de ladite Montée Labrie, par toute la longueur comprise entre ladite propriété de "Inter Provincial Fur Farms Limited" ou représentants et ledit emplacement, appartenant à Roméo Landry, avec droit de passage en faveur dudit Marc Vincent Hinch ou représentants sur l'emplacement ci-haut mentionné, appartenant à Napoléon Bélisle ou représentants, tel qu'établi dans ledit acte de vente, et bâtisses dessus construites.

A charge de la rente établie par contrats passés les 20 novembre 1937 et 24 novembre 1944 et dûment enrégistrés sous les nos. 50017 et 59193 dans le comté Laval, en faveur du demandeur et son épouse.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Dorothée, le 14 DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 8 novembre 1950. 28742-45-2
[Première insertion: 11 novembre 1950]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { JEAN PAPILLON, marchand de bois, de Giffard, contre LAURENTIDE HOUSING CONSTRUCTION INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Québec, défenderesse, et Lefavre, Marmette & Lefavre, syndics, de la Cité de Québec, en leur qualité de syndics à la faillite de Laurentide Housing Construction, Inc., mis en cause, à savoir:

La subdivision N° 441 (quatre cent quarante-et-un) du lot N° 47 (quarante-sept) du cadastre

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S.C. District of Montreal

Montreal to wit: { NAPOLÉON BELISLE, plaintiff vs MARC VINCENT HINCH, defendant.
No. 289023.

A portion of lot number two hundred and twenty-eight (pt. 228) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Dorothée bounded as follows: in front to the North-East by Montée Labrie, in rear to the South West by lot number two hundred and thirty-two on the said Official Plan and Book of Reference, the property of Hubert Bourgeois or representatives, on one side to the South-East by the strip of land forming part of the said lot number two hundred and twenty-eight (228) hereinabove sold by Marc Vincent Hinch to John Muir, and on the other side to the North-West by another part of the same lot belonging to Inter Provincial Fur Farms Limited, or representatives: to be deducted from the said property an emplacement belonging to Romeo Landry, measuring one hundred feet (100) in width on Montée Labrie by a depth of one hundred and fifty feet (150) and another emplacement belonging to Napoléon Bélisle, or representatives, measuring one hundred and fifty in depth (150) from said Montée Labrie by all the length comprised between the said property of Inter Provincial Fur Farms Limited, or representatives, and the said emplacement belonging to Roméo Landry, with the right of passage in favour of the said Mark Vincent Hinch, or representatives, on the above mentioned emplacement belonging to Napoléon Bélisle, or representatives, as established in the said deed of sale, and buildings thereon erected.

Subject to the rental established by contracts passed on November 20, 1937 and November 24, 1944, and duly registered under Nos. 50017 and 59193 in the county of Laval, in favour of the plaintiff and of his wife.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Dorothée, on the FOURTEENTH of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 8, 1950. 28742-45-2
[First insertion: November 11, 1950]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { JEAN PAPILLON, lumber merchant, of Giffard; against LAURENTIDE HOUSING CONSTRUCTION INC., a body politic and corporate having its head office at Quebec, defendant; and Lefavre, Marmette & Lefavre, trustees, of the City of Quebec, as Trustees to the insolvency of the Laurentide Housing Construction Inc., mis en cause, to wit:

Subdivision No. 441 (four hundred and forty-one) of lot No. 47 (forty-seven) of the official

officiel pour la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, comté de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Boisjoli, maintenant en la paroisse de Saint-Charles-Garnier, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice, à Québec, le PREMIER jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 26 octobre 1950.
 [Première insertion : 28 octobre 1950]
 [Seconde insertion : 11 novembre 1950]

Le Shérif, AIMÉ DION.
 28636-43-2-o

cadastre for the parish of Saint-Colomb of Sillery, county of Quebec, being an emplacement situate on Boisjoli street, now in the parish of Saint-Charles-Garnier, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office, in the Court House, at Quebec, on the FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, October 26, 1950.
 [First insertion: October 28, 1950]
 [Second insertion: November 11, 1950]

AIMÉ DION, Sheriff.
 28636-43-2

Cour Supérieure

Québec, à savoir: JOS. P. MARTINEAU No 61,222. { ENRG. vs EUGÈNE LA-BONTE.

La subdivision N° 32 (trente-deux) du lot N° 687 (six cent quatre-vingt-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé dans la dite paroisse, mesurant 65½ pieds de front sur 199½ pieds sur une rue projetée, le tout plus ou moins, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le QUINZIEME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 8 novembre 1950.
 [Première insertion : 11 novembre 1950]
 [Seconde insertion : 25 novembre 1950]

Le Shérif, AIMÉ DION.
 28743-45-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Roberval, No. 13040. { ROSAIRE LECLERC, négociant de Roberval, demandeur vs THOMAS JEAN GIRARD, de St-François de Sales,

défendeur.

Avis public est par les présentes donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

1er. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro sept-B (7-B) (du rang un (1) du Canton Dablon.

2ème. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro huit-A (8-A) du rang un (1) du canton Dablon, Sauf à distraire la partie de ces deux lots vendue à Émile Gagnon en décembre 1948, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-François de Sales, comté de Roberval, Province de Québec, le DOUZIEME (12) jour de DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante (1950) à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, District de Roberval, ce 8 novembre 1950.
 [Première insertion: 11 novembre 1950]

Le Shérif, ANT. TREMBLAY.
 28744-45-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Saint-Hyacinthe No 6673. { DORILA DESROCHES, fille majeure, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse; vs

Superior Court

Québec, to wit: JOS. P. MARTINEAU No. 61,222. { ENRG., vs EUGÈNE LA-BONTE.

Subdivision No. 32 (thirty-two) of lot No. 687 (six hundred and eighty-seven) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being an emplacement situate in the said parish, measuring 65½ feet in front by 199½ feet on a proposed street, the whole more or less, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, November 8, 1950.
 [First insertion: November 11, 1950]
 [Second insertion: November 25, 1950]

AIMÉ DION, Sheriff.
 28743-45-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Roberval, No. 13040. { ROSAIRE LECLERC, Merchant, of Roberval, plaintiff vs THOMAS JEAN GIRARD, of St-François de Sales,

defendant.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinbelow mentioned were seized and will be sold at the respective time and place as mentioned below.

First. The lot of land known and designated under number seven-B (7-B) of range one (1) of the township Dablon;

Second. The lot of land known and designated under number eight-A (8-A) of range one (1) of the township Dablon, Save to be deducted the part of these two lots sold to Émile Gagnon in December, 1948, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of St-François de Sales, county of Roberval, Province of Quebec, on the TWELFTH (12th) day of DECEMBER, one thousand nine hundred and fifty (1950), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Court House, District of Roberval, this 8th day of November, 1950.
 [First insertion: November 11, 1950]

ANT. TREMBLAY, Sheriff.
 28744-45-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, — District of Saint-Hyacinthe No 6673. { DORILLA DESROCHES, spinster, of the city and district of Saint-Hyacinthe; plaintiff; vs EMERY

EMERY MATHIEU, peintre, des cité et district de Saint-Hyacinthe; L. ORANGE, BÉLANGER & GASTON BÉLANGER, tous deux des cité et district de Saint-Hyacinthe; EMERY PELLETIER & CORA PELLETIER, de la ville de Providence, Rhode-Island, un des États-Unis d'Amérique; Dame ALVA BOUCHER, épouse séparée de biens de OVILA GAGNON, de la ville de Attleboro, Massachusett, un des États-Unis d'Amérique, et le dit OVILA GAGNON, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame BERTHA BOUCHER, épouse séparée de biens de LÉO PAGÉ, de la ville de Pawtucket, Rhode-Island, un des États-Unis d'Amérique, et le dit LÉO PAGE, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame BERNADETTE BOUCHER, épouse séparée de biens de ADÉLARD LAMOUREUX, de Providence, Rhode-Island, un des États-Unis d'Amérique, et le dit ADÉLARD LAMOUREUX, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame JEANNE BOUCHER, épouse séparée de biens de RODERICK CARIGNAN, de la ville de Pawtucket, Rhode-Island, un des États-Unis d'Amérique, et le dit RODERICK CARIGNAN, pour autoriser son épouse aux fins des présentes; EDMOND BOUCHER & ARTHUR BOUCHER, tous deux de la ville de Pawtucket, Rhode-Island, un des États-Unis d'Amérique; tous en leur qualité d'héritiers de feu ELPHEGE MATHIEU, en son vivant peintre des cité et district de Saint-Hyacinthe; défendeurs;

Saisi comme appartenant aux défendeurs:

Un emplacement situé sur le côté nord de la rue Sainte-Marie, en la cité de Saint-Hyacinthe, mesurant soixante-seize pieds de front (76) par soixante-six pieds de profondeur (66), plus ou moins, connu et désigné sous le numéro six cent trente-deux (numéro 632) du plan cadastral de la Cité de Saint-Hyacinthe; avec une maison à deux logements et deux hangars, y érigés.

Pour être vendu, à mon bureau, au Palais de Justice, en les cité et district de Saint-Hyacinthe, le SAMEDI, SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1950, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. BOUSQUET.
St-Hyacinthe, le 8 novembre 1950 28739-45-2-o
[Première insertion: 11 novembre 1960]

MATHIEU, painter, of the city and district of Saint-Hyacinthe; L. ORANGE BÉLANGER & GASTON BÉLANGER, of the city and district of Montreal; EMERY PELLETIER & CORA PELLETIER, of the town of Providence, Rhode-Island, one of the United-States of America; Dame ALVA BOUCHER, wife separate as to property of OVILA GAGNON, of the town of Attleboro, Massachusett, one of the United States of America, and the said OVILA GAGNON to authorize his wife at the present proceedings, Dame BERTHA BOUCHER, wife separate as to property of LÉO PAGE, of the town of Pawtucket, Rhode-Island, one of the United-States of America, and thesaid LÉO PAGÉ, to authorize his said wife at the present proceedings; Dame BERNADETTE BOUCHER, wife separate as to property of ADELARD LAMOUREUX, of Providence, Rhode-Island, one of the United States of America, and the said ADELARD LAMOUREUX, to authorize his wife at the present proceeding; Dame JEANNE BOUCHER, wife separate as to property of RODERICK CARIGNAN, of the town of Pawtucket, Rhode-Island, one of the United-States of America, and the said RODERICK CARIGNAN, to authorize his wife at the present proceedings, EDMOND BOUCHER & ARTHUR BOUCHER, both of the town of Pawtucket, Rhode-Island, one of the United States of America: All of them in their quality of heirs to the estate of the late ELPHEGE MATHIEU, in his lifetime painter of the city and district of Saint-Hyacinthe; defendants;

Seized as belonging to the defendants:

An emplacement situate on the north side of Sainte-Marie street, in the city and district of Saint-Hyacinthe, measuring seventy-six feet in front (76) by sixty-six feet in depth (66), more or less, known and designated under number six hundred and thirty-two (No. 632) of the cadastral plan for the city of Saint-Hyacinthe; with a two-tenement house & two sheds, thereon erected.

To be sold, at my office, at the Court House, in the City and district of Saint-Hyacinthe, on SATURDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

R. BOUSQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Hyacinthe, November 8, 1950. 28739-45-2o
[First insertion: November 11, 1950]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 45

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Caron vs Roy 2838
Lemaire vs Éthier 2838

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2819

AVIS DIVERS:

Crédit-Québec Inc. (Directeurs) 2851
Discours du Trône 2848
General Exports Ltd. (Distribution de l'actif) 2851
La Caisse d'Établissement de Vaudreuil-Soulanges (Fondation) 2838
L'Association des Employés de W. R. Cuthbert — (W. R. Cuthbert Employees Association) (Formation) ... 2850

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Caron vs Roy 2838
Lemaire vs Éthier 2838

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2819

MISCELLANEOUS NOTICES:

Crédit-Québec Inc. (Directors) 2851
Speech from the Throne 2848
General Exports Ltd. (Distribution of the assets) 2851
La Caisse d'Établissement de Vaudreuil-Soulanges (Foundation) 2838
L'Association des Employés de W. R. Cuthbert — (W. R. Cuthbert Employees Association) (Formation) 2850

L'Association des Employés Electriques des Cantons de l'Est (Change-ment de nom)	2839
L'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la province de Québec (Règlements)	2839
Laurentian Golf & Country Club (Règlements)	2850
Le Syndicat de Drainage de la rue St-Joseph (Fondation)	2851
Saguenay Fish & Trading Company Limited (Directeurs)	2839
Syndicat Avicole du Témiscamingue (Fondation)	2838
Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de Shelter Bay, Inc. (Change-ment de nom)	2851
Syndicat des Employés Municipaux de Drummondville (Formation)	2838

L'Association des Employés Electriques des Cantons de l'Est (Change of name)	2839
The Quebec Licensed Cullers' Association (By-Laws)	2839
Laurentian Golf & Country Club (By-Laws)	2850
Le Syndicat de Drainage de la rue St-Joseph (Foundation)	2851
Saguenay Fish & Trading Company Limited (Directors)	2839
Syndicat Avicole du Témiscamingue (Foundation)	2838
Syndicat Catholique National des Ouvriers en Forêt de Shelter Bay, Inc. (Change of name)	2851
Syndicat des Employés Municipaux de Drummondville (Formation)	2838

CHARTERS — ABANDON DE:

Allied Broadcasting Company Inc.	2852
Cartier Autobus Inc.	2852
Daroth Trading Co.	2852
D. Turove Limited.	2853
Fountain Corporation Limited.	2853
Jacob Construction Limitée — Jacob Construction Limited.	2853
La Renardière de St-Césaire Incorporée	2853
Popsi-Popping Corn Co. Ltd.	2852
Sorel Autoparts Co.	2952
Welsh Agencies Limited	2853
Wendy Garments Incorporated.	2854
W. Gradinger Ltd.	2854

CHARTERS — SURRENDER OF:

Allied Broadcasting Company Inc.	2852
Cartier Autobus Inc.	2852
Daroth Trading Co.	2852
D. Turove Limited.	2853
Fountain Corporation Limited.	2853
Jacob Construction Limitée — Jacob Construction Limited.	2853
La Renardière de St-Césaire Incorporée	2853
Popsi-Popping Corn Co. Ltd.	2852
Sorel Autoparts Co.	2852
Welsh Agencies Limited	2853
Wendy Garments Incorporated.	2854
W. Gradinger Ltd.	2854

DEMANDES A LA LEGISLATURE:

Berry, Robert <i>et al.</i>	2834
Bromptonville, ville de <i>et al.</i>	2830
Buddhist Church of Quebec.	2837
Chenevert, Jean-Théodore	2837
Coaticook, ville de	2835
Commission Métropolitaine de Montréal Corporation of St. Matthew's Church	2837
Esposito, Raphaël.	2837
Granby, commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de.	2831
Laframboise, J.-Hugues <i>et al.</i>	2832
La Tuque, ville de	2836
Lortie, Léopold-Marcel	2834
Mégantic, commissaires d'écoles catholiques romains de la ville de.	2836
Montréal, cité de	2832
Outremont, cité de.	2832
Poirier, André.	2832
Québec, cité de	2831
Shawinigan Falls, commissaires d'écoles de	2836
Sherbrooke, cité de.	2833
Sherbrooke, commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de.	2830
St-Jérôme, commissaires d'écoles de la cité de <i>et al.</i>	2833
Succession Armand Gauthier	2834
Succession Hermann Gottlieb Huber.	2832
Trois-Rivières, cité de	2831
Victoriaville, commissaires d'écoles de la ville de	2834

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Berry, Robert <i>et al.</i>	2834
Bromptonville, town of <i>et al.</i>	2830
Buddhist Church of Quebec.	2837
Chenevert, Jean-Théodore	2837
Coaticook, town of.	2835
Montreal Metropolitan Commission.	2837
Corporation of St. Matthew's Church	2837
Esposito, Raphaël.	2837
Granby, Roman Catholic School Commissioners of the city of.	2831
Laframboise, J.-Hugues <i>et al.</i>	2832
La Tuque, town of.	2836
Lortie, Léopold-Marcel	2834
Mégantic, Roman Catholic School Commissioners of the town of	2836
Montreal, city of	2832
Outremont, city of.	2832
Poirier, André.	2832
Quebec, city of	2831
Shawinigan Falls, School Commissioners of.	2836
Sherbrooke, city of.	2833
Sherbrooke, Roman Catholic School Commissioners of the city of.	2830
St-Jérôme, School Commissioners of the city of <i>et al.</i>	2833
Estate of Armand Gauthier	2834
Estate of Hermann Gottlieb Huber	2832
Trois-Rivières, city of	2831
Victoriaville, School Commissioners of the town of	2834

DEPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Farmers' Club of Municipality of Township Litchfield.	2854
---	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Farmers' Club of Municipality of Township Litchfield.	2854
---	------

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 15A-50 — St-Jérôme..	2854
Ordonnance N° 25A-50 — Brownsburg.	2855
Ordonnance N° 38A-50 — La Tuque...	2855
Ordonnance N° 50-Sp-VIII — St-Hyacinthe	2856
Ordonnance N° 57-50 — Victoriaville..	2857
Ordonnance N° 61A-50 — L'Assomption.....	2857
Ordonnance N° 61B-50 — L'Assomption.....	2858
Ordonnance N° 64A-50 — Farnham...	2858
Ordonnance N° 78A-50 — Charlevoix..	2859

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:	
Lachute (Catholique).....	2860
Montpellier	2860
St-François-Ouest.....	2859
St-Ignace-de-Stambridge.....	2860

TERRES ET FORETS:

Service du Cadastre:	
St-Colomb-de-Sillery, paroisse de....	2860

TRAVAIL:

Industrie de la construction et de la réparation mécanique dans les districts judiciaires de Québec et de Beauce (Modification).....	2862
Industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'Île de Montréal (Modification).....	2860
Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières et al (Modification).....	2864

EXAMENS DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude du droit	2869
Hull: étude du droit.....	2869

GREFFES DE NOTAIRES:

Belzile, Yves, en faveur de.....	2868
Noël, Albert, en faveur de.....	2869
Pelletier, Denys, en faveur de.....	2869

LETTRES PATENTES:

Artistic Furniture Manufacturing Company Limited.....	2820
A & A Construction Limited.....	2821
Bijouterie St. Agathe Jewellers Limited.	2821
Chibougamau Explorers Ltd.....	2921
Commercial Equipment Limited.....	2822
Dominion Asbestos Mines Limited.....	2822
Emerald Building Development Corp..	2823
Frontenac Packing Ltd.....	2823
Hôtel Pointe Valaine Inc.....	2823
Imprimerie Champlain (Québec) Inc.— Champlain Printing (Quebec) Inc....	2824
Ivry Development Company	2824
Laurent Fabien Inc.....	2824
Le Club Nautique de Laval sur le Lac — Laval sur le Lac Boating Club.....	2825
P & V Shoe Manufacturing Co. Ltd....	2825
Quebec Copper Corporation Limited..	2825
Quebec-Levis-Tunnel Inc.....	2826
Service Social Féminin de Sherbrooke..	2826
Sivaco Wire & Nail Co. Ltd.....	2827
Société Immeubles et Développements	

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 15A-50 — St-Jérôme.....	2854
Order No. 25A-50 — Brownsburg.....	2855
Order No. 38A-50 — La Tuque.....	2855
Order No. 50-Sp-VIII — St-Hyacinthe.	2856
Order No. 57-50 — Victoriaville.....	2857
Order No. 61A-50 — L'Assomption....	2857
Order No. 61B-50 — L'Assomption....	2858
Order No. 64A-50 — Farnham.....	2858
Order No. 78A-50 — Charlevoix.....	2859

EDUCATION:

School Municipality of:	
Lachute (Catholic).....	2860
Montpellier	2860
St-François-Ouest.....	2859
St-Ignace-de-Stambridge.....	2860

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:	
St-Colomb-de-Sillery, parish of.....	2860

LABOUR:

Mechanical engineering industry in the judicial districts of Quebec and Beauce (Amendment).....	2862
Sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal (Amendment).....	2860
Charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the judicial districts of Quebec, Trois-Rivières et al (Amendment).....	2864

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence: study of law.....	2869
Hull: study of law.....	2869

NOTARIAL RECORDS:

Belzile, Yves, in favour of.....	2868
Noël, Albert, in favour of.....	2869
Pelletier, Denys, in favour of.....	2869

LETTERS PATENT:

Artistic Furniture Manufacturing Company Limited.....	2820
A & A Construction Limited.....	2821
Bijouterie St. Agathe Jewellers Limited	2821
Chibougamau Explorers Ltd.....	2821
Commercial Equipment Limited.....	2822
Dominion Asbestos Mines Limited.....	2822
Emerald Building Development Corp..	2823
Frontenac Packing Ltd.....	2823
Hôtel Pointe Valaine Inc.....	2823
Imprimerie Champlain (Québec) Inc.— Champlain Printing (Quebec) Inc....	2724
Ivry Development Company	2824
Laurent Fabien Inc.....	2824
Le Club Nautique de Laval sur le Lac — Laval sur le Lac Boating Club.....	2825
P & V Shoe Manufacturing Co. Ltd....	2825
Quebec Copper Corporation Limited..	2825
Quebec-Levis-Tunnel Inc.....	2826
Service Social Féminin de Sherbrooke..	2826
Sivaco Wire & Nail Co. Ltd.....	2827
Société Immeubles et Développements	

Ltée.....	2827
Spécialités de Boulangerie Limitée — Bakers' Specialties Limited.....	2527
St. Cyr Asbestos Co. Ltd.....	2828
Steel & Aluminium Lifeboats Company Ltd.....	2828
Traversy Limited.....	2829
Wilmac Holdings Limited.....	2829
Wrightville Building Supplies Co. Ltd. 5206 Décarie Blvd. Inc.....	2829 2830

Ltée.....	2827
Spécialités de Boulangerie Limitée — Bakers' Specialties Limited.....	2827
St. Cyr Asbestos Co. Ltd.....	2828
Steel & Aluminium Lifeboats Company Ltd.....	2828
Traversy Limited.....	2829
Wilmac Holdings Limited.....	2829
Wrightville Building Supplies Co. Ltd. 5206 Décarie Blvd. Inc.....	2829 2830

LIQUIDATION, AVIS DE:

Blake Chibougamau Mining Corpo- ration	2870
Hodge Motors Limited	2871
La Syndicale, Société Coopérative de Consommation du Syndicat National Catholique des E.P.P.D. Inc.....	2870
Northern Investment & Mining Com- pany	2870

WINDING UP NOTICES:

Blake Chibougamau Mining Corpo- ration	2870
Hodge Motors Limited	2871
La Syndicale, Société Coopérative de Consommation du Syndicat National Catholique des E.P.P.D. Inc.....	2870
Northern Investment & Mining Com- pany	2870

ORDRE DE COUR:

Wilson & Lafleur vs Warren	2871
----------------------------------	------

RULE OF COURT:

Wilson & Lafleur vs Warren	2871
----------------------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur de la Loi concernant les hôpitaux pour le trai- tement des maladies mentales et les arti les 1, 2, 3, 4 et 8 de la Loi modi- fiant la Loi de la curatelle publique..	2873
Concernant la mise en vigueur du ca- dastre révisé d'une partie de la pa- roisse de St-Jérôme de Matane.....	2874
Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire de la municipalité de St- Raymond à la municipalité de St- Léonard de Portneuf	2872

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the Act respecting hospitals for the treat- ment of mental diseases and sections 1, 2, 3, 4 and 8 of the Act to amend the Public Curatorship Act.....	2873
Concerning the coming into force of the revised cadastre of a part of the pa- rish of St-Jérôme de Matane.....	2874
Concerning annexation of a certain territory of the municipality of St- Raymond to the municipality of St- Léonard de Portneuf	2872

SIÈGES SOCIAUX:

Austin Sales & Service Ltd.....	2875
Glenlea Golf Club Limited.....	2875

HEAD OFFICES:

Austin Sales & Service Ltd.....	2875
Glenlea Golf Club Limited.....	2875

SOUMISSIONS:

Perthierville, ville de.....	2877
Dolbeau, commission scolaire de la ville de	2880
Drummondville, commission scolaire catholique de la cité de	2878
Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, commission scolaire de	2875
St-Marcel, commission scolaire de	2879
St-Tite, commission scolaire du village de	2881

TENDERS:

Berthierville, town of.....	2877
Dolbeau, School Commission of the town of	2880
Drummondville, Catholic School Com- mission of the city of	2878
Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, School Commission of	2875
St-Marcel, School Commission of	2879
St-Tite, School Commission of the village of	2881

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Bernais, Edmond	2887
Companion Construction Company Li- mited	2882
Pelchat, Paul	2886

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Bernais, Edmond	2887
Companion Construction Company Li- mited	2882
Pelchat, Paul	2886

VENTE POUR TAXES:

Jacques-Cartier, ville de	2887
---------------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Jacques-Cartier, town of.....	2887
-------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

KAMOURASKA:

Lévesque vs Desjardins.....	2897
-----------------------------	------

KAMOURASKA:

Lévesque vs Desjardins.....	2897
-----------------------------	------

MONTREAL:

Bélisle vs Hinch	2898
------------------------	------

MONTREAL:

Bélisle vs Hinch	2898
------------------------	------

QUÉBEC:

Jos. P. Martineau Enrg. vs Labonté... 2899
 Papillon vs Laurentide Housing Construction Inc. 2898

ROBERVAL:

Leclerc vs Girard 2899

SAINT-HYACINTHE:

Desroches vs Mathieu *et al.* 2899

28753-o

QUEBEC:

Jos. P. Martineau Enrg. vs Labonté... 2899
 Papillon vs Laurentide Housing Construction Inc. 2898

ROBERVAL:

Leclerc vs Girard 2899

SAINT HYACINTHE:

Desroches vs Mathieu *et al.* 2899

28753-o